

LISTE DES ABREVIATIONS

Abréviations	Désignations
ANDI.....	Agence Nationale de Développement de l'Investissement
BAD.....	Banque Algérienne de Développement
BADR.....	Banque d'Agriculture et de Développement Rural
CAD.....	Caisse Algérienne de Développement
FMI.....	Fond Monétaire International
IFB.....	Institutions Financières Bancaires
IFNB.....	Institutions financières Non Bancaires
IPC.....	Indice des Prix à la Consommation
LMC.....	La Loi sur la Monnaie et le Crédit
ONS.....	Organisation Nationale des Statistiques
PAS.....	Programme d'Ajustement Structurel
PIB.....	Produit Intérieur Brut
SMIG.....	Salaire Minimum Individuelle de Garanti
SQS.....	Société et Quasi-Société
TQM.....	Théorie Quantitative de la Monnaie
TVA.....	Taxe sur la Valeur Ajoutée

Université Abderrahmane Mira-Bejaïa
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion
Département des Sciences Economiques



Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Economiques
Option : Monnaie, Banque et Environnement International

THEME

LE PHENOMENE D'INFLATION EN ALGERIE :
Etude analytique des politiques de lutte

Rédigé par M^{elle} : **HADJAM Fahima**
Sous la direction de: M^r. **FOUDI Brahim.**

Devant le jury composé de :

Président : M^r: Aggoune K
Examineur : M^r: Ait Atmane B
Promoteur Mr : Foudi B

Promotion 2012-2013

LISTE DES ILLUSTRATIONS

❖ Liste des tableaux

<u>Tableau N°1</u> : Structure des taux d'intérêts (1994-2000).....	90
<u>Tableau N°2</u> : Evolution du taux de réescompte de 1990 à 2000.....	92
<u>Tableau N°3</u> : Evolution de l'indice des prix à la consommation (taux d'inflation) entre 1990 et 2000.....	94
<u>Tableau N°4</u> : Taux de croissance de la masse monétaire (1990-2000).....	94
<u>Tableau N°5</u> : Evolution du prix du baril de pétrole (1990-2000).....	95
<u>Tableau N°6</u> : Evolution du taux de réescompte de 2001 à 2012.....	97
<u>Tableau N°7</u> : Taux de constitution des réserves obligatoires de 2001 à 2012.....	97
<u>Tableau N°8</u> : Taux de reprise de liquidité à 7 jours de 2002 à 2012.....	99
<u>Tableau N°9</u> : Taux des reprises à 3mois de 2005 à 2012.....	99
<u>Tableau N°10</u> : Taux de facilité de dépôts rémunérés à partir de 2005.....	99
<u>Tableau N°11</u> : Evolution du taux d'inflation entre 2001 et 2012.....	101
<u>Tableau N°12</u> : Evolution du PIB (en milliards de dinars), des recettes et des dépenses budgétaires (en pourcentage du PIB).....	106
<u>Tableau N13</u> : taux de croissance du Salaire minimum réel en Algérie, 2000-2012 en %	110
<u>Tableau N14</u> : l'évolution de taux de change de l'USD/DZD en 1990-1999.....	112

❖ Liste des figures

Fig. 1 : L'inflation par la demande.....	20
Fig. 2 : L'inflation par les coûts.....	22
Fig. 3 : La spirale inflationniste.....	24
Fig.4 : Evolution de l'indice générale des prix et sa variation (1990 jusqu'à 2006).....	41

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Dieu le tout puissant, qui nous a donné la force et la patience d'accomplir ce travail de recherche.

Je tiens à exprimer mes vifs remerciements, tout particulièrement, à mon promoteur Monsieur FOUADI Brahim, pour la confiance qu'il m'a témoigné, le suivi constant de ce travail, ainsi pour sa disponibilité, sa patience et ses conseils durant toute la période de réalisation. Je lui exprime toute ma gratitude et mon estime.

Je manifeste également ma plus grande reconnaissance aux membres de jury qui m'ont fait l'honneur de participer à l'évaluation de ce travail.

Mes remerciements vont également à tous les enseignants et à tous les étudiants de notre spécialité « MBEI » chacun son nom.

Enfin, je tiens également à remercier toutes les personnes qui ont apporté leur assistance de près ou de loin.

Merci



Je dédie ce modeste travail à celle qui m'a donné la vie, le symbole de tendresse, qui s'est sacrifiée pour mon bonheur et ma réussite, à ma mère ...

A mon père, écolle de mon enfance, qui a été mon ombre durant toutes les années d'études, et qui a veillé tout au long de ma vie à m'encourager, à me donner l'aide et à me protéger.

Que dieu les gardes et les protège.

A mon frère Ramdane.

A mes adorables sœurs Karima, Safia et leurs maris Mourad et Hakim.

A ma sœur Hakima.

A mes neveux : Yacine, Anais, Chanèz, Amine et Yasmine.

A tous mes amis.

A tous ceux qui me sont chers.

A tous ceux qui ont, de près ou de loin, participé à la réalisation de ce travail.

A tous ceux qui portent le nom « HADJAM ».

* Fahima*



Sommaire

Remerciements	I
Dédicace	II
Liste des abréviations	III
Liste des illustrations	IV
Introduction générale	1
Partie I : Le déséquilibre monétaire inflation.	
Introduction	4
<u>Chapitre I</u> : L'inflation « une problématique contemporaine »	5
Introduction	5
Section I : La nécessité de maintenir la stabilité des prix.....	6
1) Les agents économiques et leurs objectifs	6
2) La stabilité des prix	9
Section II : L'inflation comme déséquilibre macroéconomique et monétaire.....	12
1) Généralités sur l'inflation.....	13
2) Causes de l'inflation.	19
Section III : Aperçu historique des théories économiques de l'inflation	27
1) Les prémices de l'analyse classique.....	27
2) L'analyse classique de l'inflation.....	28
3) L'école keynésienne	32
4) L'analyse monétariste	35
5) La nouvelle école classique.....	36
Conclusion	37
<u>Chapitre II</u> : L'inflation en Algérie : causes et conséquences	39

Introduction	39
Section I : Historique sur l'inflation en Algérie.....	39
1) La période allant de 1962 jusqu'à 1989.....	39
2) La période allant de 1990 à nos jours	41
Section II : Les causes de l'inflation en Algérie.....	48
1) L'inflation monétaire	48
2) L'inflation structurelle.....	56
3) L'inflation institutionnelle	64
4) La variation du taux de change.....	66
Section III : Les conséquences de l'inflation.....	67
1) Sur le plan économique.....	68
1-1) La diminution de l'épargne	68
1-2) L'augmentation de la spéculation.....	68
1-3) La baisse des investissements	69
2) Sur le plan politique	70
3) Sur le plan extérieur	70
4) Sur le plan social.....	71
4-1) La diminution du pouvoir d'achat.....	71
4-2) Situation défavorable pour les revenus fixes.....	71
4-3) La formation des fléaux sociaux	72
Conclusion	72
Conclusion de la première partie	74
Partie II : Les politiques de lutte contre l'inflation en Algérie.	
Introduction	75
<u>Chapitre I</u> : La politique monétaire en Algérie	75
Introduction	75
Section I : La politique monétaire.....	75

1) Définition de la politique monétaire.....	75
2) Les objectifs et les délégations de contrôle de la politique monétaire	76
Section II : Les instruments de la politique monétaire	80
1) Les instruments directs	80
2) Les instruments indirects	82
Section III : La politique monétaire en Algérie.....	84
1) La politique monétaire en Algérie entre 1990 et 2000	84
2) La politique monétaire en Algérie entre 2001et 2012	95
Conclusion	101
Chapitre II : Les autres politiques de lutte contre l'inflation en Algérie.....	103
Introduction	103
Section I : Les autres politiques mises en œuvre pour combattre l'inflation	103
1) La politique budgétaire et fiscale.....	103
2) La politique des revenus	108
3) La politique de la concurrence.....	110
4) La politique de contrôle des prix et le blocage des salaires	110
5) La politique de change	112
Conclusion	114
Conclusion de la deuxième partie.	116
Conclusion générale	117
Bibliographie.	

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

Le problème de l'inflation est aussi vieux que l'argent lui-même. Dans la Rome antique, la dépréciation des pièces d'argent et d'or a provoqué une inflation modérée qu'a duré quelque siècle, jusqu'à ce que une réforme monétaire malavisée de l'empereur Aure Léon provoque une inflation flambée. Au III^e siècle, l'Egypte a enregistré une inflation galopante, au XI^e siècle, l'inflation a sévi (exercer des ravages) en Chine premier pays à imprimer de la monnaie papier lorsque les autorités ont émis trop de billets après avoir dépensé un montant considérable d'espèces (pièces de métal) pour acheter des envahisseurs potentiels et payer des importations.

Bien que le monde politique et économique a changé et évoluer, le problème de l'inflation demeure toujours pour les mêmes causes, l'inflation générale est soutenue, les prix augmentent à perpétuité, depuis la deuxième guerre mondiale pour cela, l'inflation est un fléau qui frappe sans signe annonciateur un pays, il est difficile de prévoir quand et avec quelle intensité il se produirait. Il existe un niveau d'inflation au quel aucun pays ne peut échapper qui est d'ordre de 2%, la crainte d'une inflation élevé hyperinflation qui rend l'argent quasiment sans valeur est responsable de nombreuses souffrances humaines, alimentant les troubles sociaux et faisant tomber les gouvernements.

Les Banques centrales n'ont pas une tâche facile du fait que c'est l'organe qui émis et contrôle la masse monétaire en circulation, elles sont obligées de garantir la stabilité des prix c'est-à-dire assurer que le taux de variation des prix est faible et régulier car l'instabilité des prix est une source d'incertitude qui fausse le processus de décision économique et entrave la croissance économique très souvent, cette instabilité résulte de l'inflation qui est une hausse persistante des prix généralement exprimer par l'indice des prix à la consommation.

Donc, il nous a paru utile de commencer par faire connaissance avec le phénomène du point de vue théorique, puis de point de vue quantitatif. En effet, nous envisagerons d'identifier d'abord quelques repères théoriques, ainsi en se basant sur l'éclairage théorique, nous pensons pouvoir mieux appréhender le processus inflationniste en Algérie, les explications de l'inflation sont multiples et variées.

Comme on ne peut traiter de l'inflation dans un pays sans en connaître les causes qui sont exposées par des principales rubriques, l'analyse de l'inflation monétaire permet de vérifier qu'en Algérie à l'instar des autres pays du tiers monde, l'Etat monétise ses

INTRODUCTION GENERALE

problèmes¹, ce qui conduit à un gonflement démesuré de la masse monétaire et du budget de l'Etat. L'analyse de l'inflation structurelle qui comporte deux éléments dans lesquels sont traités les causes de l'inflation liées au sous développement et celles induites par la politique de développement, les premières étant due aux rigidités structurelles, les secondes aux mutations structurelles.

Enfin sont exposées les causes inhérentes aux institutions et à l'organisation de l'économie, deux éléments qui dépendent du facteur humain. On a pu constater que de nombreux goulots d'étranglement générateurs d'inflation sont dus à l'impéritie du personnel d'encadrement à tous les échelons, de plus, la mauvaise organisation de l'économie a abouti à une situation telle qu'une pénurie chasse l'autre, une psychose de la pénurie a induit des comportements de défense et de spéculation qui ont aggravé l'inflation.

L'expérience algérienne a montré que la pénurie est une source d'inégalité sociale que l'inflation contribue à accentuer, ainsi que des clivages qui sont la variation du coût d'un panier de biens et services y compris le logement, l'électricité, l'alimentation et les transports.

Le déséquilibre entre l'offre de la monnaie et l'offre de biens et services se traduit par une hausse des prix qui signifie une poussée inflationniste, en effet, l'inflation s'explique par un mouvement accéléré des hausses des prix durant une période assez longue contrairement à la production nationale qui est freinée pendant la même période voir même stagnée.

Il est utile de mettre l'accent sur les effets et le rôle de l'inflation, la nocivité de ce dernier réside précisément dans les distorsions qu'elle engendre, à cause de ces effets non seulement sur le plan économique, mais également et surtout sur le plan social, l'inflation doit être combattue.

L'inflation est un mal dont l'Algérie souffre, elle enregistre des conséquences négatives sur tout les plans, l'inflation est la conséquence d'une série de décisions prises par les responsables nationaux.

Cela amène les autorités à mettre en œuvre un ensemble de politiques de lutte contre l'inflation, on trouve la politique des prix, des revenus, la politique budgétaire et fiscale, mais la politique la plus utilisée c'est la politique monétaire qui agit sur la liquidité par le biais des instruments quantitatifs et qualitatifs, et dont l'objectif ultime est de maintenir la stabilité des prix, autrement dit, de réaliser une progression limitée de l'indice des prix à la consommation,

¹ BALI.H « Inflation et mal développement en Algérie », édition OPU Alger, 1993, p 20.

INTRODUCTION GENERALE

un objectif qui s'avère difficile à réaliser, de ce fait en pose la question suivante : **les politiques de lutte contre l'inflation en Algérie sont-elles en mesure de réduire ses effets néfastes?**

De cette question dérivent d'autres questions essentiellement :

- 1- Les mesures prises dans le cadre de la politique monétaire sont-elles efficaces ?
- 2- La réduction des dépenses de l'Etat ou l'augmentation de la pression fiscale ont-elles contribué à la maîtrise de l'inflation en Algérie ?
- 3- L'inflation est-elle contrôlée par la politique des prix et des salaires ?

Notre travail s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- Sur le plan théorique, une augmentation de taux de réescompte engendre une baisse de l'inflation puisque cette procédure permet la réduction de la création monétaire.
- La politique budgétaire peut être utilisée pour lutter contre l'inflation en réduisant les pressions sur la demande et les dépenses de l'Etat.
- La politique des prix et des salaires est difficile à mettre en œuvre.

L'analyse de l'inflation en Algérie s'articulera autour de deux parties intitulées respectivement :

- Le déséquilibre monétaire inflation.
- Les politiques de lutte contre l'inflation en Algérie (les remèdes).

La première partie qui a été consacré au phénomène de l'inflation repartie en deux chapitres : le premier est consacré au explications globales du phénomène, le deuxième traite les causes et les conséquences de l'inflation en Algérie, la deuxième partie contient aussi deux chapitres : un qui présente la politique la plus utilisé en Algérie qui est la politique monétaire et l'autre qui expose les autres politiques de lutte contre cet événement et leurs principale résultats.

Partie I :

**Le déséquilibre
monétaire (inflation)**

PARTIE I

LE DESIQUILIBRE MONETAIRE « INFLATION »

Introduction

Dans les dernières décennies, les analyses économiques se sont largement préoccupées du problème de l'inflation. Avoir une stabilité des prix reste l'un des paradigmes dominants de la pensée économique contemporaine, elle contribue de plusieurs manières à la réalisation d'un niveau élevé d'activité économique et d'emploi, parmi les objectifs tracés par la plupart des banques centrales, cette dernière occupe une place précieuse.

Cette stabilité des prix peut se comprendre comme la stabilité du niveau des prix, c'est-à-dire, un niveau des prix stationnaire avec une faible variance ; en pratique, elle se caractérise par une faible et stable inflation qui est un problème économique important de notre temps, parce qu'elle touche à des degrés divers non seulement tous les pays du monde, mais aussi les catégories sociales et professionnelles d'une nation. C'est aussi un phénomène complexe aux aspects variés et omniprésent dans la vie économique contemporaine.

Le phénomène inflationniste est actuellement entrain de s'aggraver au rythme d'inquiété le monde entier et plusieurs théories sont avancées pour en expliquer la nature et les causes. Au niveau international, le choc pétrolier, la crise alimentaire et la crise financière semblent être les plus grandes causes de l'inflation.

Presque toutes les nations du monde contemporaines souffrent de ce problème économique, l'Algérie na pas été à l'abri de ce fléau qui ressemble à un cataclysme naturel qui ravage tout ou presque, en désorganisant tous les fondements de l'économie.

Chapitre I :
**L'inflation « une
problématique
contemporaine »**

CHAPITRE I

L'INFLATION « UNE PROBLEMATIQUE CONTEMPORAINE »

Certains déséquilibres économiques et monétaires peuvent durer, l'inflation par exemple constitue l'un des maux des pays industrialisés et les pays en développements, il s'agit de l'un des phénomènes globaux habituellement considérés comme problématiques ou déficit. Le mode de correction de ce déséquilibre sur le marché du travail pour restaurer la croissance est fortement conditionné par l'origine de l'inflation.

Le terme inflation signifie à l'origine la circulation de moyen de paiement d'une façon abondante, par la suite l'inflation sera expliquée par les prix pour être définie comme étant l'augmentation généralisée, continue et auto-entretenu des prix des biens et services qui circulent dans l'économie.

Plusieurs théoriciens ont tenté d'envisager et d'étudier sous son angle ce phénomène qui occupe une très grande valeur, ce qui a engendré de visions antagonistes et un dilemme autour de concept, les controverses entre économistes sont nombreuses.

L'inflation est expliquée par plusieurs écoles, chacune d'elle s'appuie sur un nombre déterminé de facteurs, pour les écoles traditionnelles, l'inflation est due à d'autres variables que la monnaie, c'est-à-dire à la demande ou coûts de production qui pourront être à l'origine d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, par contre l'école monétariste s'appuie sur la variable de la monnaie, celle-ci étant essentiellement à la base de tout dérapage économique si elle est gérée d'une façon non saine par les institutions financières et monétaires, enfin en aura une explication structuraliste.

L'objectif de ce chapitre c'est d'expliquer pourquoi il est si important d'avoir une stabilité des prix dans une économie, que signifie le terme inflation et quels facteurs à l'origine de son apparition.

SECTION I

LA NECESSITE DE MAINTENIR LA STABILITE DES PRIX

L'activité économique se traduit par un ensemble de fonctions économiques, chacune de ces fonctions est assurée par un ou plusieurs agents économiques (centre de décision et d'action).

L'inflation constitue l'un des principaux maux des pays industrialisés et des pays en développements qui cherche toujours la stabilité économique c'est-à-dire la prévention, l'atténuation, si possible, l'élimination des fluctuations économiques. L'inflation est l'un des phénomènes ayant un impact sur le cycle économique, spécifiquement les agents économiques à l'instar du producteur et de consommateur.

1) Les agents économiques et leurs objectifs

Le marché est le pivot autour duquel tourne toute la vie économique, cependant, le marché lui repose essentiellement sur l'entrepreneur (producteurs) et le consommateur (ménages) et l'administration qui administre, régule et consomme aussi. La comptabilité nationale regroupe les différents agents économiques en cinq catégories distinctes et ce sur la base de deux critères : la fonction économique principale et l'origine des ressources principales.

1-1) Société et quasi société² (SQS)

Ce sont tous les agents dont la fonction économique principale est de produire des biens et services marchands³ et dont les ressources principales sont constituées essentiellement par le montant des ventes.

Les SQS regroupent les entreprises publiques et les entreprises privées.

²Une quasi-société est une société apparentée, ce n'est pas une entreprise à part entière. Elle est différente d'une société en ce sens qu'elle n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de l'Etat (l'organisme des postes et des télécommunications était, jusqu'à récemment, considérée comme une quasi-société, sa personnalité juridique était confondue avec celle de l'Etat.

³ Un bien (ou service) marchand est un bien dont l'acquisition nécessite le paiement d'un prix, ce prix doit être supérieur ou égale au coût de production de ce bien.

1-2) Les ménages

Les ménages comprennent les ménages ordinaires (famille) et les ménages collectifs (groupement de personnes vivant en communauté (militaires en caserne, étudiants en résidence universitaire..).

Les entreprises individuelles exerçant des professions libérales (médecins, notaires, petits commerçants, artisans...) sont intégrées dans la catégorie des ménages pour deux raisons :

- Leur petite taille.
- Absence de statut juridique indépendant (leur statut juridique est confondu avec celui de leurs propriétaires).

La catégorie des ménages se définit comme l'ensemble des agents dont la fonction économique principale est la **consommation** des biens et services finals et dont les ressources principales proviennent de la rémunération des facteurs de production (salaire) et des transferts sociaux.

Généralement, les fonctions économiques des ménages sont :

- La **consommation** : qui est l'acte par lequel des biens et services sont détruits soit de façon immédiate (produits alimentaires, consultation médicale...), soit à la suite d'une utilisation prolongée (automobile, vêtements, séjour à l'hôtel...). Il existe deux types de consommation : la consommation finale⁴ et la consommation intermédiaire⁵.
- La **production** (produire des biens et services) : ensemble de moyens qui aboutissent à la création d'un bien nouveau ou d'un service⁶.

La *production* est l'activité socialement organisée exercée par une unité institutionnelle qui combine des facteurs de production (facteur travail, facteur capital) pour transformer les consommations

⁴ C'est l'utilisation des biens et services *finals* en vue de la satisfaction des besoins humains, elle implique la destruction immédiate ou l'usure progressive des biens et services (elle relève des ménages).

⁵ C'est l'utilisation des biens et services intermédiaires dans le processus de production en vue d'obtenir des biens et services finis, comme l'électricité qui entre dans le processus de production (elle relève des entreprises).

⁶<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/production/64128> consulté le 15/05/2013.

intermédiaires en biens ou en services échangés sur le marché ou obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché⁷.

La production est obtenue par la combinaison de facteurs matériels et de facteurs humains (facteurs de production) débouchant sur une offre de biens ou de services⁸

➤ **L'épargne (le revenu non consommé est souvent placé)**

C'est la partie du revenu qui n'est pas consacrée à la consommation, en d'autres termes, l'épargne est l'excédent des revenus sur les dépenses de consommation. Pour que l'épargne ne reste pas thésaurisée, les intermédiaires (les banquiers notamment) l'injectent dans l'activité économique afin qu'elle puisse contribuer à l'investissement, et partant, à la création de richesses.

1-3) Les institutions financières (IF)

Elles regroupent tous les agents ayant pour fonction économique principale le **financement** de l'économie et dont les ressources principales sont représentées par les fonds provenant des engagements financiers (dépôts à vue, dépôts à terme...). On distingue deux types d'institutions financières.

- Les institutions financières bancaires représentées par la banque centrale et l'ensemble des banques commerciales.
- Les institutions financières non bancaires comme le trésor, sociétés d'assurances.

1-4) L'Etat

Il regroupe l'ensemble des agents dont la fonction économique est⁹ :

- La recherche de l'équilibre de la balance des paiements, en développant les exportations.

⁷<http://fr.wikipedia.org/wiki/Production> consulté le 15/05/2013.

⁸<http://www.jobintree.com/dictionnaire/definition-production-348.html> consulté le 15/05/2013.

⁹ CHEHRIT Kamal « *L'économie de A jusqu'à Z, aide mémoire* », 2^{ème} édition Alger, grand Alger livre édition, 2006, p76.

- Encourager l'investissement facteur de croissance et de création de richesses.
- Assurer la plus juste possible répartition du revenu national entre les différentes catégories sociales.
- Assurer et pérenniser la croissance économique et l'augmentation de la richesse nationale, seule apte à assurer la prospérité individuelle.
- La recherche de la stabilité des prix en termes de pouvoir d'achat et de stabilité monétaire.

1-5) L'extérieur (ou reste du monde)

L'extérieur désigne tous les agents non résidents qui entretiennent des relations avec les agents résidents.

Le désir de chacun de ces agents économiques ou le citoyen est de vivre dans un environnement où les prix sont stables est cela pour plusieurs raisons.

2) La stabilité des prix

Avoir une stabilité des prix autrement dit la lutte contre l'inflation reste l'un des paradigmes dominants de la pensée économique contemporaine, parmi les objectifs tracés par la plupart des banques centrales, cette dernière occupe une place précieuse pour plusieurs raisons.

2-1) Définition de la stabilité des prix

La stabilité des prix se réfère à la sphère monétaire où la quantité de monnaie détermine le prix absolu exprimé en unité de compte. La stabilité des prix est une situation où une évolution régulière et prévisible du niveau général des prix qui n'est pas préjudiciable au fonctionnement de l'économie. D'où la stabilité des prix ne veut pas dire la fixité des prix, mais plutôt une évolution qui favorise la croissance économique, c'est l'objectif principal de la politique monétaire¹⁰.

Ainsi, nous pouvons définir la stabilité des prix comme la situation d'une économie où l'évolution des prix est sous contrôle. Autrement dit, la stabilité des

¹⁰ [www.Memoireonline.com/01/12/5092/m-indice de la politique monétaire sur le niveau générale de prix en RDC de 1998-20093. Html.](http://www.Memoireonline.com/01/12/5092/m-indice-de-la-politique-monetaire-sur-le-niveau-generale-de-prix-en-RDC-de-1998-20093.html) Consulté le 28/05/2013. Consulté le 20/05/2013.

prix revient à lutter contre la hausse généralisée, durable et importante du niveau général des prix¹¹.

D'autres auteurs la définissent comme des taux d'inflation suffisamment faibles pour ne pas influencer les décisions économiques¹².

2-2) Les avantages de la stabilité des prix

L'objectif de stabilité des prix s'applique au niveau général des prix dans l'économie et implique qu'il ne doit pas y avoir de périodes prolongées d'inflation ou de déflation. La stabilité des prix a plusieurs avantages :

- Elle contribue de plusieurs manières à la réalisation d'un niveau élevé d'activité économique et d'emploi.
- Elle permet d'identifier plus facilement les variations des prix relatifs, étant donné que celles-ci ne sont pas masquées par des fluctuations du niveau global des prix. Par conséquent, les entreprises et les consommateurs peuvent prendre des décisions de consommation et d'investissement mieux fondées, permettant une allocation plus efficace des ressources. En aidant le marché à affecter les ressources aux emplois les plus productifs, la stabilité des prix accroît le potentiel productif de l'économie.
- Si les investisseurs sont convaincus que les prix demeureront stables à l'avenir, ils n'exigeront pas une « prime de risque d'inflation » en compensation des risques liés à la détention d'actifs à long terme. En réduisant les primes de risque contenues dans les taux d'intérêt réels, la politique monétaire contribue à une allocation efficace des ressources sur le marché financier et renforce ainsi les incitations à investir, ce qui accroît la prospérité économique.
- Si le maintien de la stabilité des prix est crédible, il est moins probable que les particuliers et les entreprises détournent les ressources des emplois productifs vers des activités visant à les protéger contre l'inflation. Par exemple, dans un contexte d'inflation élevée, les agents économiques sont

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

incités à stocker des biens réels étant donné que, dans de telles circonstances, ces derniers constituent une meilleure réserve de valeur que la monnaie ou certains actifs financiers. Toutefois, la constitution de stocks de biens n'est pas une décision efficace en matière d'investissement et entrave dès lors la croissance économique.

- La fiscalité et les systèmes de protection sociale peuvent créer des incitations perverses qui faussent le comportement économique. Dans la plupart des cas, l'inflation ou la déflation amplifient ces distorsions. La stabilité des prix permet également d'éliminer les coûts réels induits lorsque l'inflation amplifie les effets de distorsion exercés par les systèmes fiscaux et de protection sociale.
- Un environnement caractérisé par la stabilité des prix contribue à la préservation de la cohésion et de la stabilité sociales : la stabilité des prix permet d'éviter l'important phénomène de redistribution arbitraire de la richesse et des revenus, qui apparaît dans des environnements tant inflationnistes que déflationnistes. Comme cela s'est vérifié à plusieurs reprises au cours du vingtième siècle, des taux d'inflation ou de déflation élevés engendrent généralement l'instabilité sociale et politique.
- La stabilité des prix contribue aussi à la stabilité financière, car elle élimine les distorsions de marché et les incertitudes liées à l'instabilité des prix. Par exemple, la stabilité des prix réduit les primes de risque contenues dans les taux d'intérêt grâce à une plus faible incertitude relative à l'inflation future.
- Une banque centrale qui assure le maintien de la stabilité des prix contribue de manière significative à la réalisation d'objectifs économiques plus vastes, tel que l'augmentation du niveau de vie et des niveaux élevés et plus stable d'activité économique et d'emploi. Cette conclusion est étayée par la réalité économique qui montre, pour de nombreux pays et en se basant sur des périodes très différentes, que les économies dont le taux d'inflation est plus faible connaissent, en moyenne, une croissance réelle plus forte à long terme.
- La stabilité des prix prévient l'apparition des coûts liés à l'inflation et à la déflation, elle offre des avantages majeurs à l'ensemble des citoyens. A

maints égards, la stabilité des prix contribue à l'obtention de niveau de vie élevé, de prospérité économique, par exemple, sous la forme d'un haut niveau d'emploi.

- la stabilité des prix est un facteur essentiel du maintien du pouvoir d'achat des ménages. L'inflation entraîne une amputation régulière du pouvoir d'achat alors que la stabilité des prix contribue au maintien du niveau de vie, la valeur de l'épargne est préservée quand les prix sont stables. La stabilité des prix est aussi favorable à l'emploi, l'expérience des dernières années montre que ce sont les pays dont le taux d'inflation est le plus faible, qui présentent les taux d'intérêt comparativement les plus bas, et une dynamique d'investissement et de création d'emploi plus forte. La stabilité des prix est une condition nécessaire mais pas suffisante pour une croissance saine et durable, et pour combattre le chômage.
- La stabilité des prix soutient la compétitivité à l'exportation parce que les prix des biens exportés évoluent moins vite que ceux des concurrents. Un pays inflationniste tend à perdre des parts de marché.
- La stabilité des prix contribue à la cohésion sociale et à la stabilité politique. Cas extrême d'inflation, l'hyperinflation est un danger potentiel pour l'économie : elle ruine et déstabilise les classes moyennes et les salariés. C'est ce qui s'est passé en Allemagne en 1923.

Les personnes les plus démunies ne peuvent se prémunir contre l'inflation qui est l'un des phénomènes globaux habituellement considérés comme problématique ou néfaste.

SECTION II

L'INFLATION COMME DESEQUILIBRE MACROECONOMIQUE ET MONETAIRE

L'un des principaux soucis des agents économiques, c'est l'augmentation des prix. L'inflation est considérée comme un phénomène macro-économique mettant en jeu l'interdépendance entre toutes les parties et tous les mécanismes de l'économie. De façon générale, les économistes ont toujours accordé une attention particulière à l'inflation à cause de ses conséquences néfastes sur le plan économique et social.

1) Généralité sur l'inflation

1-1) Etymologie

Le terme inflation provient du latin *inflatio* (enflure) lui-même issu du verbe (enfler ou gonfler). Il existe une multitude de façon de définir l'inflation, que ce soit par rapport à une situation politique ou économique. La définition du terme inflation n'est donc pratiquement jamais neutre.

1-2) Définitions, types et termes connexes

Beaucoup de définitions ont été donnée pour expliqué le phénomène de l'inflation, on retient :

➤ **Définition de l'inflation** : Le terme 'inflation' désigne :

Une augmentation, durable, générale, et entretenue des prix des biens et services, cette définition résume le symptôme de l'inflation mais n'explique pas les causes de l'inflation¹³. Donc ce terme désigne communément une augmentation **générale** : la hausse des prix doit affecter la totalité des biens en circulation et services proposé, augmentation **durable** : une augmentation des prix pendant quelque mois n'est pas constitutive d'inflation, augmentation **auto-entretenu** : une hausse des prix des matières premières entraine la hausse des prix des produits à base de ces matières premières. Ainsi, une hausse en entraine une autre, « C'est un déséquilibre global qui se traduit par une augmentation générale des prix. L'inflation fait intervenir toute les parties et tous les mécanismes de l'économie (production, revenu, prix) »¹⁴.

On ne peut pas parler d'inflation dans le cas d'une augmentation du prix d'un seul bien ou encore dans le cas d'une augmentation ponctuelle (non durable) de l'ensemble des prix.

L'inflation est également définie comme une érosion du pouvoir d'achat de l'unité monétaire c'est-à-dire de la perte de sa valeur en termes de biens et services.

¹³BEITONE Alain, LEGARDEZ Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean-Pierre « *Dictionnaire des sciences économiques* » Armand Colin Editeur, Paris, 1991.

¹⁴JALLADEAU Joël « *Introduction à la macroéconomie* », 2^{ème} édition De Boeck & Lancier S.A., Paris, 1998, P371.

➤ **Les différents types d'inflation**

Les catégories d'inflation se déterminent en fonction du niveau annuel de hausse des prix, elles sont relativement imprécises, les distinctions étant utilisées par les économistes d'une manière souvent intuitive¹⁵.

- **L'inflation rampante (Creeping inflation)** : décrit un état d'inflation durable, sinon chronique, dont le taux mesuré correspond à des valeurs faibles (de 3 à 4% donc moins de 5%), le taux d'inflation ne dépasse pas un chiffre.
- **L'inflation ouverte (Open inflation)** : lorsque la hausse générale des prix est rapide, cumulative et comprise entre 5 et 10% (avec de possibles pointes à 20%). Les agents économiques agissent en fonction de la hausse, ils achètent des biens qui ne leur sont pas indispensables afin de se prémunir contre les augmentations prévisibles.
- **L'inflation galopante** : lorsque les taux d'inflation effectuent des bonds d'une année à l'autre dont le taux est élevé (dépasse les 20%), l'inflation galopante est signalée quand les agents économiques ne souhaitent plus détenir de la monnaie nationale en conséquence la valeur de cette dernière diminue rapidement, les gens se font des réserves de biens, et prêtent l'argent à des taux élevés. Beaucoup de pays d'Amérique latine tel que l'Argentine et le Brésil avaient vécu ce type d'inflation dans les années 1980.
- **L'hyperinflation** : correspond à la situation d'une économie affectée par une inflation extrêmement élevée, échappant à tout contrôle. C'est une inflation qui rend l'argent quasiment sans valeur, est responsable de nombreuses souffrances humaines, alimentant les troubles sociaux et faisant tomber les gouvernements¹⁶.

¹⁵<http://Junon.Unive-cezanne.Fr/bornier/monif.pdf> Consulté le 01/06/2013.

¹⁶www.info.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2003/06/pdf/Reinhart.pdf/ , consulté le 01/06/2013.

Philips Cagan la définit en 1956 comme une période durant laquelle le niveau d'inflation se maintient au dessus de 50% par mois. Les conséquences économiques et sociales sont généralement des plus terribles, et marquent durablement l'esprit des peuples. La monnaie concernée perd, en interne comme en externe, son statut d'étalon de référence et d'échange : une nouvelle monnaie doit la remplacer, c'est la forme la plus redoutée d'inflation.

➤ **Les concepts liés à l'inflation**

On peut aussi distinguer d'autres processus, qui affectent aussi le niveau général des prix.

- **La désinflation** : décrit la situation d'une économie où est constatée une baisse du taux d'inflation. On parle de situation de désinflation si par exemple, le taux d'inflation enregistré, après des années à 10 % en moyenne, baisse à 7 %, puis 5 %, puis 2 %.c'est la réduction du taux d'inflation (celui-ci reste positif).
- **La déflation** : peut être définie comme une chute persistante des prix, c'est la baisse générale et durable de l'ensemble des prix (les taux d'inflation sont négatifs), elle désigne généralement une situation de dépression économique.
- **La stagflation** : c'est une situation caractérisée à la fois par le *chômage* et *l'inflation*, la présence simultanée de ces deux phénomènes provoque un ralentissement de l'activité économique.

1-3) Mesure de l'inflation

Le niveau moyen des prix peut baisser, monter comme il peut rester stable, pour mesurer l'évolution du niveau général des prix, il faut disposer d'un indice des prix.

➤ **L'indice des prix à la consommation (IPC)**

Mesurer l'inflation consiste le plus souvent à observer un « panier » pondéré de biens représentatifs de l'ensemble des biens consommés par les ménages. En effet, ce sont les prix de consommation finale des ménages qui sont pris en compte dans la mesure d'inflation. Les prix intermédiaires (prix de transferts à l'intérieur d'une chaîne

de production, prix de vente du producteur au détaillant, etc.) sont exclus du spectre de prix pris en compte pour l'inflation.

Les pondérations de ce panier sont définies par la part de la consommation représentée par chacun de ces biens ou services.

Un indice des prix à la consommation mesure les variations enregistrées par le panier observé, traduisant ainsi la variation du coût de la vie pour les consommateurs, et de la valeur de la monnaie dans ses aspects les plus concrets pour les ménages.

Dans cette conception, les indices d'inflation se rapportent par construction exclusivement à la consommation des ménages, les prix des valeurs (mobilières comme immobilières), faisant l'objet d'un investissement potentiel de la part des ménages mais pas de consommation, sont exclus. Typiquement, les prix du logement sont exclus.

Le taux d'inflation est la variation en pourcentage de cet indice sur une période donnée : si le prix moyen du « panier » passe de 100 à 102, l'inflation est de $(102-100)/100 = 2/100 = 2 \%$.

Donc, l'IPC mesure *les prix des biens et services achetés par les consommateurs* (destinés à la consommation finale) qu'ils soient produit localement ou importés. L'IPC ne tient donc pas compte des prix des autres biens et services (biens intermédiaires et biens d'équipement).

Pour calculer l'indice des prix à la consommation il faut suivre les étapes suivantes :

- **Première étape** : Détermination de la composition du panier de consommateur typique.

Si le consommateur consomme plus un bien par rapport à l'autre, alors le prix de ce bien sera considéré comme plus important que l'autre et il faut dans ce cas lui donner un poids plus élevé dans le calcul.

- **Deuxième étape** : Trouver les prix des produits et retracer ces prix sur une période.

- **Troisième étape** : calculer le coût du panier de consommation.
- **Quatrième étape** : Choisir une année de base et calculer l'IPC.

Comme l'indice des prix est un rapport entre deux variables mesurées dans la même unité, il n'a lui-même pas d'unité. L'indice des prix ne mesure pas directement l'inflation, il faut pour cela franchir la dernière étape et calculer le taux de variation annuel de l'IPC¹⁷.

$$\text{Taux de variation} = \frac{(\text{Indice (nouveau)} - \text{Indice (ancien)})}{\text{Indice (ancien)}} \times 100$$

Le taux d'inflation est le taux de variation de l'IPC sur une période donnée. Bien que sa construction soit en principe simple, l'IPC admet trois lacunes principales qui sont :

✓ **Problème de substitution**

L'IPC repose sur l'hypothèse que le panier de biens représentatif est invariant. Or, si les prix relatifs évoluent, les consommateurs vont modifier la répartition de leur budget en substituant aux biens dont le prix a augmenté des biens moins coûteux. La composition du panier de bien va donc s'éloigner de celle de la consommation effective parce que les consommateurs se tourneront de préférence vers les biens les moins chers.

✓ **Problème de biens nouveaux**

La composition du panier étant en principe fixée une fois pour toutes, il ne peut prendre en compte les biens nouveaux, alors que l'évolution de leur prix peut être sensiblement différente de celle des autres biens.

✓ **Problème de l'évolution de la qualité des biens**

Grâce au progrès technique, la qualité des biens tend en général à s'améliorer. On remplace sans s'en rendre compte des biens anciens par des biens de meilleure qualité. La composition du panier de biens représentatifs n'est donc pas constante dans le temps.

¹⁷<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/infothek/erhebungen/quellen/blank/blank/lik/04.html>, consulté le 05/06/2013.

➤ **La mesure de l'inflation grâce au déflateur du PIB**

Compte tenu des lacunes de l'IPC, il est utile de le compléter par une autre mesure de l'inflation qui est le déflateur de PIB définie comme un indice du prix de toutes les composantes du PIB. On peut le calculer en divisant le PIB nominal par le PIB réel, le tout multiplié par 100¹⁸.

Le déflateur du PIB mesure *les prix de tous les biens et services* (biens et services de consommation, biens intermédiaires et biens d'investissement) *produit à l'intérieur d'un pays*. Il exclut donc les prix des biens et services importés.

$$\text{Déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}} * 100. \text{ Sachant que :}$$

- Le PIB (produit intérieur brut) : constitue la principale mesure de la production nationale et se définit comme la valeur de marché de l'ensemble des biens et services finals produits par un pays sur une période donnée. De diverses précisions sont déduites à partir de cette définition comme :
- *Valeur de marché* : pour additionner des tas de produits et services de nature différente, le PIB utilise les prix de marché qui reflète la valeur de ces biens et services.
 - *L'ensemble des biens et services* : le PIB inclut tous les biens et services produits et vendus légalement dans un pays (y compris les loyers payés par les locataires aux propriétaires, les visites médicales...). Les produits illicites de même que la production domestique et la production informelle ne sont pas comptabilisés dans le PIB.
 - *Biens et services finals* : le PIB comptabilise uniquement les biens et services finals et exclut donc la valeur des produits intermédiaires¹⁹.

¹⁸PARKIN Michael, BADE Robin, CARMICHAEL Benoit, « Introduction à la macroéconomie moderne » 4^{ème} édition du renouveau pédagogique INC, 2011, P150.

¹⁹ Un produit intermédiaire produit et stocké en attendant son utilisation est considéré comme un produit final et donc comptabilisé dans le PIB (c'est pourquoi le PIB comptabilise la valeur des stocks).

Ceci pour éviter une double comptabilisation car la valeur des produits intermédiaires est incluse dans la valeur des produits finals.

- *Produits par un pays* : le PIB comptabilise tous les biens et services produits à l'intérieur du pays, quelque soit la nationalité du producteur. Le PIB inclut donc la production des étrangers établis sur le territoire national et exclut celle des nationaux établis à l'étranger. Dans le calcul du PIB, on retient le critère de territorialité et non pas le critère de nationalité.
- *Sur une période donnée* : le PIB calcul la valeur de la production d'une période donnée qui est généralement l'année (ou le trimestre). Il existe le PIB nominal²⁰ et le PIB réel²¹.

Contrairement au PIB nominal qui est souvent gonflé par l'effet prix, le PIB réel reflète la production réelle des biens et services de l'économie. Il traduit de ce fait « la capacité d'une économie à satisfaire les besoins des individus », le PIB réel constitue donc la meilleure mesure du bien être de la société.

2) Causes de l'inflation

Les causes de l'inflation sont nombreuses et leur importance respective est parfois difficile à apprécier, selon ces causes, on distingue globalement :

2-1) L'inflation réelle

Il s'agit essentiellement de l'inflation par la demande et l'inflation par les coûts.

➤ L'inflation par la demande

L'inflation est suscitée par la demande des biens et services lorsque celle-ci s'accroît dans des proportions telles que la production et les canaux de la distribution ne parviennent plus à suivre²².

²⁰ Le PIB nominal évalue la production des biens et services à prix courants.

²¹ Le PIB réel évalue la production des biens et services aux d'une année de base (à prix constant).

²² JACQUEMIN Alexis, TULKENS Henry, MERCIER Paul « *Fondements de l'économie* », Volume2, Editions Pages Bleues Internationales, Algérie, 2001, P54.

Ce type d'inflation est du à *un excès de la demande globale (Dg) par rapport à l'offre globale (Og) sur le marché des biens et services. Quand l'offre est inélastique par rapport à la demande, l'ajustement se fera par le biais de la hausse des prix, qui aboutit à l'inflation (Dg>Og=augmentation des prix).*

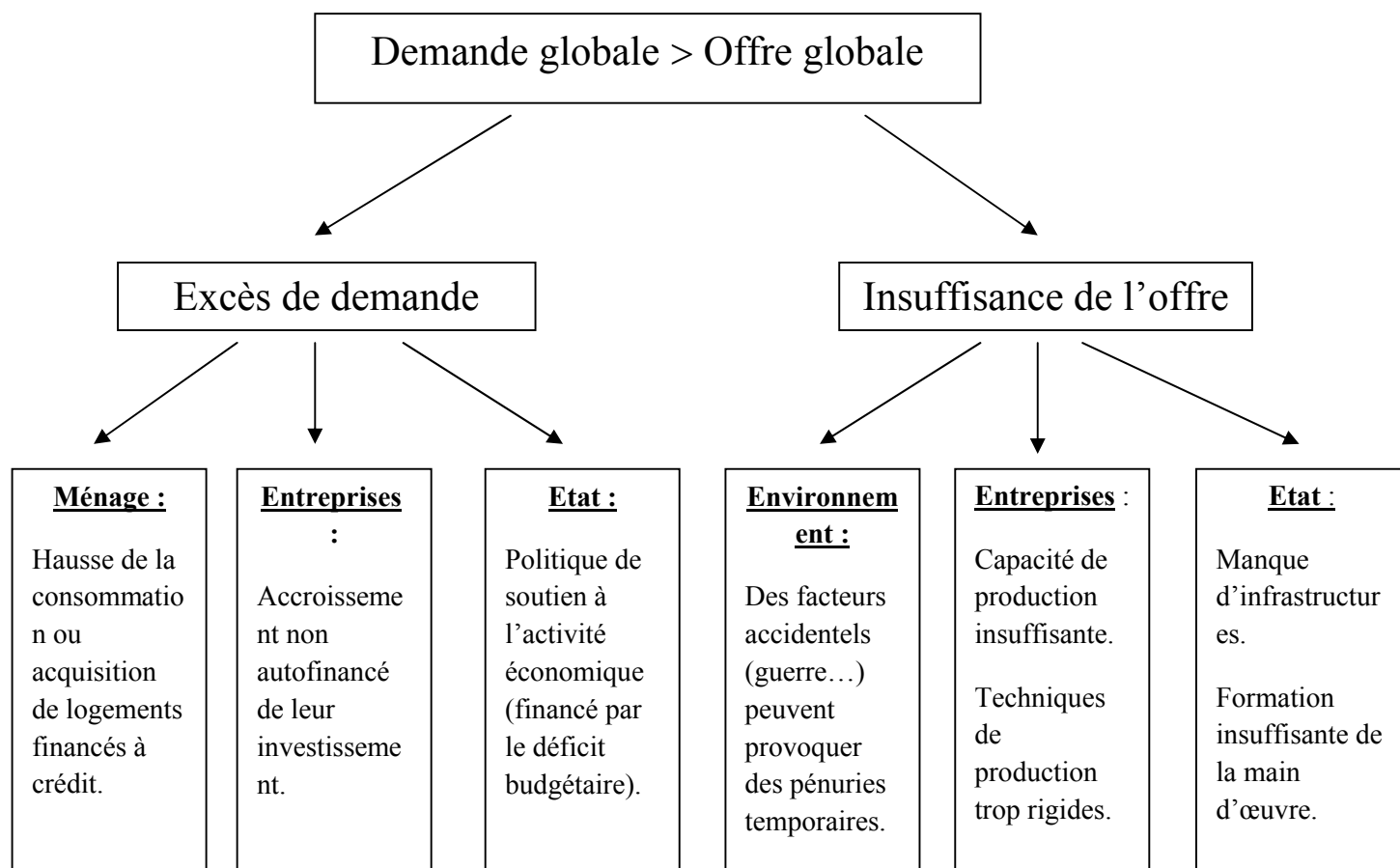


Figure N° 1 : L'inflation par la demande²³.

« La théorie de l'inflation par la demande stipule que la cause de l'inflation est une demande de biens qui excède l'offre de biens de telle manière que l'équilibre sur le marché des biens ne peut être atteint que par une hausse du niveau général des prix »²⁴.

²³ www.oeconomica.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/12.politique_economique.pdf/, consulté le 12/06/2013.

²⁴ CLAASSEN .E « *Macroéconomie : base de la théorie macroéconomique* » DUNOD, 1981, P242.

Sur le marché des biens et services, $D_g = C + I + G + (X - M)$, l'inflation par la demande peut trouver sa source dans *l'augmentation de l'une des composantes de la demande globale*, cet accroissement de la demande globale au-delà de l'offre disponible est du aux causes suivantes :

- L'accroissement des crédits bancaires aux entreprises et aux ménages à des fins de consommation et d'investissement.
- L'augmentation des dépenses publiques (investissement publics, augmentations salariales...etc.).

Devant ce phénomène de déséquilibre monétaire, le comportement des agents économiques à savoir les entreprises et les ménages joue un très grand rôle dans l'alimentation d'une poussée inflationniste (l'augmentation des salaires est plus élevée que la productivité dans de nombreuses branches sera répercutée sur les prix de vente).

Donc, elle résulte d'un déséquilibre entre une demande trop forte par apport à une offre à un prix donné. Pour rétablir l'équilibre entre l'offre et le demande, les prix augmentent tirant la demande à la baisse car la hausse des prix décourage la consommation²⁵.

²⁵http://homepages.ulb.ac.be/~frycx/Ecopol_s13.pdf, consulté le 15/06/2013.

➤ **L'inflation par les Coûts**

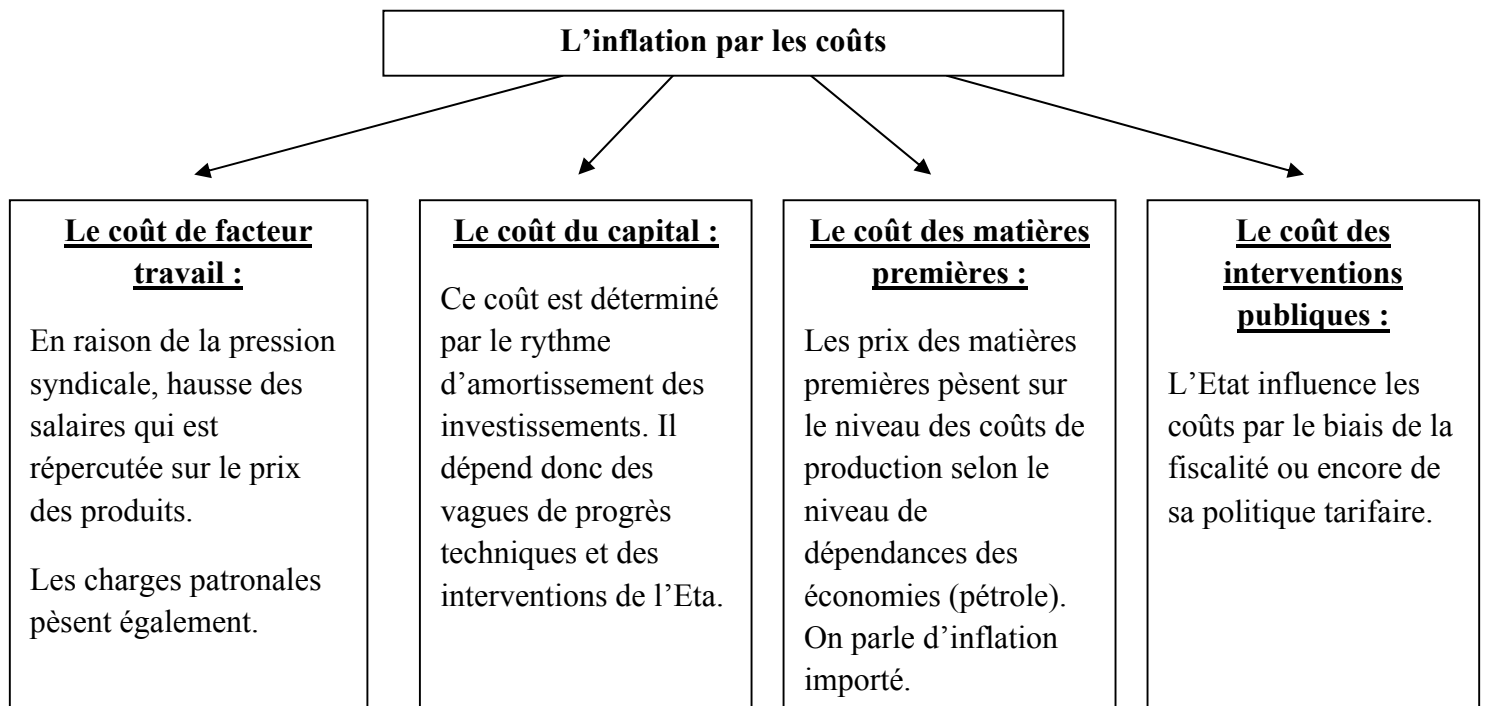


Figure N°2 : L'inflation par les coûts²⁶.

Les entreprises fixent leur prix en fonction de leur coûts, or les coûts de productions peuvent augmenter (hausse des salaires, des matières premières, des prélèvements, des taux d'intérêts...) et l'entreprise répercuta cette hausse sur le prix de vente²⁷.

Ce type d'inflation résulte de l'augmentation des *coûts* des facteurs de productions (travail et capital), on distingue ainsi l'inflation par les *coûts* du facteur travail (*inflation par les salaires*), l'inflation par les coûts du facteur capital (*inflation par les profits*), et l'*inflation importé*.

- **L'inflation par les salaires :** l'inflation et les salaires entretiennent des relations étroites, la question des salaires est omniprésente en économie, elle occupe une place si importante puisqu'il existe un lien entre l'inflation et le niveau des salaires.

²⁶DIEMER Arnaud, OP.CIT, p7.

²⁷ Ibid.

✓ **La relation salaire-inflation**

La hausse des salaires a une responsabilité essentielle dans le déclenchement de l'inflation, puisque l'augmentation du coût salarial a un impact considérable sur le *coût de production* d'une part, et *un effet favorable sur le pouvoir d'achat* du revenu disponible des ménages de l'autre part, par conséquent le nombre de transactions réalisées par la population augmente, la demande de monnaie augmente aussi.

Lorsque le revenu national est réparti de façon équitable entre les trois principaux agents économiques (l'Etat, les salariés et le patronat) par la négociation et le compromis, le risque d'inflation est écarté. En revanche, quand ce partage est inéquitable (notamment vis-à-vis des salariés) ceci conduit à des conflits et tentions qui se traduiront par des revendications salariales qui finiront par imposer une augmentation des salaires. Les entreprises réagiraient ainsi par une hausse des prix pour maintenir leurs parts de profits, ce qui peut relancer à nouveau les revendications salariales. Il s'agit donc d'un phénomène auto-entretenu (ou d'une spirale inflationniste).

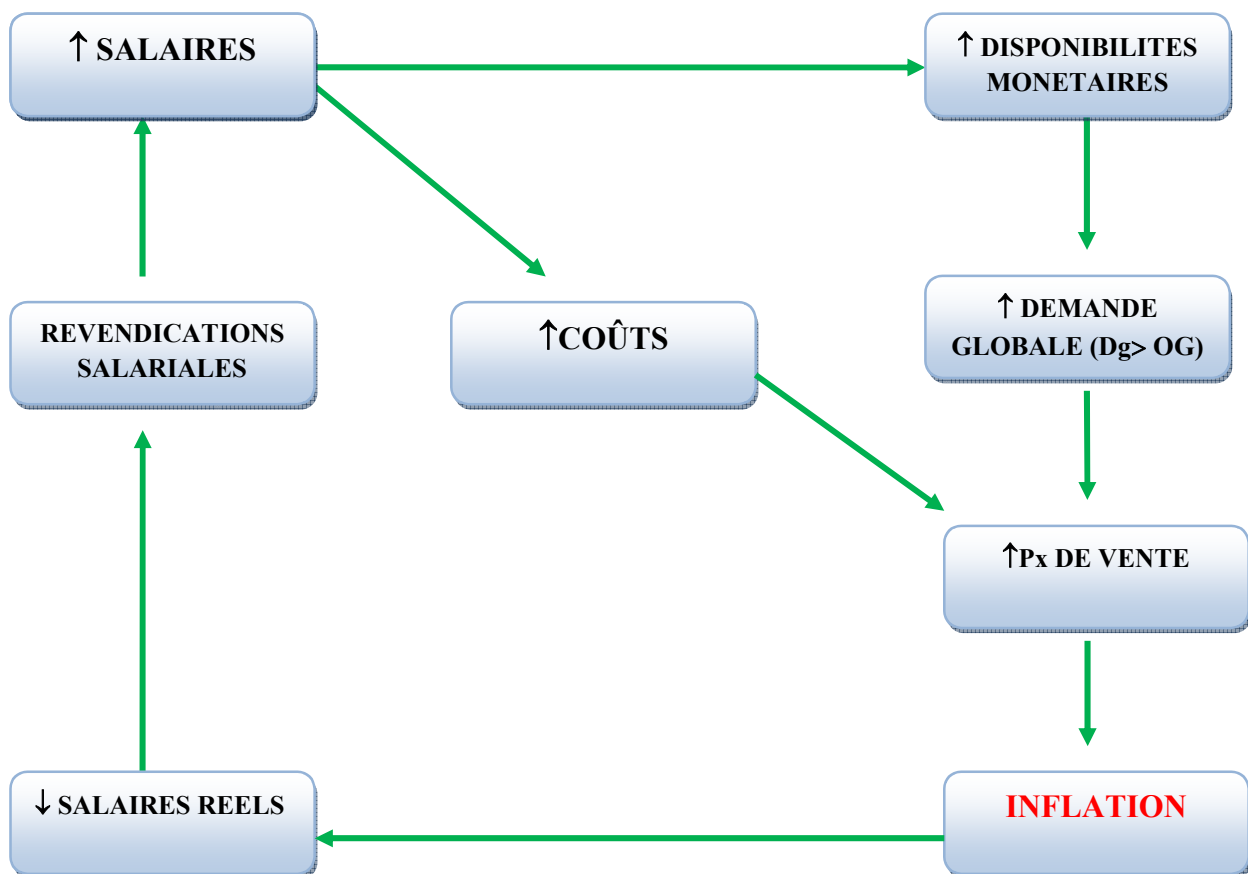


Figure N°3 : La spirale inflationniste²⁸.

Une hausse des salaires (suite à une action revendicative par exemple) entraîne une augmentation des coûts des entreprises (le salaire étant un élément important des coûts de production), les entreprises pour maintenir leurs marges bénéficiaires, répercutent cette augmentation des salaires sur les prix de vente de leurs biens et services. Ce qui conduit à l'inflation.

La hausse des salaires peut également aboutir à l'inflation par la demande :

- L'augmentation des salaires entraîne une augmentation des disponibilités monétaires, ce qui engendre par la suite l'augmentation de la demande des biens et services et si l'offre ne répond pas, l'ajustement se fera par l'augmentation des prix.
- L'augmentation des salaires signifie l'augmentation des coûts, ce qui provoque l'augmentation des prix de vente donc une inflation par les coûts.

²⁸<http://Fr.wikipedia.org/wiki/Inflation>. Consulté le 18/05/2013.

- **L'inflation par les profits**

Les entreprises ont ainsi la possibilité d'augmenter leur prix afin de maintenir ou d'accroître leurs profits résultant de leur activité productive, ce qui influe sur le niveau général des prix²⁹.

Ce type d'inflation résulte de l'augmentation des marges bénéficiaires des entreprises en dehors de toute croissance de la demande globale. Il s'agit notamment des entreprises en situation de monopole ou d'oligopole qui ont le pouvoir d'augmenter leurs prix de ventes.

- **L'inflation importée**

Si un bien importé joue un rôle fondamental dans la production, la hausse de son prix peut avoir un impact inflationniste, l'augmentation des prix de certains produits importés (matières premières, énergies,..) entraîne une hausse des prix intérieurs (biens de consommation ou de production)³⁰. Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 (augmentation spectaculaire du prix du pétrole) sont un bon exemple de ce type d'inflation.

L'inflation importée peut avoir également comme cause les fluctuations du taux de change (la hausse du prix du dollar en 1983 sur les marchés internationaux a induit une augmentation des prix des produits libellés en cette monnaie).

- L'inflation par les coûts peut également avoir pour origines :
 - L'augmentation des coûts d'amortissement (lorsque les entreprises investissent beaucoup).
 - L'augmentation des coûts financiers (hausse du taux d'intérêt) dans le cas des entreprises endettées.

²⁹ DEITONE Alain, DOLLE Christine « *Economie générale, aide mémoire* », 3^{ème} édition, France, Dalloz, 1992, P 98.

³⁰ Ibid.

2-2) L'inflation monétaire

L'inflation monétaire est liée à l'augmentation de la masse monétaire sans augmentation de la production physique. Cette augmentation est liée aux facteurs suivants :

- L'excès des dépenses publiques.
- L'excès de la balance commerciale.
- L'excès de crédits.

➤ L'excès des dépenses publiques

Cet excès aboutit souvent à un déficit budgétaire. Pour éponger ce déficit, les gouvernements ont souvent recours à la création monétaire. Si cette monnaie créée n'a pas de contrepartie physique, ceci induirait alors une hausse des prix (inflation monétaire) et la valeur de l'unité monétaire se trouvera dépréciée.

➤ L'excès de la balance commerciale

Cet excès de la balance commerciale aboutit à une création pure et simple de la monnaie. Les exportateurs cèdent leurs devises aux banques qui à leur tour les vendent à la banque centrale. Ce qui permet de livrer de nouvelles disponibilités monétaires à l'économie nationale.

Si cet excédent est à la fois important et permanent, un déséquilibre se créera entre les disponibilités monétaires et la masse des biens et services offerts sur le marché national d'où une hausse des prix (inflation monétaire).

➤ L'excès de crédits

Les banques commerciales créent de la monnaie en octroyant du crédit, l'excès de crédits à court terme entraîne l'inflation et les risques sont encore plus graves en cas de gonflement de crédit à moyen terme mobilisé auprès de l'institut d'émission.

Les mécanismes de crédits aboutissent à une véritable création monétaire. Celle-ci est favorisée par des taux d'intérêt et des taux de réescompte bas.

2-3) Inflation induite par des éléments structurels

La hausse des prix est provoquée par les structures du système économique, elle est alors inhérente au système et ne dépend pas d'éléments particuliers comme la politique monétaire ou le prix du pétrole. Les entreprises peuvent influencer les prix de marché à la hausse.

Le pouvoir monétaire des banques pourrait aussi entraîner l'inflation par le biais de la création monétaire et donc de l'octroi des crédits, les banques encouragent indirectement la consommation. Si la production n'arrive pas à suivre l'augmentation de la demande, il y aurait hausse des prix et donc inflation.

Le nouvel environnement international peut aussi jouer un rôle dans la création de l'inflation, avec l'ouverture sur les marchés extérieurs, la demande envers les produits nationaux pourrait augmenter, entraînant ainsi l'augmentation des prix. De plus, dans une recherche de compétitivité, certains pays recourent à la dévaluation, qui renchérit les prix à l'importation et entraîne l'augmentation de la demande intérieure et donc l'augmentation des prix nationaux.

SECTION III

APERÇU HISTORIQUE DES THEORIES ECONOMIQUES DE L'INFLATION

L'origine de l'inflation reste un sujet de controverse entre les économistes. Plusieurs définitions ou causes ont été attribuées à l'inflation, des plus simplistes aux plus abouties, des plus anciennes aux plus récentes. Les analyses ont évolué avec le temps, cependant, il existe une certaine concertation entre les différents théoriciens de l'inflation.

1) Les prémices de l'analyse classique

À l'époque des grandes découvertes en Amérique du Sud au XVI^e siècle, l'Espagne et le Portugal découvrent des quantités massives d'or et les importent en

Europe. Cette période s'appelle le *bullionisme*, c'est un moment d'une extrême prospérité où l'or est abondant.

Certains financiers vont alors s'interroger sur la monnaie et son rôle, notamment *Thomas Gresham*, la monnaie repose sur un système de parité avec l'or : chaque pièce contient une somme d'or qui en fait sa valeur.

Or, quand la quantité d'or augmente, son prix va baisser, et donc la valeur des pièces d'or de l'époque diminue, c'est la première observation de l'inflation, et amorce alors l'idée de la future *théorie quantitative de la monnaie*.

L'analyse économique de l'époque est essentiellement *mercantiliste*, selon cette théorie, chaque pays se doit d'accumuler de l'or et d'exporter pour devenir prospère. *Jean de Malestroit* et *Jean Bodin* sont connus pour leurs réflexions sur le rôle de la monnaie.

Le précurseur de la théorie quantitative de la monnaie (TQM) est incontestablement *Jean Bodin* (1568) qui attribuait la hausse du niveau général des prix au 16^{ème} siècle en Europe à l'afflux des métaux précieux (or et argent) d'Amérique.

2) L'analyse classique de l'inflation

Les différentes théories proposées pour expliquer l'inflation divergent selon les théoriciens, les auteurs ont mis en avant le problème de l'inflation, pour lequel ils déclarent détenir une explication et des remèdes. Parmi eux on trouve les théoriciens classiques qui ont donné leur propre interprétation au fait « inflation », une relation entre la masse monétaire et le niveau général des prix est expliqué par la théorie quantitative de la monnaie.

2-1) Théorie quantitative de la monnaie

Cette théorie est souvent appelée « *théorie classique* » car elle a été développée dès le dix-huitième siècle par les premiers penseurs économiques, comme *David*

Hume, auxquels on se réfère aujourd'hui à cette théorie afin d'expliquer les déterminants de long terme du niveau général des prix et du taux d'inflation³¹.

Selon le Français *J.Bodin* : « la valeur d'une monnaie nationale est en relation inverse de la quantité de biens disponibles sur le marché : plus la monnaie est abondante et les biens rares, moins la monnaie a de pouvoir d'achat, donc de valeur. Et vice-versa »³².

En 1911, *Irving Fisher* va être le premier économiste à modéliser mathématiquement l'inflation. Il met en évidence une relation linéaire entre quantité de monnaie et le niveau général des prix³³. La première formulation de la TQM est due à cet économiste américain qui sera par la suite affinée par deux économistes anglais (*Marshall et Pigou*), de l'école de *Cambridge*, d'où l'appellation (*équation de Cambridge*).

Fisher met en évidence une relation linéaire entre quantité de monnaie et le niveau général des prix : $M * V = P * T$ avec :

M : La masse monétaire (quantité de monnaie en circulation dans une économie).

V : La vitesse de circulation de la monnaie (nombre d'achats moyen réalisés par une unité monétaire).

P : Le niveau général des prix.

T : Le nombre de transactions (quantité des biens et services produits dans une économie) pendant une période donnée³⁴.

Cette équation souligne qu'une augmentation de la monnaie provoque de façon mécanique une hausse du niveau général des prix. En effet, lorsque la vitesse de

³¹N.MANKIWI Gregory, P.TAYLOR Mark « *Principes de l'économie* » édition de Boeck Université, rue des Minimes39, B-1000 Bruxelles, Paris, 2010, p789.

³²CHEHRIT Kamal, op.cit, p70.

³³CAZALS Michel, BRANA Sophie « *La monnaie* » 2^e édition, Dunod, Paris, 2006, p36.

³⁴<http://www.jourdan.ens.fr/~adirer/>, consulté le 24/06/2013.

circulation de la monnaie (V) et le volume réel des transactions (T) sont exogènes et si la demande de monnaie s'ajuste à l'offre, alors toute variation supposée de l'offre de monnaie doit se traduire par une variation proportionnelle du niveau général des prix (P). Donc, l'origine de l'inflation est monétaire.

La théorie de *Fisher* est basée sur deux hypothèses :

-La vitesse de circulation de la monnaie (V) est constante à *court terme* (ceci peut s'expliquer par le fait que les habitudes de paiement des agents dans l'échange ne changent pas sensiblement à court terme).

-Le volume des transactions (T) est constant (car *Fisher* raisonne en situation de plein emploi des facteurs de production d'où un volume T optimal).

V et T étant constants $\rightarrow V/T$ est constant.

On a : $MV=PT \rightarrow P=(V/T) * M$.

En posant $(V/T) = \alpha$, on aura $P=\alpha M \rightarrow \Delta P=\alpha \Delta M \rightarrow \Delta P/P=\Delta M/M$.

Comme c'est la variation de M qui provoque la variation de P, on écrit alors : $\Delta M/M=\Delta P/P$.

Ainsi, toute *variation relative de la quantité de monnaie en circulation* dans une économie ($\Delta M/M$) implique une *variation proportionnelle et dans le même sens* ($\alpha > 0$) du *niveau général des prix* ($\Delta P/P$).

Si par exemple, la masse monétaire augmente de 2%, alors les prix (c'est-à-dire le taux d'inflation) augmenteront de 2%.

Dés 1917, *A.C.Pigou* dans son article « *The value of money* », proposait de raisonner non sur des transactions mais sur les ressources des agents, la notion de ressources a été remplacée par celle de revenu, suite aux travaux d'*Alfred Marshall* en 1922 dans « *Monnaie, crédit et commerce* », la vitesse de circulation de la monnaie devenant la vitesse revenue, c'est-à-dire le nombre de fois que la monnaie est transformée en revenu au cours d'une période donnée³⁵.

2-2) La formulation de Marshall et Pigou

Alfred Marshall et *Pigou*, deux économistes classiques de l'université de Cambridge vont créer l'équation de Cambridge.

³⁵BRAMOULLE Gérard et AUGÉY Dominique « *Economie monétaire* » Paris, 1998, p49.

Ils proposent d'écrire la demande de monnaie (M) par les agents comme une fonction du niveau de leur revenu (Y), du niveau général des prix (P) et la proportion K de leur revenu qu'ils souhaitent détenir sous forme de monnaie : leur encaisse désirée³⁶.

$M = k P Y_r$ avec :

M : masse monétaire nominale détenue par les agents économiques.

Y_r : revenu national réel.

K : coefficient qui mesure la part du revenu réel que les agents désirent garder sous forme de monnaie.

M/P : masse monétaire réelle.

Donc :

$M = k P Y_r$ (équation de Cambridge).

$Y_r = Y_n / P \rightarrow Y_n = P Y_r$ donc : $M = k * Y_n \rightarrow k = M / Y_n = M / \text{PIB}$ (puisque Y_n représente le revenu national nominal (PIB)).

(k) désigne le taux de liquidité de l'économie, il mesure la part de la quantité de monnaie par rapport au PIB.

$MV = PT$ (1) (équation de Fisher).

$M = k P Y_r$(2) (équation de Cambridge).

$(1)/V \rightarrow M = (1/V) PT$ (3).

Sachant que $PT = P Y_r$, on en déduit que $k = 1/V$, donc le taux de liquidité de l'économie (k) est égal à l'inverse de la vitesse de la circulation de la monnaie (v).

³⁶CAZALS Michel, BRANA Sophie, op.cit, p41.

- En retenant les hypothèses suivantes : le taux de liquidité de l'économie est stable en courte période (k est constant).

-Yr est déterminé uniquement par des facteurs réels de l'économie (niveau de l'emploi, taux d'investissement, progrès technique).

Dans ces conditions, c'est la variation de (M) qui déterminera la variation de (p), $M = k P Y_r$ k étant constant.

$$\Delta M/M = \Delta P/P + \Delta Y_r/Y_r \rightarrow \Delta P/P = \Delta M/M - \Delta Y_r/Y_r.$$

Donc le taux d'inflation est la différence entre le taux de croissance de la monnaie et le taux de croissance de l'économie.

De son côté, l'école keynésienne a donné une explication au phénomène de l'inflation selon sa propre vision.

3) L'école Keynésienne

La théorie keynésienne résulte d'une longue critique de la théorie classique par son père *John Maynard Keynes* (1883-1946) et ses proches, les post-cambridgiens. Deux livres fondateurs vont présenter une pensée totalement différente de la pensée classique, d'abord par *Treatise on Money* suivi du célèbre « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* » en 1936.

La monnaie est désirable pour elle-même, en effet les agents désirent et veulent de la monnaie, on parle de demande d'encaisse, pour trois motifs:

- **Précaution** : Keynes parlait d'incertitude radicale, les agents ignorent l'avenir, et donc dans le but de diminuer le risque face à l'incertitude, les agents demandent de la monnaie au cas où. C'est l'une des raisons de la constitution d'une épargne.
- **Transaction** : les individus demandent de la monnaie afin d'échanger, c'est la demande classique que l'on peut rapprocher avec l'équation de Cambridge.
- **Spéculation** : les agents sont amenés à spéculer.

En cas de crise, les incertitudes poussent les agents à augmenter leur demande de monnaie (augmentation de l'épargne et spéculation négative), réduisent la demande de biens et l'investissement, augmente les exigences de rentabilité (le taux d'intérêt, qui traduit l'arbitrage entre la détention actuelle ou future d'un capital), ce qui renforce la dépression et valide les anticipations négatives. *Keynes* attribue la Grande dépression à l'insuffisance de la demande qui fait chuter l'économie dans un équilibre de sous-emploi.

C'est une remise en cause fondamentale de l'équilibre général Walrasien, la monnaie cesse d'être considérée comme neutre.

Dans *la théorie keynésienne*, l'inflation surgit lorsque l'économie se trouve en situation de *plein-emploi*. En effet, tant que l'économie n'a pas atteint *le plein-emploi*, c'est-à-dire qu'il existe encore des facteurs de production inutilisés, *l'offre* est parfaitement élastique : toute augmentation de la demande entraîne un accroissement de la production. Par ailleurs, dès lors que *les facteurs de production sont pleinement utilisés*, toute augmentation de la demande se traduit par *une hausse du niveau général des prix*.

Quelques années après la mort de *Keynes* (1947), *William Phillips* publie sa célèbre courbe en 1958 qui met en évidence (après analyse par *Paul Samuelson* et *Robert Solow*) une relation entre inflation et chômage. Cette relation va provoquer un réel engouement parmi les *keynésiens* qui se sont scindés en deux branches : *les néo-keynésiens* (école de la synthèse néo-keynésienne), et les *post-keynésiens*.

3-1) L'analyse de la Synthèse néo-keynésienne

Les *néo-keynésiens* lient *croissance*, *chômage*, *politique monétaire* et *inflation*.

- La loi *d'Okun* est une loi empirique bien vérifiée qui lie *croissance* et *chômage*, avec le chômage qui baisse ou monte selon que la croissance est au-dessus ou en dessous d'un taux de croissance pivot (interprété comme celui qui absorbe l'augmentation de main d'œuvre et celle de la productivité).
- La courbe de *Phillips* est une relation empirique établie en 1958 qui lie *inflation* et *chômage* ; les *keynésiens* y voyaient un arbitrage possible entre les deux. Malheureusement des contre-exemples sont apparus

(*stagflation* qui combine *chômage* et *inflation*, et inversement période de plein emploi sans inflation).

- Le modèle IS/LM lie *revenu*, *épargne* et *investissement*, qui déterminent la croissance au marché monétaire qui détermine l'inflation.

Grâce à cet enchaînement, le modèle *keynésien* explique les variations de l'emploi durant les années 60 et permet de mener des politiques monétaires inflationnistes qui ont fait diminuer le *chômage*. On parle d'un arbitrage entre *inflation* et *chômage*. Ce modèle montrera ses limites avec les chocs pétroliers, l'application des préconisations keynésiennes ne faisant qu'augmenter encore plus le chômage, cela permettra l'ascension des monétaristes.

D'autres modèles *néo-keynésiens*, plus radicaux dans la remise en cause de l'équilibre général, vont tenter d'expliquer l'inflation ; un des modèles les plus modernes étant l'équilibre général avec rationnement mené par *Robert Clower*.

3-2) L'analyse post-keynésienne

Les *post-keynésiens* sont des économistes qui se situent dans la pure tradition keynésienne. Ils remettent en cause *la Théorie Quantitative de la Monnaie* car ils voient l'inflation comme *indépendante de la création monétaire*. Selon eux l'inflation provient d'une tension sur le partage des revenus. Plusieurs raisons sont données :

- Lors d'une hausse des coûts de production (matières premières, salaires, prix), notamment lors des chocs d'offre pétroliers.
- Lorsque les entreprises augmentent leurs prix pour conserver leurs marges. Cette inflation peut résulter notamment d'une trop forte concurrence internationale.
- L'inflation s'avive quand la croissance s'accélère et que le chômage baisse, l'ajustement ne se fait plus par les quantités mais par les prix sur le marché du travail. En effet, les salariés sont en mesure de mieux négocier leurs salaires, cela est net lorsque l'on est en plein-emploi.

- L'indexation des salaires sur l'inflation provoque immédiatement des tensions inflationnistes.

Des récents travaux menés par *les nouveaux keynésiens*, notamment *George Akerlof*, ont montré le besoin d'une économie à avoir un taux d'inflation suffisamment élevé pour permettre aux entreprises d'ajuster *le salaireréel*³⁷ en fonction de la conjoncture.

4) L'analyse monétariste

Le courant *monétariste* a été initié par l'économiste américain *Milton Friedman*, « *prix Nobel d'économie 1976* ». Analysant lui-aussi la grande dépression, *Friedman* estime qu'elle est due à une expansion déraisonnable du crédit, qui a provoqué une bulle spéculative dont l'éclatement marque le début de la crise, suivie d'un dégonflement tout aussi déraisonnable de la masse monétaire (réduite d'un tiers entre 1929 et 1933), qui a étranglé l'économie. Or la première partie du cycle est exactement le genre de politique que préconise *Keynes*. La conclusion de *Friedman* est donc que la manipulation de la masse monétaire est effectivement active sur l'économie, mais seulement à court terme et dans un sens négatif, soit en stimulant artificiellement le système économique en cas d'excès, soit en l'étranglant en cas de défaut. À moyen terme, sur un cycle complet, pour le monétariste la monnaie retrouve sa neutralité, liée aux caractéristiques économique du pays (le niveau normal de préférence pour la liquidité par exemple).

Dans ce cadre il considère que l'arbitrage entre *inflation* et *chômage* que la courbe de *Phillips* présente est un leurre : une réduction de *chômage* obtenue par hausse de l'inflation va rapidement conduire à une nouvelle hausse du chômage avec un niveau d'inflation plus élevé, poussant le pays vers la stagflation ou l'hyperinflation.

En opposition à *la pensée keynésienne*, la fonction de demande de monnaie est considérée comme stable, alors que la fonction de *consommation keynésienne* est estimée instable. La disparition de l'arbitrage *inflation-chômage* tient au fait des

³⁷ Le salaire réel est le salaire nominal divisé par le niveau des prix, c'est-à-dire la quantité des biens et services que rapporte cette période de travail donnée. Il constitue le véritable pouvoir d'achat du salarié, c'est-à-dire en déduisant l'inflation du salaire nominal, sachant que le salaire nominal est le montant du salaire perçu par l'employé.

anticipations adaptatives des agents économiques : à court terme, lors de la négociation des salaires, ils ne connaîtront pas parfaitement l'inflation et feront de mauvaises anticipations de telle sorte que leur salaire réel va diminuer et diminuera dans le même temps le chômage. Par contre, à long terme ils changeront de cadre d'évaluation (au lieu des « *prix* » on s'intéressera au « *pouvoir d'achat* »), l'illusion monétaire sera identifiée et combattue par les agents économiques, les politiques monétaires expansionnistes seront identifiées comme trompeuses et deviendront inefficaces, le chômage reviendra à son niveau naturel.

Les monétaristes en déduisent qu'il ne faut pas jouer avec la monnaie, que la politique monétaire ne doit pas subir l'influence de la politique, et donc qu'elle ne doit pas être confiée au gouvernement mais plutôt à des banques centrales indépendante, et que ces dernières doivent appliquer des règles stables, claires et publiques visant une quasi-stabilité du niveau des prix.

Donc, l'école monétariste avec *Milton Friedman* considère que l'inflation est toujours *le fruit d'une création monétaire excessive*. Cette pensée s'appuie sur la théorie quantitative de la monnaie d'*Irving Fisher*. Pour les *monétaristes*, les causes immédiates de l'inflation est l'émission excessive de la monnaie, *Friedman* (1976) écrit : « *la cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production* ».

Les monétaristes conservent la relation causale entre monnaie et niveau général des prix, mais s'éloignent de la démarche dichotomique des quantitativistes traditionnels (*Fisher*). Ils présentent une reformulation de la théorie quantitative de la monnaie initiale dans une perspective d'intégration des sphères réelle et monétaire.

5) La nouvelle école classique

Robert Lucas développera le principe d'anticipation rationnelle, c'est une critique des anticipations adaptatives de *Friedman*. L'anticipation rationnelle stipule que les agents vont agir en moyenne de façon à anticiper au mieux l'inflation. On peut donc considérer que les salaires vont être indexés sur l'inflation. C'est une hypothèse très forte qui a pour conséquence le rejet de toute

intervention de l'État dans sa lutte contre le chômage, et prouverait que la courbe de *Phillips* serait totalement erronée.

Conclusion du chapitre

La définition de l'inflation est la même dans une économie développée ou non développée, l'évolution des faits, mais aussi l'évolution des idées ont été à l'origine d'une évolution importante des théories économiques, les différentes théories proposées pour expliquer l'inflation divergent selon les théoriciens, chacun d'entre eux a traité l'inflation selon sa vision.

Les tentions inflationnistes naissent souvent de l'injection de masse importante de revenus à la suite d'investissements, de dépenses publiques ou des excédents de la balance des paiements qui se transforment en demande de biens de consommation ou bien d'équipement, la hausse des coûts peut également en être à l'origine. En effet l'accroissement des flux monétaires que les flux des biens et services disponibles dans l'économie à cause de la rigidité de l'offre, va provoquer le déclenchement d'un processus inflationniste (dans les pays du tiers monde, c'est l'agriculture qui est le secteur où l'offre est particulièrement rigide dans la majorité des cas).

Quand une tension sur les prix se déclenche dans un secteur à la suite d'une hausse des coûts ou d'un accroissement de la demande avec en contre partie la rigidité de l'offre, le phénomène inflationniste se propage ainsi d'un secteur à l'autre pour se généraliser à l'ensemble des secteurs. Cette diffusion se transmet par l'intermédiaire des échanges intersectoriels, mais il peut être freiné momentanément par le contrôle des prix de certains secteurs à condition que l'offre soit suffisante sinon des pénuries éclateront et engendreront automatiquement des marchés parallèles.

Ainsi, le phénomène inflationniste se transforme en processus cumulatif auto-entretenu à cause des comportements des différents groupes sociaux et les réactions de certains secteur, car la hausse des prix des produits alimentaires par exemple, engendrera des revendications salariales, les quelles vont contribuer, lorsqu'elles sont satisfaites à l'augmentation des coûts qui résultera aussi de la hausse des autres éléments du prix de revient (matières premières, services divers...). Cette

augmentation des coûts va à son tour engendrer une hausse des prix des produits fabriqués provoquant de nouvelles revendications salariales et ainsi de suite.

Le désir de chaque citoyen est de vivre dans un environnement de maîtrise de l'évolution des prix puisque avoir une stabilité des prix permet de vivre dans un environnement stable avec un niveau élevé d'activité économique, il est nécessaire de connaître les causes de l'inflation afin de pouvoir supprimer sa source.

Chapitre II :
L'inflation en Algérie :
causes et conséquences

CHAPITRE II

L'INFLATION EN ALGERIE : CAUSES ET CONSEQUENCES

L'inflation est un mal dont souffre la majorité des pays, le rôle de détermination des causes de ce dernier est important dans la mesure où cela supprimerait la source d'alimentation. Il peut être expliqué par des facteurs mixtes : monétaires tel que la masse monétaire et le taux de change effectif, structurelles comme la variation du prix du pétrole et des prix d'autres produits importés, ainsi que la variation de salaire annuel.

C'est un phénomène qui enregistre des conséquences négatives sur le plan économique, social,... l'Algérie est l'un des pays touchés par l'inflation qui a des effets néfastes sur des opérations courantes et sur le niveau de vie de la population.

Le mode d'organisation de l'économie algérienne, la stratégie d'industrialisation adoptée, les structures économiques et sociales héritée de la colonisation et le modèle monétaire et financier qui sert d'appui à la politique de développement ont été les principaux facteurs d'inflation. En Algérie, on distingue divers types d'inflation, chacune d'elle à ses causes spécifiques.

SECTION I

HISTORIQUE SUR L'INFLATION EN ALGERIE

En ce qui concerne l'inflation en Algérie, on distingue deux périodes distinctes l'une de l'autre.

1) La période allant de 1962 jusqu'à 1989

Au lendemain de l'indépendance, les autorités algériennes ont adopté un modèle de croissance socialiste axé sur la planification centralisée où les prix étaient fixés par l'Etat.

Durant cette période, l'intervention de l'administration s'opérait sur les trois niveaux des prix à savoir :

1-1) Les biens importés

Qui étaient déterminés dans le but de protéger la production nationale. Si le prix d'achat d'un bien importé était inférieur au prix de produit local, l'importateur doit verser la différence compensatoire au trésor. Par conséquent, l'inflation importée, dans un contexte de taux de change fixe, est inévitable du moins pour les biens de consommation importés et redistribués sur le marché national.

1-2) Les prix industriels et services locaux

Leurs prix étaient soumis à deux régimes, le premier institué en 1966 faisait dépendre la fixation des prix à la production d'une décision du Ministère du Commerce, pour le deuxième datant de 1968, il bloque tous les prix industriels à la production et des services à leurs niveaux du 1^{er} janvier 1968.

Deux dérogations au principe du blocage sont acceptées : en cas de hausse des droits de douane ou des taxes indirectes.

Ensuite, les prix de détails et de gros sont calculés sur la base des prix de production (homologués ou bloqués) majorés des marges centralisées fixées en valeur fixe ou en valeur absolue.

1-3) Les prix agricoles

Les prix à la production et à la distribution des fruits et légumes des secteurs autogérés et coopératif étaient publiés tous les quinze jours par une commission de Wilaya.

Ainsi, durant cette période, le taux d'inflation était plus ou moins modéré grâce aux efforts des autorités algérienne pour maintenir la stabilité des prix.

En 1975, l'Algérie a adopté une politique de détermination de prix sur la base du prix de revient, l'indice des prix à la production industrielle ayant connu une augmentation.

Le taux moyen d'augmentation des prix de la production industrielle passait de 4% entre 1969-1974 à 11% entre 1975-1980. Celui de la production agricole passait de 13% entre 1969- 1974 à 31% entre 1975- 1980.

Cette tendance persistera durant les années 1980 où le taux d'inflation annuel s'établissait approximativement à 9%.

Dans le régime de change fixe, le taux de change est fixé par rapport aux devises, l'Algérie a atteint des niveaux d'inflations proches de ceux des pays développés sur la période 1960-1984.

2) La période allant de 1990 à nos jours

Le graphique suivant montre l'évolution de l'indice général des prix, ainsi que sa variation de 1990 jusqu'à 2006.

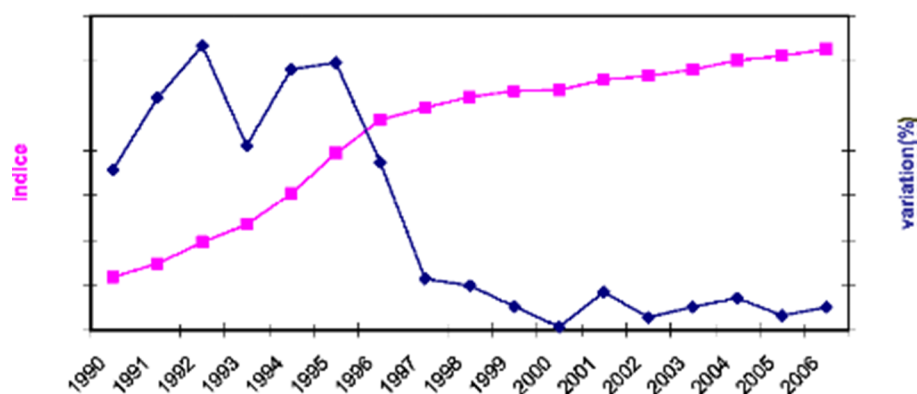


Figure N° 4 : Evolution de l'indice général des prix et de sa variation (1990 jusqu'à 2006)³⁸

L'Algérie a connu durant cette période une inflation galopante, le taux d'inflation annuel passant de 17,87% en 1989 à 25,88% en 1991 pour atteindre un pic de 31,68% en 1992.

On peut expliquer cette hausse par deux facteurs :

-L'accélération du processus de libéralisation des prix, amorcé en 1989, faisant passer 85% des prix au régime libre.

-La forte dévaluation du dinar algérien survenue pour contrer la détérioration des termes de l'échange qui a engendré un renchérissement des produits importés (la

³⁸ONS

dévaluation du dinar a été entamée en 1988 avec un taux de 5,91% et à partir de 1990 la première dévaluation du dinar de 30%. Le taux de change a connu une hausse durant la période de 1991 à 1994 de 18,47% à 35,06% par rapport à la période de 1986-1989, le taux de change varie entre 4,70% et 7,61%, puis continue d'augmenter après l'application du PAS en 1994/95, le dinar a dévalué pour la deuxième fois de 47%, arrivant à 47,66% en 1995).

La situation économique de l'Algérie s'est gravement détériorée en 1994, et les déséquilibres macroéconomiques ont persisté à cause de la baisse importante des prix de pétrole, ce qui a conduit les autorités algériennes à mettre en place un programme d'ajustement structurel appuyé par le Fond Monétaire International (FMI).

Dans ce contexte, l'Etat était amené à améliorer sa situation économique et à laisser tomber le système de réglementation des prix en avril 1994, pour la libéralisation des prix, cette suppression du contrôle sur les marges bénéficiaires a touché la majeure partie des produits de base sauf le sucre, les céréales, les huiles comestibles et les fournitures scolaires. La réglementation des prix est maintenue uniquement pour les trois denrées alimentaires de base à savoir : la farine, la semoule et le lait.

L'élimination des subventions pour les produits alimentaires et énergétiques a engendré une augmentation de leurs prix à raison de 100% entre 1994-1995 et de 60% entre 1995-1996.

Sous l'effet de la libéralisation des prix et de la deuxième dévaluation du dinar, le taux d'inflation s'est envolé à 38,4%. Mais il n'a pas tardé à chuter à 21,9% fin 1995 pour se stabiliser autour de 5% en 1998 et 2,64% en 1999 et encore 0,34% en 2000, et il est à noter qu'il n'a pas dépassé les 5% de 2000 jusqu'à 2006.

La tendance à la maîtrise de l'inflation s'explique par :

- **Une austérité budgétaire**

Le solde global exprimé en pourcentage du PIB a atteint un excédent de 10% en 2000 contre un déficit de 8,7% en 1994, ce qui a largement contribué à comprimer la demande globale.

- **Une politique de revenu rigoureuse**

Les salaires ont diminué de 30% en termes réels au cours de la période 1993-1996. En outre, l'absence de mécanisme d'indexation généralisée a largement limité l'inflation.

Cette stabilité des prix est le fruit du programme d'ajustement structurel appuyé par le FMI et qui a comme objectif de stabiliser les prix à un niveau comparable à celui des partenaires commerciaux.

Il importe de souligner que l'Algérie a renforcé, d'une manière soutenue, la stabilité macro financière au cours des années 2000-2005, tout en réalisant une performance économique robuste en terme de forte croissance (plus de 5% en moyenne annuelle) et de maîtrise de l'inflation (1,6% en 2005) grâce aux recettes pétrolières engrangées qui ont connu un boom sans précédent.

Après la stabilité monétaire qui a émergé en 2005, l'inflation continue d'évoluer favorablement au premier et second semestre 2006, comme en témoigne la hausse modérée des prix à la consommation mesurée par la variation de l'indice annuel moyen de 2,5% en 2006, contre 1,6 % pour l'année 2005. Cependant et en glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 1,66% fin décembre 2005 à 1,97% fin juin 2006, pour ensuite grimper à 4,44% fin décembre 2006 sous l'effet d'une hausse significative des prix des produits alimentaires et particulièrement, ceux des produits agricoles frais.

Le rythme moyen annuel de l'inflation s'est considérablement ralenti en 2005 par rapport à celui de 2004 (3,6%) et celui de 2003 (2,6%). La bonne tenue des prix s'est bien confirmée en 2005, avec un rythme qui est tombé à 1,6% en moyenne annuelle et 1,7% en glissement, reflétant des politiques budgétaires et monétaires prudentes.

A noter que l'inflation au premier semestre 2006 est générée essentiellement par la hausse des prix des services (logement et charges, transports et communication), alors que celle des produits alimentaires est modérée.

L'évolution des prix en 2006 témoigne que l'inflation fondamentale reste modérée et maîtrisée, mais que la variation brute de l'indice est essentiellement

générée par des hausses saisonnières et erratiques des prix des produits agricoles frais insuffisamment régulés.

Donc, l'Algérie a subi une inflation refoulée qui s'est manifestée par des pénuries généralisées et différentes formes de marchés parallèles. La libéralisation des prix associée à la dévaluation du dinar était la cause principale de l'accélération du processus inflationniste qui atteignit un pic record de 38,4% en 1994. Cependant, depuis 1996, le taux d'inflation s'est caractérisé par une tendance baissière qui est le résultat d'une politique économique mise en œuvre dans le cadre du programme du FMI qui permet la maîtrise de l'inflation et la relance de l'économie nationale.

L'analyse de l'évolution de l'inflation sur la dernière décennie montre que l'inflation est restée relativement modérée. Elle a été, en moyenne, de 2,3 % en dépit d'une augmentation considérable des dépenses publiques, notamment à partir de 2006. Elle a, certes, progressé à 5,74 % en 2009 mais elle est redescendue à 3,9 % en 2010 et n'est que de 4,5 % en 2011.

A partir de l'année 2006, l'inflation en Algérie résulte essentiellement de l'augmentation des prix du groupe « alimentation » (selon l'ONS) et principalement le sous groupe « produits agricoles frais. Les produits alimentaires industriels (26,2 % dans la part des dépenses des ménages) n'ont contribué significativement à l'inflation qu'en 2007 et 2008 en raison de l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires de base importés ; l'augmentation des prix des biens manufacturés (39,9 % de part) ayant toujours été inférieure à celle de l'inflation globale. Cela indique que les seuls marchés ayant connu des déséquilibres, provoqués probablement plus par les dysfonctionnements (absence de réelle concurrence car la production agricole hors céréales croît à un rythme soutenu) que par l'augmentation de la masse monétaire, sont les marchés des produits agricoles frais ; les autres marchés des biens, alimentaires industriels et durables ne connaissent pas ces déséquilibres.

L'augmentation brutale des prix de quelques produits alimentaires industriels (huile, sucre) au début de 2011 n'est pas non plus liée à la faiblesse de l'offre ou à la simple augmentation des prix mondiaux de ces produits mais au caractère monopolistique ou oligopolistique des marchés domestiques de ces biens.

Le taux d'inflation en Algérie a presque doublé en 2012 s'établissant à 8,9% contre 4,5% en 2011.

Les prix à la consommation ont augmenté de 9%, situant l'évolution annuelle du taux d'inflation en 2012 à 8,9%, cette hausse est due à une forte augmentation de plus de 21% des prix des produits agricoles frais.

Cette variation haussière est due en générale à une hausse "relativement importante" des prix des biens alimentaires (12,22%), avec notamment 21,37% pour les produits agricoles frais et 4,67% pour les produits alimentaires industriels.

Les produits manufacturés ont également augmenté passant de 5,51% en 2011 à 6,60% alors que ceux des services ont évolué de 3,28% à 5,02% en 2012.

Tous les produits agricoles frais ont connu des augmentations en 2012, les plus prononcées ont concerné la pomme de terre (36,03%) et les autres légumes frais (14,93%) ainsi que les fruits frais 7,33%.

D'autres produits du groupe alimentation s'étaient inscrits en hausse, dont notamment la viande de mouton (30,28%), la viande blanche (volaille 20,32%), les poissons frais (13,35%), les œufs (12%), la viande de bœuf (8,1%) et les viande et poissons en conserve (9,20%).

Cette hausse a touché également les produits alimentaires industriels, il s'agit notamment des boissons (14%), du sucre et produits sucrés (4,5%), des huiles et graisses (4%), du café, thé et infusion (4,8%), du pain et céréales (3,8%) et des laits, fromage et dérivés (2,4%).

Les produits du "panier" des biens et services, représentatif de la consommation des ménages, ont tous connu des hausses, la plus remarquable a concerné le groupe "alimentation, boissons (13%), les produits "divers" (matériel d'entretien et nettoyage, produits de cosmétiques, dépenses des restaurants, cafés et hôtels...) avec 11%, "habillement et chaussures" (8%).

D'autres produits ont aussi connu des hausses de moindre importance, il est question notamment des groupes "meubles et articles d'ameublement" (5,3%), "santé

et hygiène" (5,8%), "transport et communication" (4,6%) et enfin celui de l'"éducation, culture et loisirs (3,5%), par rapport à 2011, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 9,03%.

Cette variation est tirée essentiellement par les produits alimentaires qui ont connu une hausse de 14,25%, dont 27,35% pour les produits agricoles frais et 3,88% pour les produits alimentaires industriels.

Les prix des produits manufacturés et les services ont connu des hausses respectivement de 4,6% et de 5% en décembre 2012 par rapport à la même période de l'année d'avant.). Cette flambée des prix est engendrée par les dernières hausses de salaires décidées après les événements et les mouvements de grève déclenchés en 2011 et 2012. En l'absence de production nationale et d'outils de placements financiers, les Algériens se sont rués sur les produits de consommation et les biens durables, provoquant à la fois une explosion de la facture des importations et une forte inflation.

Bien qu'elle soit moins importante qu'en 2012, la tension inflationniste conforte sa stature en 2013, se situant au-dessus de la barre des 6% en glissement annuel aout 2012-juillet 2013. La dernière publication de l'office national des statistiques (ONS) fait constater que l'indice des prix à la consommation a progressé de 3,5% au mois de juillet dernier par rapport à la même période en 2012³⁹.

Le rythme d'inflation annuel, quant à lui, s'est établi à (+6,2%). L'inflation reste ainsi importante, malgré une tendance baissière amorcée depuis le début de l'année en cours. La décélération graduelle de l'inflation est venue en début de 2013, après une année de tension ininterrompue observée en 2012.

Pour l'année 2013, Après avoir atteint 8,9% en 2012, le rythme annuel d'inflation a entamé son recul pour atteindre 8,6% en février, 8,1% en mars et 7,4% en avril, et enfin en mai dernier à 6,9%. La banque d'Algérie avait tablé sur une baisse de l'inflation en 2013, estimant que les facteurs à l'origine de la tension exceptionnelle de 2012 devraient s'estomper cette année.

La dernière livraison statistique de l'ONS, organisme rattaché désormais au ministère des finances, précise que le niveau moyen des prix des biens alimentaires a

³⁹ ONS.

enregistré une hausse de 4,2% avec +6% pour les produits agricoles frais et +2,5% pour les produits alimentaires industriels au mois de juillet 2013 par rapport à juillet 2012. D'autres produits sur lesquels se base le calcul de l'inflation ont connu des tendances tarifaires ascendantes en juillet, contribuant d'avantage à la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Les prix à la consommation des services ont chauffé durant le mois de juillet 2013 par rapport à la même période de l'année dernière, s'établissant à +5,7%, loin devant la hausse de 1,6% pour les prix des produits manufacturés. Durant les cinq premiers mois de 2013, l'indice des prix à la consommation avait enregistré une hausse de 4,8% par rapport à la même période en 2012 sous l'effet d'une hausse quasi générale des prix des produits alimentaires, agricoles et industriels. D'après l'organisme officiel de l'information statistique, la consommation a connu une tendance à la baisse dans la ville d'Alger, servant de référence nationale.

En effet, l'indice des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une baisse de 0,4% en juillet 2013, comparé au mois précédant. Les biens alimentaires ont reculé de 0,4% du fait de la baisse des prix des produits agricoles frais (-1,2%), particulièrement les fruits et légumes (respectivement -19,7% et -2,4%), alors que les prix des produits industriels ont augmenté de 0,4% selon l'ONS. Les prix des produits manufacturés affichent également une baisse de 1% et les services ont progressé de 0,9% durant la même période.

L'inflation touche presque tout les pays, l'Algérie na pas été à l'abri de ce fléau qui a frappée autant d'économie.

Le phénomène inflationniste en Algérie remonte aux années 80 et début des années 90 suite à l'ouverture de l'économie nationale vers l'extérieur (installation des IDE), la libéralisation du commerce extérieur et la détermination des prix selon la loi de l'offre et de la demande. Le taux d'inflation a connu une augmentation dans les années soixante dix et s'est dangereusement accéléré durant la décennie 1990 après la décision qui a fait passer l'Algérie à l'économie de marché le 1^{er} janvier 1991 et l'application du programme d'ajustement structurelle en 1994-1995, avant de connaître ces dernières années une tendance baissière et une certaine stabilité dans son évolution grâce à une conjoncture économique favorable.

Les années 1990 ont vu une accélération dangereuse de l'inflation pour devenir ainsi, un phénomène social dont les causes multiples se combinaient pour se traduire par la hausse des prix. Cependant, depuis 1996, l'amélioration de la conjoncture économique et politique de notre pays a aidé à une maîtrise et une stabilité de l'inflation.

Au total, dans les pays exportateurs de ressources naturelles et ayant des excédents de compte courant de la balance des paiements, l'inflation demeure relativement modérée en raison des capacités d'importation dont disposent ces pays.

Les causes de l'inflation en Algérie sont multiples, il est nécessaire de connaître ces causes afin de pouvoir trouver des solutions à ce problème d'instabilité des prix.

SECTION II

LES CAUSES DE L'INFLATION EN ALGERIE

Les causes de l'inflation qui frappe l'Algérie trouvent leur source dans des décisions de *politiques économiques* erronées qui ont été prises. Ces causes sont nombreuses, nous pouvons les regrouper en trois catégories : *monétaires*, *structurelles* et *institutionnelle*, ainsi que les effets de variation du taux de change sur l'inflation.

1) L'inflation monétaire

L'utilisation de l'emprunt pour l'achat des matériaux et le paiement des salariés, permettent une injection des montants des monnaies supplémentaire dans le circuit économique, qui est en réalité sans contrepartie en terme d'offre réelle de biens et services.

En Algérie, ce genre de financement c'est aggravé par la nature elle-même des investissements engagés, ces derniers sont des projets à longue maturité. Le financement des investissements par la création monétaire est inflationniste par nature, des unités monétaires sont injectées dans le circuit économique sans contrepartie de biens de consommations, notamment du fait de la rigidité de l'offre de ces biens⁴⁰.

⁴⁰www.ummtto.dz/IMG/pdf/memoire_en_PDF-2.pdf, consulté le 10/07/2013.

Le caractère inflationniste de ce mode de financement, paraît être la voie obligée du processus de développement choisi par l'Algérie.

1-1) Les modes de financements des investissements

Avant 1966 jusqu'à 1967 c'est essentiellement la banque centrale d'Algérie qui assure le financement de l'agriculture, le trésor public assure les investissements publics. En suite, on distingue quatre périodes principales qui sont :

➤ La période allant de 1967 jusqu'à 1969

Dans cette période il y a création des banques nationales qui assurent partiellement le financement. Le système bancaire accumulait des excès de liquidités, pendant que le trésor continuait à financer les investissements publics soit directement, soit par l'intermédiaire de la CAD devenu BAD (la CAD 'Caisse algérienne de Développement' prendra en 1971, dans le cadre de la Réforme bancaire qui sera engagée à cette date, la dénomination de Banque Algérienne de Développement (BAD), avec des attributions plus précises en matière de financement à long terme (investissement)⁴¹, ses ressources étant limitées, ils recourent souvent à la planche à billet (par la banque centrale).

De manière générale, le financement ce fait d'une manière anormale car la banque centrale d'Algérie quand elle fait des avances aux trésors public, ce dernier offre un crédit aux sociétés nationales pour assurer leurs investissements, mais a cause de la faible consommation des crédits et le retard de réalisation des projets industriels, les excédents de cette société seront déposé sous forme de dépôt au niveau de sa banque, alors cette dernière les reprêtait au trésor, de plus il payait des intérêts.

➤ La période allant de 1970 jusqu'à 1978

Au moment de l'absence de planification financière en 1970, il a été mis le premier plan quadriennal. Dès 1970, c'est les banques primaires qui auront la charge du financement des investissements publics par des emprunts à moyen terme, toujours

⁴¹<http://www.google.fr/search?hl=fr&noj=1&q=les+investissements+improductifs>, consulté le 13/07/2013.

accordés aux entreprises nationales, en cas de besoin elles procèdent à l'opération de réescompte. Les ressources de ces banques proviennent essentiellement des dépôts à vue, c'est-à-dire, des ressources à court terme.

Le trésor ne finance plus les investissements productifs, mais il se charge de financer les investissements improductifs ayant une rentabilité prévue pour une longue période (un investissement est productif si la valeur cumulée des biens produits et des satisfactions obtenues est supérieure au coût immédiat. Dans le cas contraire, si par exemple le nombre d'heures nécessaires à une machine pour fabriquer un produit est supérieur au nombre d'heure nécessaire pour obtenir le même produits sans cette machine, l'investissement est improductif)⁴², mais l'investissement improductif désigne également l'affectation de revenus à la mise en place d'équipements destinés à produire des services répondant à la satisfaction de besoins collectifs, comme la construction d'un hôpital ou d'une école.

Le financement des sociétés nationales se fait par des crédits bancaires sur un découvert déjà important, on entend par le découvert bancaire⁴³ la création monétaire scripturale, alors c'est les avances accordées par l'institut d'émission ou le trésor public qui engendre une situation inflationniste.

➤ **La période allant de 1979 jusqu'à 1989**

En février 1979, il y'avait la mise en place des mesures qui visait la restauration de financement des investissements planifiés, ces mesures sont les suivantes :

- L'institution de taux d'intérêt variable selon les secteurs.
- L'octroi des crédits pour la constitution de fonds de roulement des entreprises publiques, c'est-à-dire, il y a crédit s'il y a réalisation de bénéfice.
- La restructuration financière des entreprises publiques.

⁴²<http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/investissement/62447>, consulté le 16/07/2013.

⁴³ C'est l'opération de crédit par laquelle une banque autorise son client à prélever sur son compte des fonds pour un montant supérieur à ces disponibilités propres, pour un temps et moyennant un taux déterminé d'avance.

- La prise en charge par le budget de l'Etat des dépenses d'infrastructure et de formation.

➤ **La période allant de 1990 à nos jours**

En Avril 1990 fut promulguée *la loi sur la monnaie et le crédit (LMC)*, qui permet à la banque centrale devenue *banque d'Algérie* d'avoir le droit de contrôle sur la monnaie et le crédit. C'est aussi en Avril 1990 que le taux de réescompte fut relevé de 7% à 10,5% qui pèse très lourd sur les crédits donc sur les financements des investissements et de l'économie en générale.

Toute augmentation de taux de réescompte⁴⁴ engendre une augmentation de taux d'escompte⁴⁵ au niveau des banques primaires, alors, des crédits plus chers qui engendre une diminution des investissements.

Le financement de déficit budgétaire se fait essentiellement par le recours à la banque d'Algérie et à des emprunts extérieur, la croissance de la masse monétaire passe de 27% en 1992 à 25% en 1993, cela s'explique par le financement des entreprises avec leurs propres ressources.

En conclusion, le mode de financement suivi par l'Algérie depuis 1970 a contribué au processus inflationniste. Le financement des entreprises publiques par la création monétaire à des conséquences néfaste sur l'économie algérienne, en plus la banque d'Algérie, le trésor et les banques primaires non seulement elles enregistrent des déficits, elles accordent des nouveaux crédits sur des découverts bancaires très importants afin de financer la première opération de production (achat de matière première).

1-2) L'évolution de la masse monétaire

C'est la création monétaire et son évolution qui cause l'inflation (le taux de croissance de la masse monétaire était de 18,7% en 2002, 23,8% en 2007 et 12,5% en 2010), en rappelant qu'il y a différentes composantes de la masse monétaire (M1,

⁴⁴ Réescompte signifie l'opération par laquelle, un banque centrale escompte des effets présentés par une banque et déjà escomptés par celle-ci.

⁴⁵ Escompte c'est l'opération par laquelle un banque verse au porteur d'un effet de commerce, le montant de celui-ci avant son échéance et sous certaines déductions, sous forme d'agios dits agios d'escompte.

M2...) les plus importantes sont la monnaie *fiduciaire*, la monnaie *scripturale* et la *quasi-monnaie* c'est-à-dire les dépôts à vue et à terme au niveau des IFB (les institutions financières bancaires) et des IFNB (institutions financières non bancaires).

La création de la monnaie fiduciaire est une partie de la monnaie scripturale, les dépôts à vue ont des effets sur l'inflation par ce que c'est cette monnaie qui reflète les rythmes d'accroissement annuels de produit intérieur brut (PIB) à prix constant (les dépôts des banques et des établissements financiers sont de 277,6 milliards de dinars en 2004, 243,2 milliards de dinars en 2006, 473,8 en 2010, 511,4 en 2011).

La politique algérienne favorise la création monétaire pour ses différents financements, mais sans contre partie du produit intérieur brut (le taux de croissance du PIB était de 2,1% en 2001, 5,2% en 2004, 2,0% en 2006, 2,1% en 2009 et 3,0% en 2010).

Ces dernières années, l'Algérie connaît un excédent de la liquidité bancaire qui provient principalement des ressources du secteur des hydrocarbures qui est le résultat de la stimulation budgétaire et de la croissance rapide des dépôts bancaires de la société nationale de pétrole 'Sonatrach', ce qui engendre des pressions inflationnistes (la cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même, un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production. La consistance de cette relation a été montrée par diverses études empiriques dans le monde entier qui confirment que les pays victimes d'un taux d'inflation élevé ont des taux élevés de croissance de la masse monétaire et vis versa.

1-3) L'évolution du budget de l'Etat

Tout déficit budgétaire engendre un processus inflationniste, le déficit budgétaire est souvent financé par une création monétaire dont l'effet inflationniste, plus le déficit est important, plus il y a création monétaire.

Le déficit budgétaire qui s'était aggravé en 1993 (8,3% du PIB) à cause de l'opération d'assainissement du portefeuille des créances sur les entreprises publiques, occasionnant une forte augmentation des crédits à l'Etat, l'assainissement financier du secteur public notamment les entreprises du secteur industriel public par trésor public

a déboursé en moins d'une décennie 1991-1999, 800 milliards de dinars soit 30% du PIB de 1998.

Il est utile de voir les effets des recettes et des dépenses publiques sur l'inflation.

➤ **Les effets des recettes**

L'effet des recettes sur l'inflation sera concentrée exclusivement sur les recettes fiscales pétrolières du fait qu'elles représentent une grande part, en suite les autres recettes qui ne représentent pas une grande part relative.

Les recettes fiscales découlent de l'exploitation et de l'exportation des hydrocarbures (la fiscalité pétrolière était de 840,6 mds DA en 2001, 916,4 mds DA en 2002, 1570,7 mds DA en 2004, 2799 mds DA en 2006, 4088,6 mds DA en 2008, et 2905 mds DA en 2010) exerçant un effet inflationniste, qui correspond à une création monétaire faite à partir des recettes en devises.

On distingue trois catégories d'impôts principales ; l'impôt sur revenu, l'impôt sur la dépense et les impôts sur le capital.

- **L'impôt sur revenu** : les salaires n'ont pas un effet inflationniste puisque le montant des impôts ne se répercute pas sur d'autres agents économiques saufs s'il y a une revendication syndicale de hausse des salaires, aussi il y a effet inflationniste sur le mode perception des impôts sur les salaires.

L'impôt sur revenu est perçu comme une retenu sur salaire qui va nous donnée un revenu nette, à savoir que les coûts de production sont déterminés selon le salaire et non pas sur le revenu nette qui se répercute sur les prix.

Alors que, pour l'impôt sur les revenus non salariaux sont en générale répercuté sur les prix, précisément elles dépendent de l'élasticité des prix, or que cette élasticité des prix n'existe pas sur les marchés algériens, ceci se répercute sur l'impôt et sur les biens et services.

- **L'impôt sur les dépenses** : est inclut dans les prix, ces impôts ne sont pas de nature inflationniste, elle peut être atténué par la réduction des taux d'impôts ou exonération tous simplement des biens de première nécessité, c'est le cas de l'Algérie avant la libéralisation des prix et l'introduction de la TVA qui ont donné une très forte hausse des prix.
- **L'impôt sur le capital** : ce sont des impôts payés sur l'épargne des contribuables, l'effet des ces impôts peut être négligé sur la dépense privé donc sur la demande. Il est important que la part de l'épargne des contribuables soit très importante.

Les prélèvements fiscaux exercent des effets inflationnistes, mais à des degrés divers, aussi bien sur les prix que sur la demande.

➤ **Les effets inflationnistes des dépenses**

Les dépenses de l'Etat agissent sur la demande de biens et services, directement par sa propre consommation ou indirectement par les revenus distribués aux fonctionnaires et autres bénéficiaires de transfert public.

Aussi les subventions que l'Etat accorde fait accroître la demande, parce qu'il y a la subvention des dépenses par l'Etat, les prix sur le marché baisse donc il y aura une augmentation de la demande (La dépense publique est passée, successivement, de 55 milliards de dollars en 2004 à 100 milliards de dollars en 2005, puis à 140 milliards de dollars fin 2006. Elle a atteint entre 2004 et 2009 le chiffre de 200 milliards de dollars), le SNMG⁴⁶ a plus que triplé en passant de 6.000 à 18.000 dinars/mois (200 euros au cours officiel), la dernière augmentation ayant lieu en septembre 2011.

On distingue différents types de dépenses :

⁴⁶ Salaire minimum garanti (SMIG) : fixé par voie réglementaire pour garantir aux salariés des catégories les plus défavorisées un revenu correspondant au minimum vital en tenant compte du niveau de vie national. Le minimum vital n'est pas le même dans un pays très pauvre et un pays industrialisé.

- **La consommation publique**

On trouve les dépenses de consommation finale et la formation du capital fixe, plus il y a consommation publique plus la demande augmente par conséquent il y aura une pression inflationniste.

- **Les revenus distribués par l'Etat**

Il s'agit des salaires distribués aux fonctionnaires et les transferts versés à d'autres catégories sociales (pension, retraites, bourses...). Ces revenus se transforment en dépenses de consommation sauf pour la part épargnée, l'effet sur la demande est inévitablement inflationniste, en raison du caractère non marchand du travail fourni par les bénéficiaires de ces revenus.

- **Les autres dépenses publiques**

On distingue principalement :

- **Les subventions** : c'est une contribution de l'Etat afin de maintenir certains prix à des niveaux bas pour certains produits généralement de première nécessité pour être accessible au plus grand nombre de consommateurs à un revenu minimum.

Plus le coût des produits augmente, cela engendre une hausse des prix et afin de garder ce niveau bas des prix, l'Etat augmente ses dépenses de subvention, il y aura alors une pression inflationniste.

- **Le remboursement de la dette publique interne** : ils n'ont pas un grand effet sur la demande, ils modifient seulement la nature des actifs détenus par les particuliers ou les entreprises, c'est-à-dire que les titres sont remplacés par des liquidités.

2) L'inflation structurelle

L'étude de l'inflation structurelle sera faite à travers les causes de l'inflation liées à l'état de sous développement de l'Algérie et celles liées aux mutations structurelles que subit l'économie algérienne depuis la mise en œuvre de la politique de développement.

2-1) L'inflation liés à l'état de sous développement de l'Algérie

Les pressions inflationnistes sont dues aux rigidités structurelles, aux rigidités psychologiques, ainsi qu'à l'inflation importée.

➤ **Les rigidités structurelles** : sont liées à plusieurs facteurs comme :

- **La faiblesse de la productivité**

Cette faiblesse est engendrée par la sous qualification due à la formation insuffisante, ainsi que par l'inexpérience professionnelle notamment du personnel d'encadrement, aussi le sous équipement de certain secteurs (la mauvaise répartition des équipements).

Ajoutant à cela la faiblesse de la production (l'économie algérienne est une économie totalement rentière ; 83% du tissu économique est constitué de petits commerces et de services selon la dernière enquête de l'ONS de 2012. Les chiffres de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) indiquent que les projets locaux dominant, avec 99%, les déclarations de projets d'investissement et que c'est le secteur des transports qui attire le plus d'investissements avec 60%, en majorité des microprojets, suivi par le bâtiment, les travaux publics et l'hydraulique (16%), l'industrie (10%) et l'agriculture (2%).

Les investissements directs étrangers significatifs réalisés restent insignifiants en dehors des hydrocarbures, des banques et des télécommunications.

- **L'insuffisance de l'infrastructure**

L'infrastructure est représentée par le secteur des transports et des réseaux de distribution dont l'insuffisance des deux éléments entraîne des conséquences comme l'inflation. Il existe une relation très importante entre la croissance économique et les transports, en effet, l'activité économique s'accroît, plus la population et les biens nécessitent des déplacements entre régions ou de l'intérieur vers l'extérieur. Or en Algérie, l'inflation est née de l'insuffisance des capacités de transports et des réseaux, en 1977, des quantités considérables de pomme de terre ont été avariées dans la région de Mascara (zone de production) par manque de moyen de transport pour les acheminer vers d'autres régions où il existait une pénurie de cette production, il a fallu finalement recourir aux importations pour réduire cette pénurie. De façon générale, les coûts de transport et de stockage représentent une partie du prix du revient, leur accroissement contribue à une hausse des prix des produits.

A côté des transports, on trouve la mauvaise organisation des réseaux de distributions. En effet, le manque de fluidité dans l'écoulement est dû à l'insuffisance et à la mauvaise utilisation des moyens de transports et la faible capacité des aires de stockages.

Il est à noter aussi que les zones rurales ou semi urbaines sont délaissées par le secteur public au profit du secteur privé, en effet, les commerçants privés s'approvisionnent auprès des grandes surfaces pour revendre les produits aux populations de ces zones dont le prix de ces produits est largement supérieur à leurs prix de vente dans les grandes villes.

- **Les inégalités psychologiques** : ces inégalités s'expliquent par plusieurs facteurs comme les comportements bloquants et le poids des traditions.

- **Les comportements bloquants**

Les comportements sociaux dans les pays du tiers monde sont conditionnés par le niveau de développement atteint, on admet généralement que la proportion au travail est faible dans les économies sous développées, ceci se répercute inévitablement sur la production avec une forte tendance à la consommation se qui constitue un terrain favorable pour l'inflation.

- **Le poids des traditions**

En Algérie, le volume de la consommation des ménages est gonflé chaque année sous l'influence de certaines coutumes, en effet, certains événements de la vie sociale occasionnent une consommation excessive de certains biens surtout alimentaires, parfois cela se transforme en gaspillage.

La combinaison des deux rigidités structurelles et psychologiques va induire un dysfonctionnement de l'économie, l'écart entre l'offre et la demande interne induit le recours à l'importation qui est un remède pire, il s'agit là de l'inflation importée (sur les marchés internationaux).

- **L'inflation importée**

C'est une inflation par les coûts du fait du renchérissement des biens importés entrant dans la production intérieure.

- **L'inflation transmise par les importations**

Les économies du tiers monde sont enfermées dans le cadran des importations, les pays étrangers exportent leur inflation vers les pays sous développés puisque l'augmentation des prix de certains produits importés comme la matière première, énergie...entraîne une hausse des prix intérieurs (bien de consommation et de production).

- **L'inflation transmise par les exportations**

L'inflation peut aussi s'importer par le biais des exportations qui résulte soit d'un accroissement des exportations ou bien une revalorisation de celle-ci, dans ce cas, l'effet inflationniste est provoqué par l'afflux de devises qui sont converties en monnaie nationale, cet effet inflationniste peut ne pas se produire dans le fait que les autorités monétaires procèdent à une convertibilité partielle c'est-à-dire stérilisent une partie des devises.

L'effet inflationniste des exportations s'exerce par l'intermédiaire de création monétaire qui donne naissance à des revenus sans contrepartie réelle disponible à l'intérieur du pays.

- **La structure du commerce extérieur**

Il y a lieu de remarquer la prédominance d'un seul produit (les hydrocarbures) à l'exportation et de biens manufacturés (de consommation et d'équipement) à l'importation. La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un excédent de 24,26 milliards de dollars (mds USD) durant les onze premiers mois de 2012, contre 23,19 mds USD durant la même période en 2011, en hausse de 4,6%⁴⁷.

- **La structure des exportations**

Les exportations de l'Algérie ont atteint 66,78 mds USD contre 66,58 mds USD au cours de la même période de l'année écoulée, en légère hausse (0,37%).

Les hydrocarbures présentent 97,05% du volume global des exportations algériennes avec 64,81 mds USD durant les onze premiers mois de 2012, contre 64,61 mds USD durant la même période de 2011.

Les exportations hors hydrocarbures ont totalisé 1,96 mds USD, soit seulement 2,9% du volume global des exportations.

Les principaux produits hors hydrocarbures exportés sont constitués du groupe des demi-produits avec 1,51 mds USD (+ 7,89%), des biens alimentaires avec 259 millions USD (-21,52%) et des produits bruts avec 148 millions USD (+ 4,96%).

Les exportations des biens d'équipement industriels ont reculé de 6,45%, pour atteindre 29 millions USD.

- **La structure des importations**

Quant aux importations, elles se sont établies à près de 42,52 mds USD contre 43,34 mds USD au cours de la même période en 2011, en baisse de 1,89%.

Quatre groupe de produits de la structure des importations qui on compte sept ont connu des baisses durant cette période.

⁴⁷ Ministère des finances.

Les plus importantes baisses ont concerné les produits industriels (-18,43%) pour une valeur de 12,10 mds USD, les équipements agricoles (-20,22%) totalisant 290 millions USD, les produits alimentaires (-9,78% à 8,10% mds USD) et enfin les demi-produits (-3,36% à 9,46% mds USD).

2-2) L'inflation liée aux mutations structurelles

Née des choix industriels faits par l'Algérie.

➤ L'inflation inhérente à la politique économique

Le modèle de développement retenu par l'Algérie peut s'identifier par les principales caractéristiques : le surinvestissement, la surcapacité de la production, la surtechnologie et les surcoûts d'investissements et d'exploitations.

- **Le surinvestissement** : un investissement peut être inflationniste car, il engendre une distribution de revenus avant la production de bien et service et leur mise à disposition des agents économiques. En effet, si l'offre de biens de consommation est insuffisante, cela se transforme en inflation, il est nécessaire de recourir aux importations pour faire face à une forte demande.
- **La surcapacité de production** : la taille des unités industrielles joue un rôle non négligeable dans le niveau des coûts de production, en effet, les industries lourdes ont impliqué l'implantation d'unités de grandes dimensions contrairement à l'industrie légère.
- **La surtechnologie**
 - **L'importation de bien d'équipement** : l'absence d'industrie nationale a entraîné le recours aux importations des équipements.
 - **Le recours à l'assistance technique** : le choix d'une technologie sophistiquée en absence de personnel algérien suffisamment qualifié pour l'assimiler a rendu indispensable le recours à l'assistance technique étrangère pour mieux gérer l'appareil de production.

- **Les surcoûts d'investissement et d'exploitation**

Les causes des *surcoûts d'investissement* peuvent se résumer ainsi : inexistence ou insuffisance des travaux d'infrastructure dans les régions d'implantation des unités industrielles devant l'insuffisance quantitative de la main d'œuvre qualifiée, la charge de la formation professionnelle est incluse dans le coût de chaque projet, les machines et les équipements qui sont importés nécessitent des coûts supplémentaires d'emballages et de transport par rapport à leur prix dans les pays d'origine. Toutes ces causes se répercutent indirectement sur les prix de revient par l'intermédiaire des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles acquises au titre de la réalisation des investissements.

Pour ce qui est des *surcoûts d'exploitations* ces derniers résultent de l'importance des emprunts pour financer les investissements et l'ampleur des découverts bancaires engendrent des frais financier. Ces surcoûts engendrent selon leur ampleur des déficits d'exploitation qui sont dus au non maîtrise de l'appareil de production qui se traduit par une faiblesse quantitative de la production et de la productivité.

- **L'inflation sectorielle**

L'inflation sectorielle trouve son origine dans les secteurs moteurs de l'inflation qui sont :

- **L'agriculture** : l'Algérie fait parti des pays où le secteur agricole stagne, ce qui se traduit par une pression à la hausse des prix des biens dans ce secteur, donc des tentions inflationnistes dans ce secteur du fait de l'insuffisance de *l'offre* par rapport à la *demande* (le secteur de l'agriculture présente 9,2% du PIB en 2002, 9,8% en 2003, 9,4% en 2004, 7,7% en 2005, 7,5% en 2006 et en 2007, 6,4% en 2008, 9,3% en 2009 et 8,4% en 2010) .
- **Les hydrocarbures** : le secteur des hydrocarbures est par excellence le pilier de l'économie algérienne, il représente à lui seul près de la moitié du PIB (Après 50 années d'indépendance politique, les exportations sont en majorité constituées d'hydrocarbures (98%), le confort

financier que connaît l'Algérie aujourd'hui est l'œuvre de ce secteur⁴⁸. Les hydrocarbures représentent la majorité des exportations des biens et des marchandises, c'est pour cela que sa variation fait parti de l'un des déterminants de l'inflation qui peut avoir deux effets :

- **L'effet de premier tour** : l'usage illimité et la présence incontournable du pétrole et de ses produits dérivés dans les cycles de production engendre l'effet de premier tour d'une hausse des prix du pétrole sur l'inflation, cette dernière peut être divisé en deux étapes :

-Un effet direct : qui se manifeste automatiquement par l'augmentation des prix des produits énergétiques qui représente environ 85% de la masse du pétrole consommée⁴⁹, l'augmentation des prix du pétrole se transcrit forcément par l'augmentation des prix des produits énergétique. Cet effet se dégrade en fonction de la baisse de l'utilisation du pétrole dans la technique de production de ces produits.

-Un effet indirect : engendré par la croissance des consommations intermédiaires en énergie dans la mesure où la hausse des prix des produits énergétiques résultant de l'effet direct se répercute sur les coûts des productions les plus amont en énergie y compris les coûts de transport pour distribution. Cet effet ne manque pas d'importance, si on tient compte de la diversité des produits qui ne peuvent pas se passer de l'usage du pétrole et de ses dérivés dans leur cycle de production, tel que la quasi-totalité des plastiques, les routes ...

Cette hausse de la facture énergétique conduit à une réduction de la marge bénéficiaire des entreprises, qui selon leurs comportement de marge peuvent répercuter totalement ou partiellement, selon le contexte concurrentiel et leurs pouvoirs de marché, ce coût sur leurs prix de vente. Cet effet se manifeste notamment

⁴⁸ Ce confort financier est dû à l'envolée des cours des hydrocarbures et l'augmentation des volumes d'exportations depuis 2002.

⁴⁹ Un baril de pétrole génère en moyenne 73,8 litres de carburant, 34,8 litres de fuel domestique, 15,2 litres de kérosène, 8,7 litres de mazout lourd, 14,4 litres de gaz et d'autres produits gazeux.

sur les prix des produits les plus amont en énergie et sur les prix des produits alimentaires, les hausses des prix s'engouffrent ainsi dans un processus de hausse cumulatif en induisant une hausse généralisée des prix et donc une inflation.

Les hausses des prix de ces produits peuvent agir aussi sur les structures de consommation des ménages et des entreprises, en effet, contre ces hausses et pour des tentatives de sauvegarde de leurs revenus, ces agents vont essayer d'opérer des substitutions entre produits chers et bon marché, à titre d'exemple le renchérissement de *l'essence* peut inciter certains ménages à moins utiliser leurs voitures et en revanche, à acheter davantage d'autre biens. Pour les entreprises et étant donnée un objectif de production bien déterminé, ils vont essayer de remplacer les produits pétroliers chers par des produits énergétiques moins chers.

L'augmentation des prix à la consommation entraîne une baisse du pouvoir d'achat des ménages, ce qui va déclencher l'effet de la boucle salaire-prix dit effet de 'second tour'.

○ **L'effet de second tour ou de boucle prix-salaire**

Les hausses des prix à la consommation qui en résultent de l'effet de premier tour génèrent une perte de pouvoir d'achat des ménages, et dans l'objectif de maintenir leurs pouvoir d'achat intact, les salariés exigent des augmentations de leurs salaires.

Les hausses des salaires qui en résultent sont perçues comme de nouvelles hausses des coûts de production, les producteurs vont contrebalancés l'élévation de leur coûts sur les prix de vente, il en résulte ainsi un dynamisme dans lequel la hausse des prix devienne auto-entretenue et alimentée par un cercle vicieux et défectueux qu'on appelle 'boucle prix-salaire'.

➤ **L'inflation régionale** : cette inflation trouve son origine dans :

- **La répartition inégale de la population** : cette situation engendre une forte concentration des revenus dans les régions surpeuplées, ce qui accroît les pressions inflationnistes d'une part, d'autre part une forte pénurie de logement qui provoque l'augmentation des prix de loyers à l'extérieur du secteur étatique.
- **Les implantations industrielles régionales** : les investissements réalisés massivement dans certains régions bouleversent l'équilibre intérieur sur le

marché des produits agricoles et industriels et sur celui du travail, comme l'offre sur ces marchés est restreint, il s'ensuit des tentions inflationniste.

3) L'inflation institutionnelle

En Algérie, l'inflation institutionnelle présente un caractère particulièrement important, elle est à la fois une inflation par un excès de la *demande* et une inflation par les *coûts*. Les mécanismes qui donnent naissance à ce type d'inflation sont :

3-1) L'inflation organisationnelle

Le mode d'organisation de l'économie nationale a progressivement été un facteur d'inflation en Algérie, la priorité accordée au secteur productif particulièrement à l'industrie a détourné la totalité des ressources humaines du pays vers ce secteur, certes, une politique de développement qui vise à restaurer l'économie nationale ne pouvait se concevoir sans industrialisation dont sa réussite est conditionnée par la mise en place d'une infrastructure suffisante et d'un cadre institutionnel adéquat.

En définitive, l'intérêt excessif porté à l'industrie au profit des autres secteurs a induit des déséquilibres, aussi le manque d'expérience et de qualification du personnel dans les sociétés nationales a engendré des insuffisances dans leur fonctionnement.

Malgré la restructuration organique des entreprises nationales, ces insuffisances demeurent encore même accentuées dans certains cas (le secteur de l'industrie présente 5,5% du PIB en 2005, 5,3% en 2006, 5,1% en 2007, 4,7% en 2008, 5,7% en 2009 et 5,0% en 2010).

3-2) L'inflation de pénurie

La pénurie peut représenter plusieurs formes et présente un caractère plus ou moins aigu selon le secteur, le produit ou le service. On peut citer les principaux cas suivants :

- La pénurie de *biens de consommation alimentaires*, mais qui peut être substitué par d'autres biens, par exemple : on remplace le café par le thé.
- La pénurie des *services quotidiens* (transport) est comparable à celles des biens alimentaires sauf que leur substitution peut ne pas exister.

La pénurie peut avoir une dimension locale, régionale ou nationale. Cette pénurie a des effets puisque cette dernière provoque l'apparition des marchés parallèles sur lesquels les prix sont destinés à la hausse, ainsi la pénurie profite aux gens malhonnêtes qui la maintiennent, car par le biais de l'inflation qu'elle provoque, ils font fortune à la faveur des dérèglements de la distribution.

Enfin, il ne faut pas oublier que les conséquences sociales de la pénurie sont fâcheuse et rendent la vie quotidienne pénible et source d'agacements.

3-3) L'inflation de mutation

Elle découle de la décision de faire passer l'économie algérienne à l'économie de marché à partir du premier janvier 1991. Cette décision résulte une conséquence directe sur l'accélération de la hausse des prix, en effet, la libéralisation des prix a fait rattraper le retard du blocage des prix de certains biens et services accumulé durant plusieurs années, la brutalité et l'intensité des hausses de prix ont introduit des perturbations au niveau des consommateurs.

- **La libéralisation des prix**

La libéralisation des prix à instaurer un climat inflationniste ; tout le monde s'est mis à relever les prix avec ou sans justification, ce qu'il faut noter aussi, c'est le fait que la libéralisation des prix dans une situation caractérisée par une offre rigide donc, les prix seront augmentés sous la pression de la demande.

Or, en Algérie, l'introduction de l'économie de marché qui implique forcément la concurrence, la condition de flexibilité de l'offre, n'est pas encore réunie, il en est de même pour la condition de l'élasticité de la demande qui est perturbée par le climat de la pénurie, on achète ce qui est disponible et non pas en fonction de ses besoins ou des prix.

Donc, l'équilibre dans ces conditions s'établira à un niveau élevé des prix, compte tenu de la rigidité de l'offre. Il aurait donc fallu mettre en œuvre une véritable politique de la concurrence, sinon la libéralisation de l'économie sans avoir réuni préalablement certaines conditions ne ferait qu'accentuer la hausse des prix⁵⁰.

4) La variation du taux de change

En Algérie, la demande de beaucoup de produits de consommation augmente régulièrement, la demande dépasse l'offre donc les prix sont en augmentations, les salaires ne peuvent plus faire face aux prix qui flambent et pour s'en sortir on demande l'augmentation des salaires, il faut plus de dinars pour acheter le même produit (il ya cinq ans avec mille dinars on pouvait acheter un nombre de produits mais aujourd'hui pour acheter la même quantité de produits il faut payer cinq milles dinars) c'est cela qui génère la spirale inflationniste. En effet, ces changements dépendent de la part qu'occupent les biens importés dans le panier de consommation.

Toutefois, une variation du taux de change se répercute sur les prix à la consommation par l'influence qu'elle a sur la demande des produits intérieurs, ainsi, une dépréciation donnant lieu à une majoration du prix des biens importés fera augmenter la demande des biens produits au pays qui concurrencent les importations. Lorsque cette demande s'intensifie, elle exerce des pressions à la hausse sur les prix intérieurs et les salaires nominaux, en augmentant, les salaires poussent encore davantage à la hausse des prix intérieur.

Lorsque le taux de change chute, les importations sont plus onéreuses et les exportations moins chères, cela devrait accroître la demande pour les exportations et réduire la demande pour les importations. Les exportations sont moins chères en monnaie locale lorsque les importations coûtent plus chères en monnaie locale.

Dans un pays quelconque, l'accroissement de l'inflation intérieur implique la dévaluation de la monnaie et inversement.

Le cours de Dinar par rapport au Dollars s'est situé à 72,6 Dinars pour un Dollar à fin décembre 2003 contre 78,37 Dinar pour un Dollar à la fin juin 2003, et

⁵⁰ BROUPEB « *Les conditions de passage vers l'économie du marché* », IN PB économique n°2189, 1990, p109.

79,72 Dinar/ Dollar à fin décembre 2002. Pour les mêmes fins de période, le cours de Dinars/ Euro était respectivement : 92,26 et 89,79 et 83,45.

Au cours du 1er semestre 2012⁵¹ :

Le taux de change moyen semestriel du Dinar s'est apprécié de 0,43% contre l'Euro à 102,17 Euros pour un Dinar, mais s'est déprécié contre le Dollar de 2,82% à 75,38 dollars/dinar.

Le taux de change effectif nominal du dinar quant à lui a connu une appréciation moyenne de 2,27% au moment où l'appréciation du taux de change effectif réel du dinar a été plus élevée.

En Algérie, l'inflation est causée par plusieurs facteurs (le mode d'organisation de l'économie, la stratégie d'industrialisation adoptée, les structures économiques et sociales héritée de la colonisation et le modèle monétaire et financier qui sert d'appui à la politique de développement depuis 1970) ces derniers peuvent être eux même liés entre eux : l'augmentation des prix du pétrole entraîne une hausse des prix des biens dans ce secteur d'où une hausse des salaires, ainsi qu'une croissance de la masse monétaire. Le taux de change quant à lui-même augmente les prix à l'importation, d'où la hausse des salaires et une inflation par la suite.

Tous ces facteurs représentent les principales causes de l'inflation en Algérie et engendrent la perturbation du système économique vue les conséquences qu'ils peuvent générer.

SECTION III

LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION

L'inflation est l'un des phénomènes économiques les plus connus, elle a des causes variées et des conséquences tantôt *néfastes*, tantôt *bénéfiques*.

⁵¹ R. Rachel « *bonnes performances de la situation monétaire et financière de l'Algérie au cours du 1^{er} semestre 2012* », quotidien Liberté du 11/09/ 2012, p 7.

L'inflation est un mal ou une maladie, quand elle se manifeste, l'économie enregistre des effets nouveaux non souhaitables et la vie économique et sociale enregistre des effets indésirables⁵². En effet, les ménages essayent d'être rationnels dans leurs dépenses, les entreprises tentent de saisir la situation pour faire des profits, donc c'est un déséquilibre macroéconomique qui se matérialise par des conséquences sur le plan intérieur (économique, politique et social) et sur le plan extérieur comme suit :

1) Sur le plan économique

Les conséquences de l'inflation sont :

1-1) La diminution de l'épargne

Sur le plan économique, l'inflation entraîne des conséquences importantes, il s'agit d'un phénomène qui accélère les dépenses de consommations au détriment de l'épargne.

Aussi, la fixation d'un taux d'intérêt rémunérant l'épargne à un niveau largement inférieur au taux officiel d'inflation, détourne les épargnants vers d'autres formes de placement par exemple la *thésaurisation*.

1-2) L'augmentation de la spéculation

L'économie assiste à des situations de gaspillage, cela peut être dû à l'apparition des marchés parallèles dans lesquels les prix sont toujours poussés vers le haut. On enregistre l'instauration des économies spéculatives⁵³ pour atteindre des gains faciles sans le moindre effort.

Aussi, au niveau des entreprises, deux phénomènes principaux peuvent apparaître : le premier étant la préférence aux investissements spéculatifs au lieu des investissements productifs, le deuxième phénomène est les entreprises qui préfèrent produire d'avantage, en produisant du non qualité dans le but de profiter des hausses des prix. Il est nécessaire de noter que parfois la hausse des prix devient une manière propice à d'autres hausses des variables économiques, cela peut entraîner une concurrence non à la diminution des prix, mais au contraire à leur augmentation.

⁵² GHITTON Henri « La monnaie », édition Dalloz, 1970, p580.

⁵³ Spéculation : opération sur des biens meubles ou immeubles, en vue d'obtenir un gain d'argent de leur exploitation ou plus fréquemment de leur revente.

Parfois les consommateurs acceptent la hausse des prix de certains biens que leur pénurie et leur absence sur le marché.

En effet, en période d'inflation, les profits gonflant artificiellement, alors, elle pénalise les activités à faible rentabilité⁵⁴ mais nécessaires pour le développement du pays (comme l'industrie lourdes), en revanche, elle favorise celles dont la rentabilité est importante et immédiate et dont l'intérêt social n'est pas toujours évidente (l'industrie légère, services, commerce en particulier...) se qui engendre la création et le développement du goût pour l'enrichissement rapide et sans effort particulièrement dans le secteur privé, de plus, les consommateurs ou les acheteurs en tendance à accepter sans résistance notable les prix fixés par les vendeurs.

Les pratiques spéculatives consistant à manipuler le volume des stocks en vue d'influencer l'offre sont devenues monnaie courante⁵⁵, c'est ainsi qu'aux pénuries résultant du mauvais fonctionnement des institutions (monopole, organisme de distribution) et de l'insuffisance des moyens de transports et des infrastructures de stockages...s'ajoutent les pénuries volontairement provoquées par l'intervention de gros commerçants qui choisissent judicieusement les produits dont la demande va croître pour pratiquer la rétention de stocker afin de faire monter les cours.

C'est souvent le cas à l'approche de certaines fêtes religieuses à l'occasion desquelles on s'attend à une impulsion de la demande sous l'effet des traditions.

Aussi certaines activités (les services), en absence d'une réglementation et le contrôle effective des prix, exigent des tarifs hors de proportion pour leurs prestations. Néanmoins, la demande de ces services croît sous l'action conjuguée de l'enrichissement rapide de ces couches sociales, face à ces tarifs pratiqués, il ya une augmentation de nombre des travailleurs en noir.

1-3) La baisse des investissements

L'inflation est nuisible à l'investissement à plus d'un titre, elle fausse le calcul économique ce qui rend difficile sinon impossible l'appréciation de la rentabilité des

⁵⁴ C'est à dire que la rentabilité de ces entreprises se fait à partir de plusieurs années après.

⁵⁵ BALI H, OP.CIT, p 20.

projets. En renchérissant les impôts (matières premières, main d'œuvre...) elle diminue la rentabilité de l'investissement.

En Algérie, la hausse des prix des matériaux de constructions et du ciment en particulier en 1991, a provoqué l'arrêt de nombreux chantiers et rendu inopportuns de nombreux projets, la réévaluation de ces derniers s'imposerait au début même de l'exécution des travaux de réalisation.

De plus, l'inflation tend à accroître les besoins en fonds de roulement, car les éléments les constituant (stocks, client...) augmentent sous l'action de la hausse des prix, sans qu'il y ait une compensation suffisante du côté des comptes fournisseurs.

2) Sur le plan politique

L'inflation peut déclencher ou aggraver des troubles sociaux, lesquels peuvent engendrer la perte de la stabilité intérieure aussi bien économique, social) par conséquent l'équilibre extérieur.

L'inflation est considérée comme une des raisons ayant poussé la population dans la rue lors de la révolution égyptienne et lors de la révolution tunisienne de 2011.

3) Sur le plan extérieur

Chaque pays souffrant du phénomène d'inflation rend les exportations plus coûteuses et les importations moins chères. Par conséquent, l'économie enregistre une part d'importations plus importante que les exportations et par la suite un déséquilibre de la balance des paiements en termes de déficit, le pays en question perdurera sa compétitivité au niveau international du moment que les importations seront au même niveau de prix que les produits intérieurs, voir même les prix des produits extérieurs avec des prix plus faibles que ceux de l'intérieur.

- Inflation dans le pays engendre la hausse des exportations et par là, la baisse de la demande extérieure donc moins d'exportation.
- Inflation dans un pays engendre aussi la baisse des prix à l'importation (produits importés) ce qui provoque la hausse de la demande interne des produits extérieurs donc plus d'importations.

4) Sur le plan social

L'inflation engendre :

4-1) Ladiminution du pouvoir d'achat

Devant la continuité des hausses des prix de tous les biens et services, les ménages préfèrent réaffecter leurs revenus à l'achat des marchandises avant que leurs prix n'augmentent d'avantage. Les conséquences les plus coûteuses pour les ménages, correspond d'abord à une diminution du *pouvoir d'achat*, on parle aussi dans certains cas même de dépréciation de la monnaie. L'inflation entraîne la baisse du pouvoir d'achat des ménages à revenus fixes (salariés, fonctionnaires, retraités).

4-2) Situations défavorables pour les revenus fixes

Comme le pouvoir d'achat désigne la quantité des biens et services qu'un revenu permet d'obtenir et de satisfaire les besoins de l'individu, par conséquent, l'inflation avantage certains titulaires de revenus et désavantage d'autre c'est-à-dire, les titulaires de revenus fixes (salariés, fonctionnaires, retraités, pensionnés...), quand les prix augmentent, ils voient leur pouvoir d'achat baisse de plus en plus sans possibilités de défense. Mais, si des mesures de réajustement ont été prises en leur faveur, c'est souvent avec un retard qui ne permet pas de compenser entre la perte due à l'érosion monétaire et par le gain résultant du réalignement de leur revenu.

Alors que les personnes dont les revenus sont plus au moins élevés comme par exemple les médecins, les avocats..., voient leur pouvoir d'achat augmenté plus vite que la hausse des prix (les praticiens de la santé publique bénéficieront d'une importante augmentation de leurs salaires entre 30 et 80.000 Dinars. Par conséquent, le salaire des médecins généralistes, catégorie « B » atteindra 70.000 DA alors que les plus anciens toucheront jusqu'à 140.000 DA)⁵⁶.

Dans une situation d'inflation, l'économie d'un pays enregistre des disparités entre les différentes couches sociales, alors pour se protéger contre l'inflation, les titulaires de hauts revenus, les débiteurs, les propriétaires de biens immobiliers

⁵⁶<http://forumed.sante-dz.org/f31/salaire-des-medecin-t23585/>, consulté le 29/07/2013.

(logement, terrains) ou mobiliers tel que les voitures se protègent mieux et plus vite, par contre les titulaires de revenus fixe se protègent moins ou plus tard.

4-3) La formation des fléaux sociaux

En effet, l'inflation favorise aussi le chômage et la formation des marchés parallèles, on assiste aussi à une déchirure psychologique et sociale comme la violence et la délinquance.

Les causes de l'inflation en Algérie sont multiples, par conséquent des résultats catastrophiques sont enregistrés sur tout les plans (économique, extérieur, politique) mais principalement sur le plan social viennent d'accentuer la dégradation des conditions de vie.

L'inflation touche en premier lieu les ménages représentés par la classe moyenne (la plus nombreuse) ce qui est l'encre de la croissance d'un pays. Chacun cherche à répercuter sur les autres la hausse des prix qu'il subit lui-même, dans ce combat pour accaparer la part la plus grande, les chances des uns et des autres semblent inégales, les forts ayant la possibilité de se protéger d'avantage et plus facilement que les faibles.

Conclusion du chapitre

Le phénomène inflationniste est apparu en Algérie avec la mise en œuvre de la politique de développement, durant les années 80, l'Algérie a connu de graves problèmes suite à l'inadéquation du système de gestion ainsi que les exigences de l'économie de transition. L'inflation s'est accéléré durant les années 90 ou l'Algérie à enregistrer des hausses importantes des prix mais l'amélioration de la conjoncture politique et économique à contribuer à une maîtrise de l'inflation depuis 1996.

L'inflation est un mal qui à frapper l'Algérie depuis longtemps, alors qu'elle continue de propager et ces causes sont multiples (institutionnelles, monétaire, structurelles ...) engendrant des effets non désirables, donc c'est un déséquilibre macroéconomique qui se matérialise par des conséquences sur le plan intérieur et sur le plan extérieur.

Au niveau global, la dépréciation de la monnaie nationale (baisse de pouvoir d'achat de la monnaie), la baisse de l'épargne et des investissements productifs au profits des investissements spéculatifs, la baisse de pouvoir d'achat des ménages à

revenus fixe, la hausse des couts de productions pour les entreprises, ainsi que la réduction de la compétitivité de l'économie en réduisant les exportations et en favorisant les importations sont tous les conséquences néfastes de l'inflation.

L'inflation est favorable aux ménages endettés dans la mesure ou elle diminue leurs dettes (le pouvoir d'achat de la somme remboursée en période d'inflation est inférieur à celui de la somme empruntée avant l'inflation), il est favorable aussi aux entreprises endettée dans la mesure ou elle induit l'allègement de leurs dettes ce qui peut favoriser l'investissement, aussi en période d'inflation, les biens stockés au niveau des entreprises sont vendus à des prix supérieurs, ce qui entraîne une hausse du chiffre d'affaires de celles-ci.

L'inflation a quelque effet bénéfique mais assez d'effets négatifs.

Conclusion de la partie I

Conclusion du la partie I

L'inflation est un phénomène touchant les économies mondiales, c'est un processus durable et général de hausse cumulative du niveau général des prix qui dépend de nombreuses variables économiques, une hausse ou une baisse de celui-ci peut avoir des origines diverses et variées. Une tension inflationniste résulte de l'existence de décalage entre flux monétaires et flux de biens et services, la hausse des prix engendrée par les tentions inflationnistes peut se circonscrire à un seul secteur ou région ou se diffuser au sein de l'économie entière.

En Algérie, les raisons qui expliquent la variation du niveau générale des prix sont donc multiples : monétaires due aux modes de financement des investissements ainsi qu'a l'évolution de la masse monétaire, structurelle due à l'état de sous développement de l'Algérie ainsi qu'aux mutations structurelles, et institutionnelles comme l'état de la pénurie. En Algérie, l'inflation est le reflet de la panne de la croissance et la rigidité de la production voir même sa diminution (faiblesse de la production et de la productivité) et une forte augmentation de la demande par rapport à l'offre ce qui engendre un déséquilibre et le recours à l'importation qui alimente de son coté l'inflation, par conséquent des résultats catastrophiques sont enregistrés sur tout les plans.

L'inflation est considérée comme le mal du siècle tant par sa complexité, ses aspects variés et son omniprésence dans la vie économique contemporaine, la maitrise de ce phénomène est une condition essentielle à la stabilité économique d'un pays car avoir une stabilité des prix contribue d'une manière significative au bien être général et notamment à un niveau élevé d'activité économique ainsi qu'une prospérité durable.

Ce phénomène engendre la perturbation du système économique d'où la nécessité de mettre en œuvre des instruments efficaces et des mesures de sécurité et de lutte pour ralentir l'évolution de ce mal et éviter qu'il se propage à des niveaux supérieurs.

En Algérie, le pouvoir public (l'Etat) afin de lutter contre l'inflation a mis en place un ensemble des politiques à savoir la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique des prix et la politique des revenus, ce qui va faire l'objet de la deuxième partie de notre travail.

Partie II :

**Les politiques de lutte
contre l'inflation en
Algérie**

Partie II

Les politiques de lutte contre l'inflation en Algérie

Introduction

Tout déséquilibre entre *l'offre de monnaie* et *l'offre de biens et services* se traduit par une hausse des prix qui signifie une poussé inflationniste. La nocivité de l'inflation réside précisément dans les distorsions qu'elle engendre, à cause de ses effets distors-ifs non seulement sur le plan économique mais également et surtout sur le plan social, l'inflation doit être combattue.

Les Banques centrales n'ont pas une tâche facile du fait que c'est l'organe qui émis et contrôle la masse monétaire en circulation, elles sont obligées de garantir la stabilité des prix c'est-à-dire assurer que le taux de variation des prix est faibles et régulier (instabilité des prix est une source d'incertitude). Pour ce faire, ces dernières disposent de plusieurs instruments pour maîtriser l'inflation.

L'inflation est un mal dont l'Algérie souffre, cela amène les autorités à mettre en œuvre un ensemble de politique de lutte contre le phénomène, on trouve *la politique de revenu* qui cherche à maîtriser la répartition des revenus, *la politique des prix* qui sert à contrôler les prix de certains produits, *la politique budgétaire* et *fiscales* qui consiste à la réduction des dépenses de l'Etat ,mais la politique la plus utilisée c'est ***la politique monétaire*** qui agit sur la liquidité par le biais des instruments quantitatifs et qualitatifs, selon G.Gobin : « *la politique monétaire se définit comme l'ensemble des interventions des autorités monétaires qui ont pour objet d'agir sur l'évolution et le coût de la monnaie tant sur le plan interne que sur le plan externe, en vue de réaliser certains objectifs* »¹.

Dans cette deuxième partie, nous envisagerons d'examiner les différentes politiques de lutte contre l'inflation, à savoir *la politique monétaire*, *la politique budgétaire*, enfin *la politique prix-revenu*.

¹ BOUSAR. C « Le système financier et le financement de l'agriculture en Algérie », thèse de doctorat du 3^{ème} cycle MFB, Toulouse Université de sciences sociales de Toulouse, 1986, p68.

Chapitre I :
La politique monétaire en
Algérie

Chapitre I

La politique monétaire en Algérie

Introduction

L'inflation est devenue l'une des préoccupations majeures des pouvoirs publics algériens, notamment de la Banque d'Algérie qui a multiplié, dans la période récente, rapports et avertissements sur cette question.

La politique monétaire en Algérie, notamment durant les dernières années a eu pour objectif final la stabilité monétaire à travers la stabilité des prix en fixant un taux d'inflation à moyen terme de 3%. Lorsque les résultats s'écartent de cet objectif, la banque d'Algérie intervient en utilisant ses instruments de politique monétaire, ce que nous allons essayer d'expliquer pour les deux périodes (1990-2000) et (2001-2012).

Section I

La politique monétaire

La quantité de monnaie en circulation dans une économie ne doit pas être trop faible, car les agents économiques seront alors obligés de limiter leurs activités économiques (consommation, production, investissement, etc.). À l'inverse, une quantité de monnaie trop abondante met à la disposition des agents un pouvoir d'achat bien supérieur à la quantité de biens disponibles, ce qui peut provoquer une hausse des prix, la politique monétaire est l'un des instruments utilisés par les autorités monétaire en Algérie afin de faire face au problème d'inflation.

1) Définition de la politique monétaire

La politique monétaire est l'un des principaux instruments de la politique économique, comme la politique *budgétaire* et *fiscale*. Elle a pour objectif d'adapter le mieux possible l'offre de la monnaie du système bancaire aux besoins des agents économiques en vue d'obtenir la régulation de l'activité à court terme et à moyen terme. Ses objectifs finals sont ceux de la politique économique : *la stabilité des prix*, *la croissance économique*, *le plein emploi* et *l'équilibre extérieur*, mais une priorité est accordée à l'objectif de la stabilité des prix. A côté de ces objectifs, il convient de distinguer les objectifs intermédiaires.

La politique monétaire est l'ensemble des mesures qui sont destinées à agir sur les conditions de financement de l'économie, son objectif principal est le maintien de la stabilité des prix (*approche monétariste*), mais elle peut favoriser la croissance et le plein emploi (*approche keynésienne*). Pour atteindre ses objectifs, la banque centrale dispose d'une série d'outils susceptibles de moduler la création monétaire⁶¹.

Elle est mise en place par la banque centrale. De nos jours, elle est le principal outil de régulation de l'inflation.

2) Les objectifs et les délégations de contrôle de la politique monétaire

La politique monétaire est un ensemble d'éléments qui se base nécessairement sur le *crédit*, le *taux d'intérêt* et le contrôle de la *progression de la base monétaire* par la Banque centrale, donc c'est une politique qui a pour objectif d'agir sur l'évolution de la masse monétaire. La politique monétaire est un sous ensemble de la politique économique qui a pour but de réaliser le fameux « CARRE MAGIQUE » : *croissance maximum, plein emploi, stabilité de la valeur de la monnaie, équilibre de la balance des paiements*. Mais la politique monétaire met l'action sur des objectifs recentrés autour de la stabilité monétaire : réduction de l'inflation et préservation du pouvoir d'achat de la monnaie⁶².

Pour la réalisation de ces objectifs monétaires et économiques et avec l'intervention des autorités monétaires et plus particulièrement de la Banque centrale, la politique monétaire utilise différents moyens d'actions permettant de lutter contre tout déséquilibre comme l'inflation.

Pour être efficace, un objectif intermédiaire doit remplir quatre conditions⁶³:

- Exercer un effet direct sur l'une des cibles finales, afin d'être lisible par les agents économiques.
- Ne pas conduire à des influences contradictoires sur les différentes cibles finales afin d'établir clairement les responsabilités.

⁶¹ www.pearson.fr/resources/titles/27440100567610/.../7360_chap01.pdf. Consulté le 01/08/2013 .

⁶² PARENT Antoine « *L'espace monétaire et ses enjeux* », édition Laurence Michoux, France, mars 1996, p48.

⁶³ LEHMANN Paul Jacques « *Théorie et politique* », édition Du Seuil, Paris, septembre 1999, P 54.

- Etre sous la dépendance exclusive de ces autorités, afin d'éviter des conflits.
- Etre contrôlé directement par les autorités en charge de la politique concernée, afin d'établir clairement les responsabilités.

A partir de ces quatre conditions, il faut déterminer quels objectifs intermédiaires peuvent être fixés à la politique monétaire. Les objectifs de la politique monétaire sont multiples, il est important de les savoir ainsi que les délégations qui contrôlent cette dernière.

2-1) Les objectifs de la politique monétaire

Les objectifs de la politique monétaire sont plusieurs : la croissance économique, la stabilité des prix, la lutte contre le chômage, la stabilité des marchés financiers, la stabilité des taux d'intérêts et de taux de change, les deux principaux sont la croissance économique et la stabilité des prix.

La stabilité des prix est un objectif final qui ne peut pas être réalisé directement ou immédiatement, pour rendre opérationnelle la réalisation de la stabilité des prix, les autorités monétaires (banque centrale) ont substitué des objectifs intermédiaires (l'action sur les variables monétaires sources d'inflation) à l'objectif final.

Les objectifs intermédiaires sont des variables monétaires dont le contrôle et la régulation sont censés permettre d'atteindre les objectifs finaux précédemment cités, en particulier l'objectif de la stabilité des prix. Il s'agit des variables monétaires sur lesquels la Banque Centrale peut agir « *la politique monétaire peut influencer les variations des agrégats de monnaie, des taux de change, taux d'intérêt, mais elle ne peut agir directement sur le niveau des prix, de la production ou des salaires* »⁶⁴.

Les objectifs intermédiaires se réalisent en agissant sur deux variables de l'économie : *la masse monétaire* qui est un objectif quantitatif et *les taux d'intérêt et de change*.

➤ **Les objectifs quantitatifs**

Ces objectifs portent sur l'évolution des agrégats monétaires, c'est-à-dire, sur les différents indicateurs de la masse monétaire en circulation dans une économie. L'objectif

⁶⁴ PALAT Jean pierre « *La monnaie, institutions financières et politique monétaire* », 5^{ème} édition economica, Paris, 1987, p387.

consiste pour les autorités monétaires à fixer un taux de croissance pour l'augmentation annuelle de la masse monétaire (par exemple, un taux de croissance de 3% pour un agrégat particulier). Durant l'année, les autorités devront donc utiliser tous les instruments de la politique monétaire qui sont à leur disposition pour que la masse monétaire ne dépasse le niveau fixé.

➤ **Les objectifs de taux d'intérêt**

Ces objectifs amènent les autorités monétaires à fixer un niveau souhaitable pour les taux d'intérêts. Elles ne peuvent pas évidemment déterminer un taux précis car ce sont les mécanismes du marché (le marché monétaire) qui décident, selon le jeu de *l'offre* et de la *demande* de monnaie, du niveau des taux (taux d'intérêt à très court terme comme le taux au jour le jour). Comme la banque centrale est un acteur très important sur le marché monétaire, son action permet cependant d'orienter le taux d'intérêt.

➤ **Les objectifs du taux de change**

Ils ont pris depuis quelques années une place importante, les autorités monétaires peuvent utiliser les instruments monétaires pour atteindre un certain niveau de taux de change. Un pays peut rechercher une dépréciation de sa monnaie pour relancer ses exportations ou, au contraire, une appréciation de sa monnaie s'il veut bénéficier d'une désinflation importée avec la baisse des prix de ses importations. Cette politique de maîtrise du taux de change peut d'ailleurs s'inscrire parfois dans un contexte de changes fixes ou d'accords de change. Les objectifs intermédiaires sont réalisés par un certain nombre d'instruments, on distingue des *instruments directs* et des *instruments indirects*.

2-2) Les délégations de contrôle de la politique monétaire

Les pouvoirs publics doivent choisir le type de délégation à accorder aux autorités monétaires une fois que les objectifs que doit suivre la politique monétaire sont fixés. Soit une délégation à but général exercée discrétionnairement en réponse aux besoins qui se présentent, soit une délégation à but spécifique étroitement défini à partir de règles fixes et strictes.

➤ **La délégation discrétionnaire de pouvoir**

Privilegiée à l'heure actuelle dans la plupart des pays, cette forme de délégation a pour objectif de remédier aux fluctuations conjoncturelles subies par une économie. Ses adversaires lui adressent deux reproches :

- Les politiques monétaires ne sont pas capables de mettre en œuvre la politique adéquate au moment opportun, car il est délicat d'apprécier l'ampleur des mouvements économiques et donc les moyens à utiliser pour les stimuler ou les contrarier.
- Toute politique n'exerce ses effets que lorsque trois délais se sont écoulés : un délai entre la nécessité d'agir et la prise de conscience par les autorités monétaires de cette nécessité, un délai entre la prise de conscience de la nécessité d'agir et la décision d'agir, et un délai entre l'action et ses effets.

Or, ces trois délais sont à la fois longs, variables et difficiles à connaître, il est donc fréquent que les conséquences d'une politique interviennent lorsque les fluctuations ont changé de sens et nécessitent alors l'action inverse.

➤ **La délégation automatique de pouvoir**

Une telle délégation consiste pour le pouvoir public à donner aux autorités monétaires la mission d'atteindre les objectifs intermédiaires définis par des règles immuables, certains économistes souhaitent aller jusqu'à inscrire ces règles dans la constitution du pays.

Une telle action présente aux yeux de ses partisans deux avantages : elle s'exerce de façon mécanique, ce qui élimine toute erreur d'interprétation de la banque centrale sur la situation économique et l'existence des délais précédemment analysés, elle permet aux agents économiques d'établir leurs anticipations avec plus de certitude face à la politique monétaire qui est menée.

Quelque soit le type de délégation choisi, la réussite de la politique monétaire nécessite le suivi d'indicateurs permettant aux autorités monétaires de s'assurer en permanence que l'évolution de la cible est conforme aux prévisions sachant qu'un indicateur est un agrégat (mesure statique exprimée en stock ou en flux) représentatif d'un concept économique significatif, en plus un indicateur doit être :

- ✓ Lié le plus étroitement possible aux objectifs intermédiaires dont il est censé représenter l'évolution.
- ✓ Suffisamment stable pour que ses variations reflètent une évolution significative contrôlable directement par les autorités compétentes de la politique monétaire.
- ✓ Disponible rapidement pour que ces autorités se rendent compte au plus vite de la nécessité d'un changement d'orientation de l'action mise en œuvre.
- ✓ Clair, compréhensible et facilement interprétable par les agents économiques afin d'être utilisé par les pouvoirs publics comme effet d'annonce contribuant à faciliter les anticipations des agents économiques.
- ✓ Prévisible avec une faible marge d'erreur.

Ces indicateurs sont des mesures de la quantité de monnaie en circulation, c'est-à-dire des agrégats monétaires qui apparaissent comme de bons critères de la performance interne de la banque centrale, sachant que le critère de la performance au niveau externe est représenté par la valeur de la monnaie nationale par rapport aux monnaies étrangères.

Section II

Les instruments de la politique monétaire

Pour la réalisation de ces objectifs monétaires et économiques et avec l'intervention des autorités monétaires et plus particulièrement de la banque centrale, la politique monétaire utilise différents moyens d'action permettant de lutter contre tout déséquilibre monétaire, les autorités monétaires se disposent des instruments directs et indirects, le choix de ces instruments dépend du contexte institutionnel et du régime financier⁶⁵.

1) Les instruments directs : ils consistent en la limitation directe des liquidités à fournir à l'économie avant que la monnaie ne soit créée.

1-1) L'encadrement du crédit

Il consiste en une limitation par voie réglementaire du taux de croissance des encours de crédit distribués par les banques, en prenant l'année précédente comme période de base.

⁶⁵ PLIHON.D, « *la monnaie et ses mécanismes* », 5^{ème} édition, la découverte, paris, 2008, p87.

Cette limitation pouvait fonctionner car il existait des sanctions (des taux d'enfer) pour les banques qui contrevenaient au dispositif d'encadrement du crédit. Toute banque qui dépassait les normes prescrites devait constituer des réserves obligatoires à taux croissant qui devenaient rapidement insupportables. Ce rationnement est apparu comme un moyen très coercitif et d'une redoutable efficacité. Néanmoins, il comportait des inconvénients majeurs puisqu'il ne tenait pas compte de l'économie, allant même parfois jusqu'à fixer des normes par secteur d'activité (c'est la sélectivité du crédit).

L'encadrement du crédit est une mesure institutionnelle et administrative de contrôle direct de la distribution des crédits par les banques. Il consiste à limiter par voie réglementaire la progression des crédits distribués par les banques⁶⁶. Ou bien « l'encadrement de crédit est une modulation réglementaire de l'encours des crédits par rapport à une date de référence : pour une période déterminée (trimestre, année), une progression maximale est fixée aux banques⁶⁷.

Il s'agit d'une limite ou plafond d'accord des crédits par les autorités monétaires avec des sanctions à chaque banque ou établissement de crédit qui ne la respecte pas. Le contrôle de l'expansion du crédit interne par l'encadrement doit donner une maîtrise satisfaisante de la croissance de la quantité de monnaie en circulation. Cette mesure est efficace en tant que politique de contrôle de la quantité de monnaie en circulation puisque les crédits représentent la contrepartie principale de la création monétaire.

1-2) La sélectivité du crédit

La sélectivité du crédit sert à orienter les financements bancaires vers un secteur prioritaire. Il peut être mis en œuvre pour favoriser ou au contraire pour freiner le développement des crédits dans des secteurs différents.

La sélectivité du crédit se manifeste par de taux bonifiés⁶⁸ ou de montage de crédit financier spécifique, ainsi, les autorités monétaires contrôlaient l'orientation des crédits

⁶⁶ PALAT Jean pierre, OP.CIT, p420.

⁶⁷ LEHMANN Paul Jacques, OP.CIT, p79.

⁶⁸ Pour la notion de bonification, l'Etat s'engage à pousser les banques à pratiquer des taux d'intérêts inférieure à ceux du marché, de telle sorte à payer la différence appelée le taux bonifié, ce taux sera appliqué à certains secteurs ou à une certaines clientèle.

bancaires dans le sens voulu par l'Etat (par secteur d'activité). Des mesures sélectives accompagnent très souvent des mesures quantitatives.

2) **Les instruments indirects** : qui sont :

2-1) **Les réserves obligatoires**

Les systèmes de réserves obligatoires constituent dans la plus part des pays industrialisés un des principaux instruments de la politique monétaire. Lorsque ce système a été mis en place aux Etats unis en 1913, il avait pour principal objectif de protéger les déposants. Les réserves obligatoires sont en effet des avoirs en monnaie centrale que les banques doivent conserver en compte bloqué à la banque centrale. C'est donc une réserve de liquidité représentant une fraction de dépôts destinés à garantir les déposants en cas de panique financière. Aujourd'hui cet instrument est utilisé pour modifier la liquidité bancaire, c'est-à-dire les besoins des banques en monnaie banque centrale et agir par ce biais sur la politique du crédit.

Les réserves obligatoires sont des dépôts non rémunérés qui représentent des ressources que les banques donnent gratuitement à la banque centrale (celle-ci ne les utilise pas), alors qu'elles auraient pu les prêter à leurs clients afin de réaliser un profit. Ainsi, lorsque la banque augmentent le montant des réserves obligatoires, les banques doivent réduire leurs offres de crédits, en revanche, une diminution de ces réserves encourage les banques à prêter davantage de fonds (augmentation de la masse monétaire).

2-2) **Le réescompte**

C'est la plus ancienne procédure, cette pratique met directement en relation les banques et la banque centrales et a pour support un effet de commerce. Le principe est assez simple : un créancier possédant papier commercial de reconnaissance de dettes, peut obtenir avant l'échéance un crédit bancaire, contre remise à la banque de cet effet de commerce, il s'agit d'un escompte commercial. La banque à son tour peut obtenir des liquidités auprès de la banque centrale en lui cédant cet effet de commerce, c'est le réescompte. Chacune de ces opérations d'escompte ou de réescompte se réalise moyennant paiement d'un taux d'intérêt qui s'appelle le taux pour les opérations entre banques et banque centrale.

La régulation de la création monétaire passe alors par la manipulation des taux de réescompte, lorsque la banque centrale souhaite restreindre le crédit et donc la création monétaire, elle élève le taux de réescompte. Les banques répercutent cette hausse du coût du refinancement sur le taux d'intérêt des prêts accordés, ce qui doit décourager l'appel au crédit. La banque peut aussi compléter son action en fixant un plafond de réescompte limitant globalement le volume du réescompte possible.

2-3) L'open market

L'open market est un moyen d'intervention de la Banque centrale sur le marché monétaire, cette dernière peut resserrer ou encoure élargir les trésoreries bancaires par ses achats ou ses ventes de titre. L'achat des titres permet un apport de liquidité et la vente des titres permet les retraits de liquidité : il s'agit d'une opération qui se déroule sur le marché monétaire, ce dernier est un marché très sensible car la Banque centrale a la possibilité d'intervenir efficacement pour l'ensemble des opérations d'achats et de ventes des titres.

La Banque centrale n'achète jamais des titres publics auprès du trésor, mais auprès des banques de second rang. Cette opération d'achat de titre va permettre aux banques ordinaires d'avoir des liquidités, cela entrainera l'accroissement de la masse monétaire en circulation. Il est l'instrument efficace dont dispose la banque centrale pour contrôler la masse monétaire et aussi de suivre l'activité du système bancaire en générale. La Banque centrale fixe la quantité de monnaie centrale qu'elle est disposée à distribuer en échange de titres mobilisables, la confrontation de l'offre rigide de monnaie centrale et de la demande de monnaie centrale fourni le prix de l'obtention de cette monnaie centrale (le taux du marché monétaire)⁶⁹.

L'open market permet à la Banque centrale de mener :

- Une véritable politique monétaire en agissant sur la quantité de monnaie centrale en circulation.
- Une politique de reprise de monnaie centrale, les banque récupérant alors les titres qu'elles avaient précédemment remis, cette solution est possible car, dans la plupart du temps, définitivement vendus, mais seulement mis en pension⁷⁰.

⁶⁹ LEHMANN Paul Jacques, OP.CIT, p66.

⁷⁰ Les mises en pension des titres entraînent l'acquisition de la banque centrale d'instruments financiers sous un contrat stipulant à une date agréée et à un prix spécifique une possibilité de revente de ces instruments. La prise

- Une politique quotidienne de taux d'intérêt.

L'open market présente cependant des inconvénients :

- Il nécessite que les banques détiennent suffisamment de titres mobilisables pour que son impact s'exerce pleinement.
- Il accroît la volatilité des taux d'intérêts, la quantité de monnaie centrale proposée est susceptible de conduire à un taux incompatible avec l'environnement extérieur.

SECTION III

LA POLITIQUE MONETAIRE EN ALGERIE

Dans l'économie algérienne, depuis 1962, la masse monétaire croît plus rapidement que le produit intérieur brut. Entre 1966 et 1977 l'évolution de la masse monétaire est due au démarrage du plan triennal (1967-1977), l'inflation avait atteint un niveau plus haut.

L'année 1986 marque le début de remise en cause du système de gestion centralisée de l'économie algérienne, il fallait préparer les mécanismes nécessaires pour le passage à un système économique adéquat à l'ère de la mondialisation. C'est ainsi qu'un processus de réformes économiques était engagé, ce processus de libéralisation s'est accéléré à partir de 1990 pour rétrécir la période de transition à l'économie de marché.

1) La politique monétaire en Algérie entre 1990-2000

A partir de 1990, cette période à vue l'avènement de la loi 90-10 qui porte sur la monnaie et le crédit⁷¹ et qui a marqué d'une manière décisive dans le domaine monétaire et bancaire le processus de transition de l'économie algérienne vers une économie de marché et notamment avec l'adoption du programme d'ajustement structurel entre 1994 et

en pension des titres c'est la vente par la banque centrale d'instruments financiers sous un contrat qui stipule une date agréée et un prix spécifié pour leur rachat.

⁷¹ Promulguée en avril 90, cette loi constitue un nouveau dispositif législatif de soutien aux réformes économiques engagé dès 1988. Cette loi vise : à mettre un terme définitive à toute ingérence administrative dans le secteur financier, réhabiliter le rôle de la banque centrale dans la gestion de monnaie et de crédit (la banque centrale d'Algérie se réattribue les prérogatives de la banque des banques), rétablir la valeur de dinar avec une réglementation rigoureuse des mécanismes de création monétaire, l'encouragement des investissements extérieurs utiles, la clarification des missions des établissements financiers et la création d'un marché financier pour diversifier les sources de financement de l'économie.

1998⁷² (il s'agit d'un ensemble de dispositions dont certaines agissent sur la conjoncture et d'autres sur les structures et qui résultent d'une négociation entre un pays endetté et le Fonds monétaire international (FMI) pour modifier le fonctionnement économique du pays, le FMI conditionnant son aide à la mise en place de réformes qu'il considère pérennes).

1-1) Les principaux apports de la loi 90-10

La loi 90/10 du 14 avril 1990 a porté sur la réforme monétaire dans le but d'instaurer de nouveaux mécanismes financiers basés sur les règles d'économie de marché, cette loi vient en complément des réformes économiques intervenues de 1986 à 1990, cette loi « va viser à mettre définitivement fin à la triple crise d'endettement, d'inflation et de gestion monopolistique et leur substituer le financement par les fonds propres et l'épargne, ainsi que la régulation par le marché. Elle va construire les supports institutionnels, instrumentaux et opératoires de ces objectifs de rigueur et d'équilibre »⁷³, dont les principaux points sont :

- ✓ La loi 90-10 a définitivement supprimé le caractère légal de la domination des entreprises publiques sur les banques ; les relations entre les banques et les entreprises publiques sont soumises aux règles contractuelles, l'octroi du crédit doit subir aux règles prudentielles.
- ✓ L'autonomisation de la sphère monétaire et bancaire par rapport à la sphère budgétaire ; afin de limiter le financement monétaire des déficits publics, un plafond est fixé pour les avances en compte courant accordées par la Banque d'Algérie au Trésor.
- ✓ Le rétablissement du secteur bancaire en ses deux niveaux hiérarchisés.
- ✓ Des normes et des ratios de gestion ont été imposés aux banques les obligeant ainsi à suivre et à répercuter sur leur clientèle d'entreprises, les règles de prudence, de la commercialité, de l'éligibilité au crédit bancaire et de la viabilité. L'accès des entreprises au crédit est tributaire de sa bonne situation financière et de la rentabilité du projet qu'elle entend financer.

⁷² Un programme d'ajustement structurel est un programme de réformes économiques que le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique.

⁷³ Rapport de la Banque d'Algérie 2006, chapitre VIII : situation monétaire et politique monétaire, p 147.

1-2) Les objectifs de la politique monétaire durant la période allant de 1990 jusqu'à 2000

L'article 55 de la loi 90-10 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée, définissait l'objectif de la politique monétaire : « *la banque centrale a pour mission de créer et de maintenir dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables à un développement ordonné de l'économie nationale, en promouvant la mise en œuvre de toutes les ressources productives du pays, tout en veillant à la stabilité interne et externe de la monnaie* »⁷⁴.

L'objectif ultime de la politique monétaire reste le maintien de la stabilité des prix, c'est-à-dire, réaliser une progression limitée de l'indice des prix à la consommation⁷⁵.

Certains objectifs intermédiaires peuvent être tirés afin d'atteindre l'objectif final ;

- L'objectif intermédiaire était représenté par l'agrégat avoirs intérieurs nets de la Banque d'Algérie au cours de la période 1994-1998.

- Durant la période d'ajustement structurel, la politique monétaire tenait un caractère restrictif qui avait pour objectif de réduire la masse monétaire et limiter sa croissance par la restriction de la distribution des crédits à l'économie.

1-3) Les instruments de la politique monétaire entre 1990-2000

Pour atteindre les objectifs de la politique monétaire et en vue de contenir l'inflation, la politique monétaire dispose d'une large panoplie d'instruments, certains sont qualifiés d'instruments directs, d'autres sont qualifiés d'instruments indirects.

➤ **Les instruments directs** : ces instruments procèdent par un contrôle administratif direct, on trouve :

✓ **L'encadrement du crédit**

Est une procédure qui consiste pour la Banque Centrale, à fixer une norme de progression des crédits bancaires, en cas de dépassement, les banques subissent des pénalités. Donc, c'est une limite maximale que la Banque Centrale impose aux banques commerciales pour la distribution des crédits, il permet de limiter les risques d'endettement excessif et de

⁷⁴ Rapport de la Banque d'Algérie 2006, chapitre VIII : situation monétaire et politique monétaire, p147.

⁷⁵ Rapport de la Banque d'Algérie 2002, chapitre VI : situation monétaire et politique monétaire, p 12.

surendettement des ménages. Il concerne ; le crédit immobilier, les prêts à la consommation, le rachat de crédit...

Le but est d'éviter que le crédit soit trop abondant, puisque le crédit est une création de monnaie, il entraîne une hausse de la masse monétaire donc l'inflation.

En économie algérienne, il y a eu une remise en ordre des conditions de crédit par les autorités monétaires, le non respect des délais de remboursement des crédits accordés au titres des investissements a conduit les autorités d'octroi des crédits et donc à déterminer le plafond de crédit pour les crédits d'exploitation, la Banque d'Algérie devra étudier le budget de trésorerie et assurer la solvabilité (la capacité de payer ses dettes) à court terme de son client. Pour les crédits accordés pour le financement des investissements, la banque commerciale examine si la rentabilité financière du projet d'investissement est suffisante.

✓ **Le contrôle des changes**

Cette politique de contrôle des changes n'est envisagée que pour les pays dont le cours de la monnaie est fixé librement sur un marché et non pour les pays qui déterminent unilatéralement ce prix. L'instauration du contrôle des changes répond à une situation de crise : lutter contre des sorties importantes de devise.

Elle consiste en une réglementation de la position de change des banques nationales vis-à-vis de l'étranger par une réglementation des relations entre résidents et non résidents, la Banque centrale cherche à contrôler des mouvements des capitaux à court et long terme.

Les modalités de son application sont diverses ; limitation de la détention de devises par les résidents, fixation de délais pour la conversion des devises en monnaie nationale, interdiction pour investir à l'étranger.

Efficace quand des sanctions sévères frappent les contrevenants, le contrôle des changes présente les inconvénients de constituer une politique lourde à mettre en œuvre et à contrôler et de réduire la liberté d'action des agents économiques. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit aujourd'hui moins utilisé, dans un monde financier qui tend à se libéraliser en se mondialisant. Il réapparaît cependant de manière transitoire lorsque la situation des changes se dégrade dans un pays (il en a été par exemple, ainsi lors de la crise financière de 1997 dans certains pays émergents d'Asie)⁷⁶.

En Algérie, le règlement 95-07 du 23/12/1995 relatif au contrôle des changes qui se fait par le fixing chaque semaine, la banque centrale mis à la disposition des banques des

⁷⁶ LEHMANN Paul Jacques, OP.CIT, p 78.

montants en devises qu'elles achèteront en fonction des bons de Sonatrach, une partie de l'offre de devise sur le marché de change interbancaire sont fait par la Banque centrale (50% de ses devises, car les recettes de Sonatrach sont rétrocède a la Banque centrale algérienne, les 50% restant sont utilisée pour les besoins des réserves de change et les besoins de gestion de la dette extérieur).

La loi 90-10 comme l'ordonnance 03-11 consacrent toutes les deux, explicitement et avec une même formulation, l'objectif de stabilité de la valeur externe de la monnaie c'est-à-dire du taux de change du dinar.

Lorsque le régime de change adopté est le régime flottant, la banque centrale peut se libérer de la gestion du taux de change qui revient aux mécanismes de marché. Depuis 1996, avec l'application des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, le taux de change du dinar est géré selon le régime dit de « flottement dirigé ». Ce n'est donc ni un régime de taux fixe ni celui de taux flottant mais entre les deux.

✓ **Le contrôle des taux d'intérêts**

Avec la nouvelle réforme monétaire qui vise à mettre en place les mécanismes de marché, les taux d'intérêts sont déterminés par la confrontation de l'offre et la demande sur le marché des capitaux.

Le taux d'intérêt est le coût ou le prix de l'argent prêtée ou empruntée, soit entre les agents financiers, entre les agents non financiers ou entre les agents financiers et non financiers⁷⁷.

En Algérie, les taux d'intérêts ont été figés jusqu'en 1986 à un niveau à un niveau relativement bas par rapport à la situation prévalant, par exemple, sur les places financières internationales, cela a enlevé à ces taux d'intérêt toute signification économique et parait au premier abord, comme logique du fait que le coût du crédit ne joue pas le rôle de critère de sélection pour l'allocation des ressources dans une économie dirigé qui se réfère à d'autre critères (sociaux, économiques...) il s'en est suivi un usage abusif du crédit, des modifications sont introduites en février 1979 qui constitue un premier pas vers l'utilisation du taux d'intérêt comme moyen d'orientation de la politique financière des entreprises publiques. Le crédit à court terme a été renchéri dans le but d'obliger les entreprises à financer leurs besoins d'exploitation par leurs propres moyens, et un allègement du coût du crédit à long terme.

⁷⁷ BERGER Pierre : « *La monnaie et ses mécanismes* », édition bouchene 1978, p40.

A partir du premier choc externe 1986 cette politique des taux d'intérêt administrés a commencé à connaître des changements pour s'opposer directement aux effets néfastes de ce dernier au plan de l'épargne interne, puis comme instrument de régulation des déséquilibres macro-économiques, notamment à partir de 1991, le dinar a été dévalué, les taux d'intérêts ont été ajustés à la hausse, le taux d'intérêt débiteur maximum est passé de 5% en 1986 à 20% en 1991 dans le cadre d'un programme de stabilisation signé avec le Fonds monétaire international (FMI) en 1990.

Cette loi sur la monnaie et le crédit du 90-10 du 14 avril 1990 a introduit un changement radical dans le fonctionnement du système bancaire et ce à travers une nouvelle structuration des institutions financières bancaires avec la consécration du rôle dominant et de l'indépendance de la Banque centrale, une codification des relations entre cette dernière et le trésor public, l'ouverture du secteur financier à l'investissement privé et la création d'une institution indépendante chargée du contrôle des banques, la commission bancaire ainsi que la définition des règles de fonctionnement que les banques devaient respecter et notamment les taux d'intérêts ont eu une place très importante dans tout programme de stabilisation macro-économique dans ce cadre, les taux ont subi plusieurs ajustements.

Le tableau suivant montre l'évolution des taux d'intérêts débiteurs et créditeurs.

Tableau N°1 : Structure des taux d'intérêts (1994-2000)

Année	Octobre 1991, avril 1994	A partir d'avril 1994	A partir de décembre 1995	A partir de décembre 1996	A partir de décembre 1997	A partir de décembre 1998	A partir de décembre 1999	A partir de décembre 2000
Taux créditeurs des banques (%)	12,0 -16,0	16,5-18,0	16,5-18,0	16,5-18,0	8,5-12,0	8,5-12,0	8,5-10,0	7,0-8,5
Taux débiteurs des banques (%)	15,0-20,0	18,0-25,0	19,0-24,0	17,0-21,5	9,0-13,0	8,5-12,5	8,5-11,3	8,5-11,2

Source : Banque d'Algérie.

Ce tableau indique que les taux créditeurs des banques étaient en hausse jusqu'à 1996, puis ils baissent jusqu'à atteindre les 7,0% en 2000. Pour les taux débiteurs, ces derniers ont eu à peu près le même cycle que les premiers, ils augmentent jusqu'à 1996, puis ils diminuent.

A partir de 1996 les taux d'intérêts nominaux et réels observée une baisse conjuguée aux opérations de restructuration et d'assainissement de la dette des entreprises et la recapitalisation des banques menées entre 1993 et 1997 ont conduit à alléger le fardeau de la dette à court terme des entreprises et améliorer la liquidité des banques. Quand au choc extérieur de 1998, même s'il a remis en cause la santé financière de certaines entreprises publiques, il n'a pas eu un impact très important relativement aux chocs intérieurs.

Cette baisse des taux d'intérêt était nécessaire pour booster la reprise de l'activité économique et pourtant la croissance de l'investissement productif alors que la liquidité des banques publiques a atteint des niveaux conséquents à en juger par l'absence de refinancement de la banque centrale. Cependant, malgré la baisse des taux d'intérêts nominaux, les taux et les marges d'intérêt réels des banques ont connu un résultat positif.

➤ **Les instruments indirects :** ces mécanismes procèdent par des mécanismes de marché, on trouve :

✓ ***Le réescompte***

Le réescompte est utilisé par les banques pour se fournir en liquidité auprès de la banque centrale et pouvoir ainsi à leur refinancement, ce procédé revenant à une création de monnaie par la banque centrale, constitue l'un des moyens d'intervention de celle-ci sur le volume et l'évolution de la monnaie et du crédit. Par ce procédé, la banque centrale agit directement sur le prix de la liquidité (le taux de réescompte).

Le réescompte est une opération d'emprunt de la liquidité par la Banque Centrale aux banques ordinaires (en besoin de liquidité) par l'achat des titres privés ou des effets de commerce, ces effets sont une reconnaissance de dette constituée par la lettre de change (traite) ou le billet à ordre, il fut la première forme de crédit, le taux de refinancement est fixé

à l'avance moyennement certaines conditions qui sont déterminés par l'échéance ainsi que le montant de l'effet de commerce.

Il est un taux qui présente des avantages dans la mesure où il garantit aux banques primaires des sources de refinancements et de liquidité, il garantit le non fluctuation de ces titres et aussi un profit permanent pour les banques ordinaires. A chaque fois que la banque escompte un titre privé ou un effet de commerce auprès de la Banque centrale, elle injecte dans l'économie une quantité de monnaie liquide, ce qui va entraîner une augmentation de la masse monétaire en circulation. Par conséquent, il existe une relation inverse entre cette quantité de monnaie en circulation et le taux d'escompte, c'est-à-dire qu'à chaque fois que l'on désire augmenter la masse monétaire en circulation au sein d'une économie, on baissera le taux d'escompte et donc les agents économiques (commerçants et entreprises) seront encourager à escompter leurs effets de commerce et le contraire est valable.

Lors d'utilisation du réescompte, les autorités monétaires sont confrontées à deux difficultés :

- Elles ne maîtrisent pas la quantité de monnaie centrale en circulation puisqu'elles sont obligées de répondre favorablement aux demandes des banques.
- Elles n'ont pas la possibilité de reprendre la monnaie centrale si un besoin d'éponger la liquidité du marché se fait sentir, car la vente des titres est définitive.

En économie algérienne, le taux de réescompte joue un rôle important dans l'organisation de la vie monétaire, il est le taux directeur car c'est à partir d'untel taux (taux de réescompte) fixé par la Banque centrale que les banques primaires sont incitées à accorder des crédits aux investisseurs ainsi qu'aux particuliers. Le taux de réescompte en Algérie été de 2,75 (1980-1986), 5,00 (1986-1989), Le tableau suivant montre la variation de taux de réescompte en Algérie à partir de 1990.

Tableau N°2 : Evolution du taux de réescompte de 1990 à 2000

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Taux	9,33	11,25	11,50	11,50	15,00	14,00	13,58	12,25	9,63	9,17	6

Source : Bulletin statistique trimestriel de la B.A, mars 2008.

A travers ce tableau nous remarquons que le taux a progressé pour atteindre les 15% en 1994 reflétant ainsi la politique monétaire restrictive entreprise dans le but de limiter le volume des crédits accordés par les banques.

A partir de 1994, les autorités monétaires ont procédé à une baisse du taux de réescompte (le taux de réescompte baisse jusqu'à nos jours), afin d'encourager la reprise de croissance non inflationniste, l'incitation à l'investissement (local et étranger).

Le réescompte a été maintenu, pendant longtemps, comme forme essentielle du refinancement des banques même après l'introduction de l'adjudication du crédit. Lorsque la banque centrale souhaite réduire le crédit donc la création monétaire, elle élève le taux de réescompte et par là une diminution de l'inflation puisque la création monétaire excessive engendre l'inflation.

✓ *L'open market*

Le montant global des bons de trésor offert sur le marché secondaire algérien le 31 mai 1998 a enregistré une augmentation à 839 millions de DA contre 697 millions de DA à la séance précédente, cette augmentation est essentiellement à une offre importante des bons de trois mois contrairement à ceux de six mois, qui ont connu une baisse lors de cette séance.

Pour les bons de trésors de *six mois*, les propositions de vente ce sont évaluées à 96 millions de DA (contre 245 millions de DA) et les propositions d'achat à 178 millions de DA (contre 189 millions de DA).

Pour les bons de trésor de trois mois, les offres de vente ce sont chiffrés à 240 millions de DA (contre 152 millions de DA), et les offres d'achats à 325 millions de DA (contre 111 millions de DA) ; les taux d'intérêts proposés ont enregistré une légère hausse ainsi que pour les bons de trois mois, les taux d'intérêts offert en achat ont oscillé entre 10,15% et 10,30% (contre 9,82% et 10,30%). En vente, les taux d'intérêt ce sont situées entre 9,65% et 10,05% (contre 9,40% et 9,85%).

Pour les bons de *six mois*, les taux d'intérêt offerts en achat ont oscillé entre 10,20% et 10,40% (contre 9,62% et 10,74%), en vente les taux d'intérêts ce sont situés dans la fourchette de 9,70% et 10,10% (contre 9,30% et 10,26%).

Par ailleurs, les séances bimensuelle des valeurs du trésor au marché primaire du trésor a porté sur un montant global de 1,515 millions de DA, le taux d'intérêt a été fixé à 10,20%

(contre 10,25%) pour les titres de trois mois et 10,25% (contre 10,35%) pour les titres de six mois⁷⁸.

1-4) Les principaux résultats de la politique monétaire entre 1990 et 2000

Les résultats de la politique monétaire algérienne depuis 1990 peuvent être résumés ainsi :

➤ Le contrôle de l'inflation

Les résultats de la politique monétaire seront évalués par rapport à la réalisation de l'objectif attendu par les autorités monétaires à savoir la baisse de l'inflation, le tableau n°3 nous montre cette baisse.

Tableau N°3 : Evolution de l'indice des prix à la consommation (taux d'inflation) entre 1990 et 2000

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Inflation (%)	17,9	29,9	31,7	20,5	29,0	29,8	18,7	5,7	5,00	2,6	0,3

Source : ONS.

Le taux d'inflation a connu une tendance à la hausse passant de 17,9% en 1990 à 31,7% en 1992 puis 29% en 1994, cette augmentation peut être expliquée par plusieurs facteurs tels que la dévaluation de dinar, déficit budgétaire, la mauvaise gestion de l'appareil productif, la sphère informelle et le financement bancaire.

Durant la décennie 90, l'Etat menait une politique restrictive visant à réduire le taux d'inflation et notamment durant la période de l'ajustement structurel 1994-1998 (le programme d'ajustement structurel a permis de réduire fortement l'inflation qui est passée de l'ordre de 29,0% en début de période à 5% à la fin du programme en 1998) et à 0,3% en 2000.

Il est indéniable de constater que l'inflation, dont les rythmes ont été ramenés à des niveaux modérés et donc supportables (moins de 5%) dès la fin du programme d'ajustement

⁷⁸ KHIMECHE Fatma, ARRIS Djedjiga, OP.CIT. P 83.

structurel, continue à être maîtrisée. Nous pouvons constater que la politique monétaire restrictive appliquée durant la décennie 90 a permis de ramener l'inflation à 0,3% en l'an 2000, ce qui indique que l'objectif final a bien été atteint.

➤ **Le contrôle de la masse monétaire**

Il est important de contrôler l'évolution de la masse monétaire puisque tout accroissement de cette dernière lorsqu'il est supérieur à la croissance de l'activité économique donne une augmentation de taux d'inflation.

Ce tableau montre le taux de croissance de la masse monétaire entre 1990 et 2000.

Tableau N° 4 : Taux de croissance de la masse monétaire (1990-2000)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
(% annuel)	11,4	20,8	31,2	7,29	15,7	9,46	14,6	18,2	19,5	13,9	14,1

Source : Base de la banque mondiale.

La Banque d'Algérie fixe ses objectifs de croissance de la masse monétaire en fonction des hypothèses des prix moyen du pétrole, lorsque le prix de ce dernier dépasse le prix moyen, la masse monétaire augmente, et lorsque le prix n'atteint pas le prix moyen, la masse monétaire diminue. On admet l'existence d'une forte corrélation positive entre les variations de la quantité de monnaie en circulation et les variations des prix.

Le **tableau N°5** montre la variation des prix de baril de pétrole entre 1999 et 2000.

Tableau N°5 : Evolution du prix de baril de pétrole (1990 à 2000)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Prix(en \$)	23.19	20.20	19.25	16.75	15.66	16.75	20.46	18.64	11.91	16.56	27.39

Source : <http://www.2000watts.org/index.php/energytrend/petrole/prix/596-evolution-des-prix-du-baril-de-petrole.html>. Consulté le 27/08/2013.

1) La politique monétaire en Algérie entre 2001 et 2012

En 2000, il y'avait le retour à la stabilité macroéconomique après le choc externe de 1998-1999 matérialisé par la chute des prix du pétrole.

Cette période a été marquée par une balance des paiements courante significativement excédentaire, une croissance économique positive bien que relativement modeste mais progressive, une inflation modérée et remarquablement stable, le seul point noir de cette politique est le taux de chômage élevé qui vient noircir le tableau⁷⁹.

2-1) Les objectifs de la politique monétaire depuis 2001

L'ordonnance 03-11 du 16 aout 2003 relative à la monnaie et le crédit a renforcé les règles de bonne conduite en matière de formulation et de conduite de la politique monétaire et ce sur la base des expériences des années 90 en matière de réforme monétaires en contexte d'ajustement structurel.

Sur la base de projections monétaires établies par la Banque d'Algérie, le conseil fixe les objectifs monétaires notamment en matière d'évolution des agrégats monétaires et de crédit.

L'article 35 de l'ordonnance n°03-11 relative à la monnaie et le crédit, qui abroge la loi n°90-10 définit clairement l'objectif final de la politique monétaire : « la Banque d'Algérie a pour mission de créer et de maintenir dans les domaines de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables à un développement rapide de l'économie, tout en veillant à la stabilité interne et externe de la monnaie »⁸⁰.

L'objectif ultime de la politique monétaire est de maintenir la stabilité monétaire à travers la stabilité des prix en ciblant un taux d'inflation ne dépassant pas les 3%, dans le cadre de la prise en charge de la stabilité financière en tant que second objectif explicite de la politique monétaire.

Afin de compléter l'objectif final, il ya lieu de fixer certains objectifs intermédiaires comme ; la détermination du taux d'expansion de la masse monétaire M2, la détermination du taux de croissance des crédits à l'économie et le contrôle efficace de l'excès de liquidité.

⁷⁹ MESSAHLI.S, BELGHERBIA, « *Rapport sur la politique monétaire en Algérie* », au siège du Conseil National Economique et Social, samedi 18 mars 2005.

⁸⁰ Rapport de la Banque d'Algérie 2003, Chapitre VI : Situation monétaire et politique monétaire, p88.

2-2) Les instruments de la politique monétaire entre 2001 et 2012

La Banque d'Algérie propose les instruments de politique monétaire de nature à assurer l'objectif assigné aux variables intermédiaires et à atteindre l'objectif ultime de la politique monétaire.

Il est important de souligner qu'avec l'avènement de l'excès de liquidité sur le marché monétaire dès le début de l'année 2002, la Banque d'Algérie a particulièrement renforcé les instruments indirectes de la politique monétaire qui comprennent toujours les instruments de refinancement et donc d'injection de liquidité. Ces derniers n'étant plus actifs depuis 2001.

La Banque d'Algérie a du recourir à partir d'avril 2002 à de nouveaux instruments de la politique monétaire pour absorber l'excès de liquidité à savoir : les reprises de liquidité à sept jours depuis avril 2002 (instruction n°02 du 11 avril 2002), les reprises à trois mois introduite en aout 2005, la facilité de dépôts rémunérés à partir de juin 2005 (instruction n°04 du 14 juin 2005)⁸¹ et les réserves obligatoires dont le dispositif opérationnel a été définie en 2004.

➤ Le réescompte

Est une opération de refinancement des banques commerciales qui constitue le taux directeur des crédits à l'économie. La Banque Centrale peut augmenter ou baisser ce taux en fonction des objectifs de la politique monétaires.

Tableau N°6: Evolution du taux de réescompte de 2001 à 2012

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux	6,00	5,5	4,5	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00

Source : Bulletin statistique trimestrielle de la BA, mars 2013.

A partir de 2001, la politique monétaire continuait à être prudente en fixant des taux de réescompte bas.

➤ Les réserves obligatoires

Ce sont des avoirs en monnaie banque centrale que les banques de second rang sont tenues de détenir à la banque centrale sur des comptes non rémunérés, le montant des réserves

⁸¹ Rapport de la Banque d'Algérie 2011, Chapitre VIII : Politique monétaire, p110.

obligatoires est déterminé par le taux des réserves obligatoires fixé par la banque centrale. La Banque d'Algérie peut exiger que les banques placent auprès d'elles en un compte bloqué, avec ou sans intérêt une réserve obligatoire calculée, soit sur l'ensemble de leurs dépôts, soit sur une catégorie de ceux-ci, soit sur l'ensemble de leurs placement, soit sur une catégorie de ceux-ci, tant en monnaie nationale qu'en monnaie étrangère.

Tout manque dans les réserves obligatoires d'une banque, la soumet d'office à une astreinte journalière égale à 1% de ce manque, cette astreinte est perçue par la Banque d'Algérie. Les réserves des banques au niveau de la Banque Centrale sont de 200,6 milliards de DA en 2001 et 311,7 milliards de DA en 2002.

Cet instrument a été activé en Algérie en 2001 pour amener les banques à bien gérer leur liquidité. Le tableau suivant montre son évolution.

Tableau N°7 : Taux de constitution des réserves obligatoires de 2001 à 2012

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux	3,00	4,25	6,25	6,50	6,50	6,50	6,50	8,00	8,00	9,00	9,00	11,00

Source : Bulletin statistique trimestrielle de la BA, mars 2013.

Le taux des réserves obligatoires a été relevé en 2002 afin d'éponger la sur liquidité des banques et d'exercer un contrôle plus efficace, vu la situation de surliquidité bancaire, les autorités monétaires ont été amenées à revoir à la hausse le coefficient des réserves obligatoires le fixant à 6,25% en 2003 jusqu'à 11,00 en 2012.

➤ **L'open market**

Le marché secondaire du trésor a enregistré un montant de 3360 millions de DA lors de la séance de dimanche 20 mars 2005, soit une augmentation par rapport à la séance précédente.

Les montants proposés se sont chiffrés à 2605 millions de DA à l'achat et 755millions de DA à la vente, soit une augmentation de 25 millions de DA par rapport à la séance précédente (une augmentation de 25millions de DA à l'achat). Ces montants concernent toutes les catégories de titres émis par le trésor et coté sur le marché des valeurs du trésor.

Le taux d'intérêt a varié entre 0,15% et 1,75% à l'achat et 0,04% et 1,35% à la vente pour les bons de trésor court terme.

Les prix ont varié quant à eux entre 97,08% à l'achat et 100,04% et 125% à la vente pour les bons de trésor à terme, à 1 an, 2 ans, 5 ans, et les offres d'achat à terme à ans, et offre d'achat à terme à 10 ans.

Il est à rappeler que les titres de la séance de dimanche ont été adjugés sur le marché primaire à un taux de 0,39% pour les 13 semaines, 0,50% pour les 26 semaines et 2,75% pour les bons de trésors d'une année à l'échéance mai 2005. Le stock net des valeurs du trésor en circulation sur le marché est évalué à environ 189,67 milliards de DA⁸².

➤ **La reprise de liquidité**

Cet instrument a été introduit par l'instruction n° 02 du 11 avril 2002 afin d'éponger l'excès de liquidité qui a caractérisé le marché monétaire algérien à partir du deuxième semestre de 2001, cet instrument a permis d'absorber une partie de l'excès de liquidité sur le marché monétaire interbancaire.

Tableau N°8: Taux de reprise de liquidité à 7 jours de 2002 à 2012

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux	2,75	1,75	0,75	1,25	1,25	1,75	1,25	0,75	0,75	0,75	0,75

Source : Bulletin statistique trimestrielle de la BA, mars 2013.

Le taux de reprise de liquidité était légèrement élevé au début, pour baisser en 2003 et 2004 et enfin stabiliser à partir de 2009.

- **Les reprises de liquidité à trois mois :** introduite en août 2005 au taux de 1,9%, comme nouvel instrument permettant d'absorber les fonds prêtables sur le marché interbancaire considérés comme stable suite à la persistance de la situation de grande liquidité des banques qui a caractérisé les années 2002, 2003, 2004.

⁸² KHIMECHE Fatma, ARRIS Djedjiga, OP.CIT, p 98.

Tableau N°9 : Taux des reprises à 3mois de 2005 à 2012

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux	1,90	2,00	2,50	2,00	1,25	1,25	1,25	1,25

Source : Bulletin statistique trimestrielle de la BA, mars 2013.

Après avoir été de 1,90% en 2005, ce taux a progressé pour atteindre 2,50% en 2007, puis une baisse à partir de 2008.

➤ **La facilité de dépôts rémunérés**

Mit en place à partir de Juin 2005 (instruction n°04-2005 du 14 juin 2005) par la Banque d'Algérie afin de permettre aux banques de placer à très court terme une partie de leur excédent de trésorerie.

Tableau N°10: Taux de facilité de dépôts rémunérés à partir de 2005

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux	0,30	0,30	0,75	0,75	0,30	0,30	0,30	0,30

Source : Bulletin statistique trimestrielle de la BA, mars 2013.

Ce taux a été porté de 0,30 jusqu'à 2006, puis il a été ajusté à la hausse en 2007 et 2008, et une stabilité à partir de 2009 revenant au taux de 0,3%.

➤ **La pratique de la sélectivité de crédit en Algérie**

En économie algérienne, les secteurs privilégiés pour l'accord des crédits depuis longtemps étaient le secteur agricole et le secteur industrielle et c'est l'Etat qui en assume toutes les charges, aussi le financement de l'économie est assuré par les ressources de l'Etat tirées de la fiscalité pétrolière et de la création monétaire, le budget public est la principale source de ce financement jusqu'au premier choc extérieur de 1986 où les recettes de l'Etat connaissent une baisse très importante.

Dans le but de diversifier les recettes de l'Etat hors hydrocarbure, l'Etat et les banques ont été obligés d'orienter leurs crédits à d'autres secteurs à savoir le secteur des services.

A propos de financement de l'agriculture, l'apport de la BADR en terme de crédit bancaire au secteur agricole a été en 2002 de l'ordre de 6,7 milliards de dinars en vue de financer 19406 projets agricoles, en 2003, la part de la BADR a été de 6,5 milliards de dinars pour un total qu'était de l'ordre de 25600 projets, pour 2004, la banque a financer 26200 projets agricole pour un montant de crédit de l'ordre de 13,2 milliards de dinars⁸³.

2-3) Les principaux résultats de la politique monétaire à partir de 2001

Les principaux résultats sont :

- ✓ **En premier lieu**, les résultats obtenus en matière d'objectif ultime qui est le contrôle du taux d'inflation :

Tableau N°11 : Evolution du taux d'inflation entre 2001 et 2012

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Indice générale	100,0	101,43	105,75	109,95	111,74	114,05	118,24	123,99	131,10	136,23	139,92	158,48
Variation (%)	4,2	1,4	4,3	3,97	1,38	2,31	3,68	4,86	5,74	3,91	4,52	8,89

Source : Bulletin statistique trimestrielle de la BA, mars 2013.

De 2001 à 2006, l'objectif de l'inflation inférieur à 3% a bien été atteint et l'inflation a bien été maîtrisée.

En 2007 et 2008, le conseil de la monnaie et du crédit a précisé une fourchette allant de 3 à 4% en raison du risque à la hausse de *l'inflation importée*, l'inflation était de 3,68% et de 4,86%. En raison de la pression exercée par l'augmentation des prix des denrées alimentaire son taux atteint 5,74% en 2009.

Le taux d'inflation a été ramené à 3,91% en 2010 et 4,52% en 2011, au cours de la dernière décennie, l'inflation a été contenue à un niveau modéré de 4% en moyenne grâce aux subventions pour les produits de large consommation, de l'énergie et du carburant dont le prix n'a pas bougé depuis 10 ans.

⁸³ KHIMECHE Fatma, ARRIS Djedjiga, OP.CIT, p 90.

L'inflation a progressée en 2012 pour atteindre 8,89%. Cette forte inflation a eu deux vagues, d'abord l'augmentation du SNMG (+20%) et des différents salaires a eu un impact fort sur les prix, ensuite l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages a augmenté la demande des biens créant de fortes tensions sur les marchés dont les offres sont limitées, ainsi que la nouvelle flambée des prix des produits alimentaires frais, l'année 2012 est différente par rapport aux autres années.

Pour ce qui est de l'année 2013, le rythme d'inflation a entamée son recul pour atteindre 8,6% en février, 8,1% en mars et 7,4% en avril et enfin en mai dernier 6,9%.

- ✓ Les résultats obtenus en matière de croissance de la masse monétaire : l'accentuation de la surliquidité qui a caractérisé le marché monétaire à partir de 2001 et qui a diminué le recours des banques au refinancement de la Banque d'Algérie, cela a rendu difficile le contrôle des agrégats monétaires par cette dernière. De ce fait, la politique monétaire s'est exercée essentiellement au moyen de deux instruments à savoir : la reprise de liquidité et les réserves obligatoires.

Les crédits à l'économie apparaissent en conséquent comme l'unique composante du crédit intérieur, ils connaissent une reprise depuis 2001, leur taux de croissance est monté à 15,8% en 2005, à 12,1% en 2006 et à 15,6% en 2010. La répartition entre crédits au secteur public et au secteur privé se fait aujourd'hui à parts égales.

Les crédits nets à l'Etat sont en constante diminution, ils contribuent ainsi à la baisse constante des avoirs intérieurs, qui sont négatifs pour la première fois en 2005. L'Etat n'emprunte plus, que ce soit auprès de la Banque Centrale ou de l'extérieur.

Les avoirs extérieurs jouent un rôle central dans l'expansion des liquidités monétaires constitués par des réserves officielles de change, ils connaissent une croissance constante à laquelle contribue la conjoncture pétrolière actuelle.

Conclusion du chapitre

La politique monétaire consiste à fournir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement et à la croissance de l'économie tout en veillant à la stabilité de la monnaie. L'objectif final de la politique monétaire menée par la Banque d'Algérie est la stabilité

interne et externe de la monnaie, à noter que la création monétaire est vue comme à l'origine des tensions inflationnistes : maîtriser l'inflation suppose donc de maîtriser la création monétaire, à cette fin la Banque d'Algérie retient un objectif d'inflation à 3%. Le bilan de l'exercice de la Banque d'Algérie est positif et contribue à la stabilisation de la situation monétaire : faible inflation, baisse du ratio de liquidité et affaiblissement de la croissance des contreparties à la création monétaire.

Les résultats obtenus ces dernières années en matière de contrôle de l'inflation ne peuvent être attribués à la seule politique monétaire, la relative prudence de la politique budgétaire et la situation favorable des finances publiques du essentiellement à la bonne tenue des prix des hydrocarbures y ont certainement contribué.

Chapitre II :
Les autres politiques
de lutte contre
l'inflation en Algérie

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

CHAPITRE II

LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

L'inflation est considérée comme un phénomène touchant les économies mondiales, l'Algérie à l'instar des autres pays n'a pas été épargnée. Il existe une large série de mesures utilisées dans la lutte contre l'inflation en Algérie, cependant, leur efficacité dépend de nombreux facteurs tels que les comportements des agents économiques, les facteurs psychologiques...

A côté de la politique monétaire étudiée précédemment, il existe d'autres politiques à savoir la politique des prix, le revenu et la politique budgétaire et fiscale, on va voir quelques principaux résultats réalisés en Algérie.

SECTION I

LES AUTRES POLITIQUES MISES EN ŒUVRE POUR COMBATTRE L'INFLATION

A côté de la politique monétaire utilisée par la plupart des autorités monétaires afin de faire face au problème d'inflation, il existe d'autres instruments comme la politique budgétaire et fiscale, la politique des revenus, mais la politique monétaire reste toujours la plus utilisée.

1) La politique budgétaire et fiscale

Cette politique consiste en la réduction des dépenses de l'Etat ou une augmentation de la pression fiscale sur les ménages afin de réduire leur demande donc la diminution de la consommation.

1-1) La politique budgétaire

Il s'agit d'un ensemble de mesures visant à agir sur la demande des biens et services, autrement dit, c'est une action sur les flux réels, ainsi, lorsqu'une inflation trouve sa source dans un excédent de la demande par rapport à une offre rigide, les mesures prises sont dans le sens d'une diminution des dépenses publiques. Les pouvoirs publics mèneront une politique contraire à celle de la relance économique.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

Ce type de mesure consiste à arrêter les subventions étatiques aux entreprises et à amoindrir les aides sociales.

1-2) La politique fiscale

Cette dernière doit assurer le financement optimal des dépenses publiques définies par la politique budgétaire, dans les situations inflationnistes, celle-ci consiste à réduire les prix par une augmentation des impôts.

En matière de lutte contre l'inflation, l'Etat va augmenter la pression fiscale (augmentation de la TVA⁸⁴,...), celle-ci aura des effets contraires aux ambitions des agents économiques notamment les ménages qui souhaitent tout le temps maximiser leurs utilités. Ces prélèvements permettront notamment pour les ménages de réduire sensiblement leurs parts de revenus consacrés à la consommation, ce qui se traduira par une réduction de la demande globale et conformément à la loi de l'offre et de demande, les prix sont poussés à la baisse.

Ces deux mesures ont néanmoins un effet limité pour deux raisons :

- ✓ La mise en œuvre de ces deux mesures exige un temps relativement long (celle-ci doivent être inscrites dans la loi de finance).
- ✓ L'augmentation des impôts se heurte souvent à la résistance des contribuables et constitue de ce fait une mesure impopulaire.

Donc cette politique vise à agir sur la situation économique par l'intermédiaire du budget de l'Etat. Cette action peut être réalisée par l'intermédiaire des dépenses budgétaires qui peuvent être orientées à la baisse et des recettes fiscales qui peuvent être orientées à la hausse.

⁸⁴Taxe : c'est un prélèvement acquitté par l'utilisateur d'un service public en contrepartie des prestations ou des avantages qu'il retire de ce service, par exemple la taxe d'assainissement consentie aux collectivités locales. Certains impôts sont dénommés taxes comme la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) qui est une taxe portant sur les ventes ou la consommation, son principe est le suivant : chaque participant au processus de production ne paie qu'à concurrence de la valeur qu'il ajoute à la production ; chaque entreprise applique à ses ventes le taux correspondant et déduit du produit de l'impôt, les taxes qu'elle a supportées sur ses propres achats. Seul le dernier chaînon de ce processus de déduction (les consommateurs) sont assujettis réellement à cette taxe.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

1-3) La politique budgétaire et fiscale en Algérie

La politique budgétaire en Algérie c'est la politique que le gouvernement met en œuvre pour fixer les recettes de l'Etat et de mieux répartir les dépenses publiques sur l'économie nationale.

Les recettes du budget algérien se font des différents taxes (TVA, taxe sur importations, droits de douane...) et impôts, mais la principale caractéristique du budget algérien est sa dépendance des prix des hydrocarbures où la fiscalité pétrolière est la ressource principale du budget. Alors que les dépenses publiques algériennes sont principalement dues aux salaires des fonctionnaires, aux actions économiques et sociales (subvention de l'Etat), à l'aide aux étudiants, à la dette publique...etc. Par contre, l'objet de la politique budgétaire est de contribuer à la stabilité macroéconomique.

➤ La politique budgétaire de 1993 à 2001

Durant la période 1986-1993, l'Algérie a connu une crise économique sans précédent due à la chute des prix du pétrole et à la chute du dollar, le 3 juin 1991, le conseil d'administration du FMI approuve un accord de confirmation⁸⁵ négocié entre l'Algérie et les services de fonds pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

Malgré cet accord, l'économie algérienne trouve toujours des difficultés pour les paiements extérieurs et pour le remboursement de la dette, qui oblige dans cette situation d'extrême faiblesse de faire appel de nouveau à l'aide de la Banque Mondiale et du FMI⁸⁶.

Dans le cadre du programme d'ajustement structurel, les instruments utilisés pour la conduite de la politique budgétaire sont la réforme fiscale qui se traduit par imposition directe afin de freiner la consommation, la suppression des subventions d'aide aux entreprises déficitaires et la politique des prix qui consiste à la libéralisation des prix des biens et services et à la suppression des subventions aux produits de large consommation.

⁸⁵ Accord stand-by : qui consiste à réduire la demande et la levée des restrictions en ce qui concerne le taux de change.

⁸⁶ NAAS. A, « *Le système bancaire algérien* », Maisonneuve & Larose, Paris 2003, p220.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

Tableau N°12 : Evolution du PIB (en milliards de dinars), des recettes et des dépenses budgétaires (en pourcentage du PIB)

Année	1993	1994	1995	1996	1997	1998
PIB (MDS DA)	1189,72	1484,40	2004,99	2570,03	2780,17	3238,20
Recettes (% du PIB)	29,6	29,5	30,6	32,0	33,3	27,6
Dépenses (% du PIB)	33,6	31,4	30,0	28,2	30,4	31,5

Source : MOKRANE Mouloud, BABA AHMED Mustapha, « profil du pays FEMISE : Algérie, institut de la méditerranée », France, janvier 2006, p56.

Entre 1993 et 1998, la tendance générale est l'accroissement des recettes budgétaires qui passent de 320,1 milliards DA en 1993 à 774,6 milliards DA en 1998, alors que les dépenses de l'Etat ont connu une baisse passant de 33,6% du PIB en 1993 à 31,5% du PIB en 1998. Le budget de l'Etat était déficitaire durant les années 1993, 1994 et à partir de 1995 il était excédentaire jusqu'à 1998 où il redevient déficitaire.

A partir de 1999 à 2000, les pouvoirs publics ont adopté une politique prudente, cette politique budgétaire est initiée suite aux revenus élevés de la fiscalité pétrolière, cette dernière s'est traduite par un renforcement majeur de la balance des paiements, une amélioration des indicateurs de la dette extérieure et un déclin marqué du taux d'inflation.

Un fonds de régulation des recettes a été institué dans le cadre de la loi des finances complémentaire de 2000 dans le but de consolider les résultats obtenus durant la période précédente, ce fonds de régularisation des recettes introduit une certaine prudence dans la gestion des finances publiques, ce dernier est destiné à alimenter le budget de l'Etat au cas où le cours de baril atteint un niveau inférieur à celui fixé par la loi des finances de l'année de référence⁸⁷. Ce fonds de régularisation des recettes est un fonds de soutien au budget de fonctionnement de l'Etat et non pas un instrument au service des réformes économiques, en effet, il a été conçu pour pallier les insuffisances inhérentes au cas où la fiscalité pétrolière chute.

⁸⁷ NAAS.A, OP.CIT, p264.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

Durant cette période, les recettes budgétaires ont connu une augmentation plus importante que les dépenses budgétaires en raison de l'augmentation des prix du pétrole. Les recettes budgétaires passent de 774,6 en 1998 à 1389,74 en 2001 alors que les dépenses budgétaires n'ont augmenté que de 50% durant la même période. Cela a permis à l'Etat d'améliorer sa situation financière en réalisant un solde global du Trésor de +171Mds de DA en 2001.

➤ **La politique budgétaire de 2001 à 2012**

La croissance faible et la forte augmentation des recettes de la fiscalité pétrolière en 2000 ont poussé les autorités à utiliser le levier budgétaire pour relancer la croissance, un programme de soutien à la relance économique de 525 mds DA (environ 7 milliards de dollars) a été élaboré pour la période 2001-2004. Durant la période 2001-2004 le budget de l'Etat était excédentaire où durant cette période les recettes budgétaires étaient de 7301,9 MDS DA et les dépenses de 5903,13 MDS DA dont 4511,49 MDS DA comme dépenses de fonctionnement.

L'importance croissante de la dépense publique est en effet le trait dominant de l'économie algérienne au cours des dernières années (4 milliards de dollars c'est le montant des subventions annuelles des semoules, farines, et lait en poudre, 10 milliards de dollars c'est le montant des subventions au secteur de l'énergie, 156 milliards de dollars c'est la facture des subventions de l'Etat depuis 1999, 18% c'est la moyenne annuelle de hausse des subvention, 14 fonds reçoivent des financements de l'Etat pour des subventions directes et indirectes destinées aux secteurs d'activité comme l'agroalimentaire, l'habitat, la santé et les services productifs⁸⁸).

C'est ainsi qu'entre 2005 et 2010, le total des dépenses de l'Etat, exprimé en pourcentage du PIB, est passé de 29% à plus de 55%. Le fond de régularisation des recettes (FFR)⁸⁹ ne cesse d'augmenter où il passe de 1842,7 MDS en 2005 à 4246,3 MDS DA

⁸⁸ ROUMADI Melissa « *Les subventions enrichissent importateurs et contrebandiers* », le quotidien EL-Watan du 16 Juillet 2013, p5.

⁸⁹ Le fond de régularisation des recettes a été mis en place par le gouvernement en 2000 dans le but de garantir les dépenses publiques contre les fluctuations de la production et des cours et des hydrocarbures. Initialement, les ressources de ce fond ont contribué principalement au remboursement du service de la dette extérieure et en 2009, il a servi à financer une partie du déficit budgétaire pour un montant total de 4,9 milliards USD.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

en 2009, le solde global du Trésor ne cesse de baisser où il passe d'un solde de + 1102,9 MDS DA en 2005 à un déficit de 668,8 MDS DA en 2009. Les recettes sont en hausse jusqu'à 2008 où elles atteignent 5190,5 MDS DA et retombent à 3676 MDS DA en 2009 à cause de la chute du cours du pétrole dû à la crise, puis 4392,9 MDS DA en 2010 et 5703,4 MDS DA en 2011, alors que les dépenses ne cessent d'augmenter pour atteindre 4246,3 MDS DA en 2009 (l'année 2009 est caractériser par un important déficit du solde global du trésor) puis à 4466,9 MDS DA en 2010 et 5731,4 en 2011.

La position budgétaire qui était excédentaire de 2006 à 2008 enregistre depuis 2009 des déficits du fait de l'effet conjugué de la baisse des recettes des hydrocarbures et d'un niveau élevée des dépenses publiques liées à la mise en œuvre d'un vaste programme d'investissements publics.

La politique budgétaire à bien contribué à la consolidation de la stabilité macroéconomique malgré l'expansion corrélative de dépenses budgétaires.

La nature des dépenses et des recettes publiques alimentera les tensions inflationnistes, donc il faut éviter les dépenses improductives et du côté des recettes fiscales, il serait indiqué de réduire quelque peu le taux de certains impôts indirects (droits de douanes, TVA) pour calmer la fièvre inflationniste.

Le maintien de la politique budgétaire et fiscale est très délicat, en effet l'utilisation des instruments budgétaires doit tenir compte de la lourdeur des procédures d'élaboration et d'adoption du budget et donc de l'impact différé dans le temps des mesures prises, par exemple si on veut réduire le revenu disponible de certaines couches sociales en instituant un impôt nouveau ou une sur taxation, on doit tenir compte des délais nécessaires entre la décision et son entrée en vigueur.

2) La politique des revenus

L'inflation par les coûts est la conséquence d'une incapacité à parvenir à un compromis dans le partage salaire-profit.

La politique des revenus cherche à maîtriser la répartition des revenus afin de lutter contre la hausse des prix, puisque lorsque le revenu est réparti de façon équitable par la négociation et le compromis, le risque d'inflation est écarté.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

La politique des revenus est un instrument utilisé pour combattre l'inflation par coût, dans la mesure où une augmentation excessive des revenus est un facteur déterminant de la hausse de la demande en même temps que de l'accroissement des coûts salariaux. La politique des revenus ne peut porter que sur certains revenus : les salaires et particulièrement ceux des fonctionnaires, les retraites ; cette politique ne peut être réellement efficace car elle défavorise les titulaires de revenus facile à contrôler qui sont aussi souvent les revenus les plus faible. Cependant, certaines politiques des revenus ne s'adressent qu'aux revenus des entreprises en réglémentant leurs marges. La logique de cette procédure est de diminuer les revenus pour réduire les tentions inflationnistes.

Il est nécessaire de maîtriser l'effet des augmentations substantielles des revenus des salariés sur la demande intérieure pour éviter une reprise de l'inflation. Les relèvements importants des rémunérations des fonctionnaires s'étendent aux entreprises publiques et s'accompagneront d'une nouvelle hausse du salaire minimum (de 20% en janvier 2012) et des pensions. Ces augmentations vont vraisemblablement créer des pressions pour de nouveaux relèvements des salaires dans le secteur privé. Ces hausses des salaires réels semblent largement supérieur aux gains de la productivité⁹⁰, donc engendre une inflation par coûts.

De plus, les paiements rétroactifs des augmentations des salaires de 2008-2009 apporteront des revenus supplémentaires importants aux fonctionnaires (8% du PIB hors hydrocarbures en 2011 et 7% en 2012). Si ces revenus supplémentaires se traduisent entièrement par une demande additionnelle de biens et de services intérieures, les pressions inflationnistes vont s'intensifier. Il faudra alors resserrer la politique monétaire et accroître les importations pour répondre à la demande excédentaire.

⁹⁰ Rapport des services du FMI pour les consultations de 2011 au titre de l'article IV l'Algérie ; p08.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

Tableau N13: taux de croissance du Salaire minimum réel en Algérie, 2000-2012, en %.

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance	6,0	7,8	7,7	7,5	8,9	8,8	8,2	9,8	9,0	8,9	10,4	10,0	11,8

Source : données des autorités algériennes, estimations des services du FMI, et base de données des indicateurs de développement dans le monde.

3) La politique de la concurrence

La politique de concurrence cherche d'abord à éviter les conséquences inflationnistes de telles pratiques qui pénalisent les consommateurs, elle veille au respect de l'équilibre entre les acteurs économiques (interdiction par exemple des ventes à perte de certains produits dans les grandes surfaces au détriment du commerce local).

Cette politique consiste à contrôler les prix de certains produits, on parle de prix administrés c'est-à-dire de prix négociés résultant d'un compromis entre les pouvoirs publics et les entreprises.

De nouvelles mesures visant à lutter contre la hausse des prix alimentaires pourraient alléger la charge qui pèse sur le pouvoir d'achat des consommateurs algériens.

Le budget de l'Etat pour 2012 consacre 2.850 milliards de DA (mds DA) pour les salaires du personnel, plus de 1.300 mds de DA pour les transferts sociaux et près de 200 mds de DA pour les subventions des produits de base : laits, céréales, sucre et huiles alimentaires. Estimées à plus de 4.600 mds de DA, les dotations allouées au budget de fonctionnement auront doublé depuis 2008, qui n'étaient que de 2.363,2 mds de DA (LFC 2008).

4) La politique de contrôle des prix et le blocage des salaires

L'Etat intervient directement pour le contrôle et l'influence des prix et des salaires dans le secteur public.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

4-1) Le contrôle de l'inflation par les prix

Il s'agit d'un ensemble de mesures n'autorisant pour l'ensemble des prix ou pour ceux de certaines activités que des hausses limitées, par ailleurs, toute augmentation éventuelle doit se soumettre à une autorisation préalable de la part des autorités.

Le blocage des prix c'est interdire les hausses des prix de divers biens et services, pendant une période déterminée.

Il faut souligner que la politique des prix ne peut à elle seule venir à bout de l'inflation⁹¹, l'inflation engendre des effets à la fois sur l'ensemble social et sur le fonctionnement de l'économie « empêcher les prix de monter lorsque la demande est excessive c'est aller au devant de la pénurie ».

Dans le cadre de loi de finance pour 1991, il a été décidé de geler les prix des produits de large consommation (alimentaires de première nécessité : pain, semoule, farine, légume...et industriel) cette mesure a été annulée par les décisions de relèvement des prix de certains produits (huile, sucre, lait) prises au cours du deuxième semestre de l'année 1991.

En outre, le blocage des prix ne peut s'accommoder que d'une situation d'offre flexible, c'est en effet l'adéquation de la structure de l'offre à celle de la demande qui peut garantir la stabilité des prix.

4-2) La politique de contrôle des salaires

Elle consiste en des mesures n'autorisant pas la libre discussion des salaires entre le patronat et les syndicats représentants des salariés qui cherchent à accroître leurs salaires réels, toute augmentation dans ce cas de figure est soumise à une autorisation gouvernementale.

Les salaires ont été bloqués pendant longtemps, cette politique de blocage des salaires avait pour objectif principal la compression des coûts de production puisque les salaires représentent un élément non négligeable de ces coûts, mais des perturbations n'ont pas manqué de se manifester à la suite de l'application de la politique de blocage des salaires.

⁹¹BALI.H, OP.CIT, p216.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

Premièrement, celle-ci ayant été appliquée différemment suivant les secteurs, il s'en est suivi un mouvement désordonné de la main d'œuvre notamment chez les individus ayant une certaine qualification acquise. Cette mobilité de la main d'œuvre aboutit à une mauvaise répartition des ressources humaines du fait que les individus changent souvent d'emploi pour revenu plus important.

Deuxièmement, le laxisme dont a fait preuve la politique sociale a aboutit à un développement démesuré des affectifs, dans ces conditions, même si les salaires sont bas, la masse salariale ainsi distribuée fait augmenter les coûts qui sont par ailleurs aggravés par la faiblesse de la productivité. De ce fait, les prix de revient sont lissés à des niveaux supérieurs à ceux des pays où le facteur travail est plus rémunéré.

Enfin, le blocage des salaires induit une injustice sur le plan social, car les salariés se trouvent défavorisés par rapport aux autres catégories sociales, ils supportent seuls le fardeau de l'inflation, or la lutte contre l'inflation pour être gagnée doit être prise en charge par tous les groupes sociaux et professionnels.

5) La politique de change :

Les dévaluations successives du Dinar ont contribué à alimenter l'inflation²⁶, mais également à élever les coûts des importations et la dette extérieure. Cette situation est devenue insupportable pour l'économie nationale, car elle a engendré un marché parallèle de devises, dont le taux diverge du taux officiel.

Tableau N14 : l'évolution de taux de change de l'USD/DZD en 1990-1999.

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux de change	8.96	18.47	21.84	23.35	35.06	47.66	54.75	57.71	58.74	66.57

Source : la banque de l'Algérie.

La dévaluation du dinar a été entamée en 1988 avec un taux de 5,91% et à partir de 1990, la première dévaluation du dinar de 30%. Le taux de change a connu une hausse durant la période de 1991 à 1994 de 18,47% à 35,06% par rapport à la période de 1986-1989, le taux de change varie entre 4,70% et 7,61%, puis continue d'augmenter après l'application du P.A.S en

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

1994/95, le dinar a dévalué pour la deuxième fois de 47%, arrivant à 47,66% en 1995.

Les importations coûtent par contre plus chère et cela se répercutent sur le consommateur, par la dégradation de son pouvoir d'achat, suite à la hausse des prix, notamment les prix des produits alimentaires, qui sont en majeure partie importés, et sur les entreprises, par l'augmentation des prix de revient des biens et services produits résultant de la hausse des prix des facteurs de production, notamment les biens d'équipement.

La Banque d'Algérie a poursuivi au premier trimestre 2013 la gestion prudente des réserves officielles de change en mettant de plus en plus en avant le suivi rigoureux et la gestion des risques, au moyen notamment de mesures de prudence appropriées pour préserver le capital des investissements de toute perte, tout en atteignant un niveau de rendement acceptable vu la persistance de l'environnement de faibles taux d'intérêt mondiaux. A fin mars 2013, les emprunts publics à 10 ans aux Etats-Unis affichaient un rendement de 1,9 % contre 1,4 % pour les titres publics allemands de même maturité. Pour mémoire, les investissements effectués par la Banque d'Algérie dans les titres souverains des pays de la zone euro portent sur les titres les moins risqués, pendant que les dépôts sont orientés plus vers les banques centrales pour endiguer tout risque de contrepartie.

La gestion prudente des réserves officielles de change par la Banque d'Algérie contribue à la stabilité financière externe, en contexte de conduite flexible de la politique de stabilisation du taux de change effectif du dinar.

Face à la volatilité des cours de change des principales devises et son impact sur les économies émergentes, l'intervention de la Banque d'Algérie sur le marché interbancaire des changes permet d'atténuer l'impact de cette volatilité sur l'économie nationale notamment en atténuant l'effet sur les prix intérieurs.

Le cours moyen du dinar contre le dollar américain pour le trimestre sous revue a enregistré une dépréciation de 4,02 % (75,1534 USD/DZD en mars 2012) par rapport au premier trimestre 2012, alors qu'il s'est apprécié de l'ordre de 1 % par rapport au quatrième trimestre de l'année 2012, soit un cours de 78,1783 USD/DZD

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

enregistré au premier trimestre 2013 contre un cours de 78,9519 USD/DZD enregistré au quatrième trimestre 2012.

Le cours moyen trimestriel du dinar contre l'euro est de 103,2113 EUR/DZD au premier trimestre 2013, stable par rapport au premier trimestre 2012 (103,1363 EUR/DZD) et en faible dépréciation (0,79 %) par rapport au quatrième trimestre 2012 (102,4011 EUR/DZD).

En conséquence, et sous l'effet de l'amenuisement du différentiel d'inflation entre l'Algérie et ses 15 pays partenaires commerciaux et de l'augmentation des prix relatifs, le taux de change effectif réel du dinar s'est déprécié de 0,15 % en moyenne sur les trois premiers mois de 2013 par rapport à la même période de 2012 et il s'est apprécié de 1,25 % par rapport au quatrième trimestre de la même année, après une appréciation de 5,8 %, en moyenne annuelle, en 2012. Il reste, cependant, apprécié par rapport à son niveau d'équilibre déterminé en fonction des fondamentaux.

Conclusion du chapitre

La politique des prix devra bien sûr s'appuyer sur un contrôle de la part des autorités, toute augmentation doit soumettre à une autorisation, et le blocage des prix ne peut s'accommoder que d'une situation d'offre flexible, alors que la politique des revenus aura entre autre objectifs à réduire les écarts trop criards entre les différents catégories de revenu, en particulier entre les salaires et les profits individuels des couches supérieur du secteur privé.

Quant à la politique budgétaire et fiscale, cette dernière doit constituer le seul espace de liberté dont disposerait un gouvernement pour atteindre des objectifs qui sont les siens. En Algérie, la politique monétaire est la plus utilisé et qui a réalisé des résultats largement satisfaisants en matière de contrôle de l'inflation, par rapport au autres politiques anti-inflationnistes vue la difficulté de leur mise en œuvre surtout celle des revenus.

CHAPITRE II : LES AUTRES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION EN ALGERIE

Les politiques anti-inflationnistes doivent s'adapter à chaque pays et pour un même pays à chaque période en fonction des causes qui ont provoqué le processus inflationniste. Une même mesure prise pour lutter contre l'inflation peut réussir parfaitement dans un pays et échouer dans d'autre. Ainsi, un même médicament ne peut guérir de manière identique plusieurs malades atteints de la même maladie, c'est un traitement adapté à chaque cas qui conviendra le mieux.

Conclusion de la de partie II

Conclusion de la partie II

L'offre de la monnaie doit être nécessairement mesuré de la manière à rendre la quantité de monnaie en circulation est équilibrée par rapport à la production réelle de l'économie d'un pays, c'est-à-dire qu'il faudrait toujours un équilibre entre l'offre de monnaie et l'offre de biens et services (équilibre entre les flux réels et les flux monétaires). L'efficacité de la politique monétaire réside dans sa bonne conduite qui, à son tour, dépend des institutions en charge de sa mise en œuvre et, en dernière instance, des personnes responsables de leur fonctionnement.

Pour une meilleur gestion de la politique monétaire visant réellement à maintenir l'équilibre économique entre l'offre de monnaie et l'offre réelle en terme de production nationale et de croissance économique, il ne suffit pas de mettre en œuvre un ensemble de moyens d'actions et de mesures administratives, mais au contraire, il faut qu'il existe une certaine corrélation entre les volontés du système bancaire et du système économique en générale, ainsi que l'ensemble des dispositifs permettant de sensibiliser les agents économiques. Il faut que ces deux parties (autorités monétaires et agents économiques) prennent l'inflation comme souci générale prioritaire pour pouvoir arriver à lutter contre ce phénomène issu d'un déséquilibre entre les flux réels et les flux monétaires.

La politique monétaire toute seule ne peut pas faire face au problème d'inflation, elle doit être accompagnée par d'autres politiques comme la politique budgétaire et fiscale, la politique des revenus... puisque en Algérie plusieurs facteurs sont à l'origine de l'inflation aussi bien interne qu'externe. Pour atteindre les objectifs, la politique budgétaire jongle entre les recettes et les dépenses de l'Etat et la politique monétaire s'exprime par le choix de l'offre de monnaie ou du taux d'intérêt.

La politique monétaire, budgétaire et celle de revenu ont joué un grand rôle dans l'économie nationale et ont marqué leurs différentes phases d'évolution, elles ont contribué à la stabilité macroéconomique et surtout à la maîtrise de l'inflation, il existe des périodes où ses dernières ont montrée leurs efficacité (le taux d'inflation de 3,5% en 2007, 3,91% en 2009) mais elles ont échoué dans d'autres (un taux de 8,9% en 2012).

Conclusion générale

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

L'inflation est un phénomène complexe qui s'explique toujours par un mouvement de hausse des prix. Ses causes et ses conséquences sont multiples et variées. Tous les pays essaient d'éviter l'inflation puisqu'elle peut conduire, lorsqu'elle est forte, à un ralentissement de la croissance économique, du produit global et à une détérioration de l'emploi comme elle perturbe la répartition macroéconomique des revenus.

Sur le plan microéconomique, tous les agents économiques ne peuvent pas faire évoluer leurs revenus à la même vitesse que l'inflation. Celle-ci est favorable aux emprunteurs et aux titulaires de revenus flexibles, mais elle pénalise les épargnants, les créanciers et les titulaires de revenus indexables. L'inflation contribue à rendre l'avenir plus incertain. En rendant fortuite l'évolution des valeurs nominales des revenus et des prix, l'inflation complique les prévisions économique et rend la croissance économique plus précaire.

Au niveau macroéconomique, une inflation nationale plus forte qu'à l'étranger, réduit la compétitivité de l'économie et conduit à procéder à des réajustements monétaires, elle rend aussi la croissance économique déséquilibrée et provoque la stagflation.

L'inflation a quelques effets bénéfiques ; elle contribue à alléger les dettes des agents économiques, comme elle améliore la rentabilité financière des entreprises qui se trouvent stimulées par les perspectives de gains et incitées à investir. L'inflation a plus d'effets néfastes que bénéfiques.

A cause des effets non désirables de l'inflation sur tout les plans, les autorités algériennes ont été obligés de mettre en œuvre un ensemble de politique de lutte contre ce phénomène comme la politique monétaire, budgétaire et celle de revenu. L'objectif de notre travail est dévalué le degré d'efficacité de ces politiques en essayant de répondre à la question qui porte sur la contribution de ces dernières dans la réduction des effets néfastes de l'inflation en Algérie en utilisant divers mesures dans le cadre de la politique monétaire, l'augmentation de la pression fiscale, ainsi que le rôle joué par la politique des prix et des salaires.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette étude sur le phénomène d'inflation en Algérie, on est amené à conclure que l'inflation est un mal qui a frappé l'Algérie depuis longtemps, alors qu'elle continue à propager et ses causes se multiplient (structurelles, institutionnelles, monétaires). Les autorités ont pris conscience du problème et ont mis différentes mesures pour lutter contre, par conséquent, des effets pervers et néfastes sont enregistrées aussi bien sur le plan économique, politique et social, donc un déséquilibre interne et externe, causé notamment par les deux chocs pétroliers (86-88) sachant que le pétrole est la colonne vertébrale de l'économie algérienne.

D'après notre recherche, on a constaté que la politique monétaire est la plus utilisée par rapport aux autres politiques anti-inflationnistes vue la difficulté de leur mise en œuvre surtout celle des revenus, la politique monétaire a permis de contracter la liquidité en utilisant différents instruments, la politique budgétaire a permis de diminuer la demande globale en réduisant les dépenses publiques. Toutes ces politiques ont joué un grand rôle dans l'économie nationale et ont marqué leurs différentes phases d'évolution, elles ont contribué à la stabilité macroéconomique et surtout à la maîtrise de l'inflation, il existe des périodes où ses dernières ont montré leur efficacité, mais elles ont échoué dans d'autres. Ces politiques peuvent être mises en œuvre séparément ou simultanément, les mesures anti-inflationnistes prises jusqu'ici sont pour le moins insuffisantes, l'accélération de l'inflation ces dernières années rend impératif l'application des mesures rigoureuses. L'inflation en Algérie est maîtrisée grâce à l'utilisation des politiques anti-inflationnistes, la hausse très importante des prix de pétrole a permis de lancer un large programme de relance économique.

Ce travail affirme la première hypothèse qui stipule que les instruments de la politique monétaires contribuent dans la réduction de la création monétaire et par conséquent l'inflation elle-même, la deuxième est confirmée puisque la politique budgétaire joue un rôle important à côté de la politique monétaire dans la lutte contre l'inflation, concernant la dernière hypothèse la politique des prix et des salaires est difficile à mettre en œuvre.

L'inflation est un problème issu d'un déséquilibre entre flux réels et flux monétaire donc, l'offre de la monnaie doit être mesurée de la manière à rendre la quantité de la monnaie en circulation équilibrée par rapport à la production réelle de l'économie, il faudrait toujours un équilibre entre l'offre de biens et services et l'offre de monnaie (équilibre entre flux réels et flux monétaire).

Bibliographie

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE

❖ Les ouvrages

- BALI.H « *Inflation et mal-développement en Algérie* », édition OPU Alger, 1993.
- BEITONE Alain, LEGARDEZ Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean-Pierre « *Dictionnaire des sciences économiques* » Armand Colin Editeur, Paris, 1991.
- BERGER Pierre : « *La monnaie et ses mécanismes* », édition bouchene 1978.
- BRAMOULLE Gérard et AUGÉY Dominique « *Economie monétaire* » Paris, 1998.
- BROUPEL B « *Les conditions de passage vers l'économie du marché* », IN PB économique n°2189, 1990.
- CAZALS Michel, BRANA Sophie « *La monnaie* » 2^o édition, Dunod, Paris, 2006.
- CHEHRIT Kamal « *L'économie de A jusqu'à Z, aide mémoire* », 2^{émé} édition Alger, grand Alger livre édition, 2006.
- CLAASSEN .E « *Macroéconomie : base de la théorie macroéconomique* » DUNOD, 1981.
- DEITONE Alain, DOLLE Christine « *Economie générale, aide mémoire* », 3^{émé} édition, France, Dalloz, 1992.
- GHITTON Henri « *La monnaie* », édition Dalloz, 1970.
- JACQUEMIN Alexis, TULKENS Henry, MERCIER Paul « *Fondements de l'économie* », Volume2, Editions Pages Bleues Internationales, Algérie, 2001.
- JALLADEAU Joël « *Introduction à la macroéconomie* », 2^{émé} édition De Boeck & Lancier S.A., Paris, 1998.
- LEHMANN Paul Jacques « *Théorie et politique* », édition Du Seuil, Paris, septembre 1999.
- NAAS. A, « *Le système bancaire algérien* », Maisonneuve & Larose, Paris 2003.
- N.MANKIW Gregory, P.TAYLOR Mark « *Principes de l'économie* » édition de Boeck Université, rue des Minimes39, B-1000 Bruxelles, Paris, 2010.
- PALAT Jean pierre « *La monnaie, institutions financières et politique monétaire* », 5^{émé} édition economica, Paris, 1987.
- PARENT Antoine « *L'espace monétaire et ses enjeux* », édition Laurence Michoux, France, mars 1996.
- PARKIN Michael, BADE Robin, CARMICHAEL Benoit, « *introduction à la macroéconomie moderne* » 4^{émé} édition du renouveau pédagogique INC, 2011.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE

- PLIHON.D, « *la monnaie et ses mécanismes* », 5^{ème} édition, la découverte, paris, 2008.

❖ Articles et communications

- MESSAHLI.S, BELGHERBI.A, « *Rapport sur la politique monétaire en Algérie* », au siège du Conseil National Economique et Social, samedi 18 mars 2005.
- R. Rachel « *bonnes performances de la situation monétaire et financière de l'Algérie au cours du 1^{er} semestre 2012* », quotidien Liberté du 11/09/ 2012.
- ROUMADI Melissa « *Les subventions enrichissent importateurs et contrebandiers* », le quotidien EL-Watan du 16 Juillet 2013, p5.

❖ Thèses et mémoires

- BOUSAR. C « *Le système financier et le financement de l'agriculture en Algérie* », thèse de doctorat du 3^{ème} cycle MFB, Toulouse Université de sciences sociales de Toulouse, 1986.
- KHIMECHE Fatma, ARRIS Djedjiga « *L'inflation en Algérie* »Mémoire de licence en Sciences Economiques, option monnaie, banque et finance, Université de Tizi Ouzou, 2004-2005.

❖ Rapports et documents

- Rapport de la Banque d'Algérie 2002, chapitre VI : situation monétaire et politique monétaire, p 12.
- Rapport de la Banque d'Algérie 2003, Chapitre VI : Situation monétaire et politique monétaire, p88.
- Rapport de la Banque d'Algérie 2006, chapitre VIII : situation monétaire et politique monétaire, p 147.
- Rapport de la Banque d'Algérie 2006, chapitre VIII : situation monétaire et politique monétaire, p147.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE

- Rapport de la Banque d'Algérie 2011, Chapitre VIII : Politique monétaire, p110.

- ❖ Webographie

- <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/production/64128>. consulté le 15/05/2013.
- <http://fr.wikipedia.org/wiki/Production>. Consulté le 15/05/2013.
- <http://www.jobintree.com/dictionnaire/definition-production-348.html>. Consulté le 15/05/2013.
- Www. Mémoire online.com/ 01/12/5092/m-indice de la politique monétaire sur le niveau générale de prix en RDC de 1998-20093. Html. Consulté le 28/05/2013.
- <http://Junon.Unive-cezanne.Fr/bornier/monif.pdf>. Consulté le 01/06/2013.
- www.info.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2003/06/pdf/Reinhart.pdf. consulté le 01/06/2013.
- <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/infothek/erhebungen/quellen/blank/blank/lik/04.html>. consulté le 05/06/2013.
- www.oeconomica.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/12.politique_economique.pdf. consulté le 12/06/2013.
- http://homepages.ulb.ac.be/~frycx/Ecopol_s13.pdf. consulté le 15/06/2013.
- <http://Fr.wikipédia.org/wiki/Inflation>. Consulté le 18/05/2013.
- <http://www.jourdan.ens.fr/~adirer/>. consulté le 24/06/2013.
- www.ummo.dz/IMG/pdf/memoire_en_PDF-2.pdf. consulté le 10/07/2013.
- <http://www.google.fr/search?hl=fr&noj=1&q=les+investissements+improductifs>. consulté le 13/07/2013.
- <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/investissement/62447>. consulté le 16/07/2013.
- <http://forumed.sante-dz.org/f31/salaire-des-medecin-t23585/>. consulté le 29/07/2013.
- www.pearson.fr/resources/titles/27440100567610/.../7360_chap01.pdf. Consulté le 01/08/2013.
- <http://www.2000watts.org/index.php/energytrend/petrole/prix/596-evolution-des-prix-du-baril-de-petrole.html>, consulté le 27/08/2013.

RESUME

L'inflation signifie la dépréciation de la monnaie ou une hausse du niveau de prix général. Quand la quantité de la monnaie dans un pays augmente plus rapidement que la production de ce pays, le prix moyen augmente à la suite de la demande accrue en biens et en services. Une inflation faible est favorable à l'économie, c'est un objectif important des gouvernements et des banques centrales, en raison des effets économiques positifs, une inflation importante va aussi à l'encontre de la croissance économique.

L'inflation est un mal dont souffre la majorité des pays, l'Algérie est l'un des pays touchés par l'inflation dont les causes et les conséquences sont multiples sur tout les plans : social, économique et extérieur, pour cela les autorités monétaires doivent faire des diagnostics pour pouvoir mettre en place des mesures de sécurité et de lutte pour ralentir l'évolution de ce mal et éviter qu'il se propage à des niveaux supérieurs. Ainsi, les autorités mettent en place un ensemble de dispositifs de lutte contre l'inflation (politique budgétaire et fiscale, de revenu et des prix et la politique monétaire) qui vise à mettre en relation la quantité de monnaie en circulation et la production nationale.

L'objectif de notre travail est dévalué le degré d'efficacité des politiques anti-inflationnistes mises en œuvre en Algérie dans le but de réduire les effets négatifs de l'inflation ou de mettre fin à ce phénomène, ainsi que leur aboutissements.

Mots clés : Inflation, Monnaie, Pouvoir d'achat, IPC, la politique monétaire, la politique budgétaire et fiscale, la politique des revenus, la politique de contrôle des prix et le blocage des salaire, la politique de la concurrence.